



Nations Unies

Rapport financier et états financiers audités

de l'exercice clos le 31 décembre 2023

et

Rapport du Comité des commissaires aux comptes

Volume IV

Université des Nations Unies

Assemblée générale

Documents officiels

Soixante-dix-neuvième session

Supplément n° 5



Rapport financier et états financiers audités

de l'exercice clos le 31 décembre 2023

et

Rapport du Comité des commissaires aux comptes

Volume IV
Université des Nations Unies



Nations Unies • New York, 2024

Note

Les cotes des documents de l'Organisation des Nations Unies se composent de lettres et de chiffres. La simple mention d'une cote renvoie à un document de l'Organisation.

Table des matières

<i>Chapitre</i>	<i>Page</i>
Lettres d'envoi	5
I. Rapport du Comité des commissaires aux comptes sur les états financiers : opinion des commissaires aux comptes	7
II. Rapport détaillé du Comité des commissaires aux comptes	10
Résumé	10
A. Mandat, étendue de l'audit et méthode	13
B. Constatations et recommandations	14
1. Suite donnée aux recommandations antérieures	14
2. Aperçu de la situation financière	16
3. Gestion des ressources humaines	19
4. Gestion des programmes	23
5. Gestion des achats	27
6. Gestion de la trésorerie	28
C. Informations communiquées par l'administration	30
1. Comptabilisation en pertes de montants en espèces, de créances et de biens	30
2. Versements à titre gracieux	30
3. Cas de fraude ou de présomption de fraude	30
D. Remerciements	31
Annexe	
État d'application des recommandations jusqu'à l'exercice clos le 31 décembre 2022	32
III. Certification des états financiers	50
IV. Rapport financier pour l'exercice clos le 31 décembre 2023	51
A. Introduction	51
B. Vue d'ensemble des états financiers pour l'exercice clos le 31 décembre 2023	52
C. Perspectives	59
Annexe	
Renseignements complémentaires	61
V. États financiers pour l'exercice clos le 31 décembre 2023	62
I. État de la situation financière au 31 décembre 2023	62
II. État de la performance financière pour l'exercice clos le 31 décembre 2023	64

III.	État des variations de l'actif net pour l'exercice clos le 31 décembre 2023	65
IV.	État des flux de trésorerie pour l'exercice clos le 31 décembre 2023	66
V.	État comparatif des montants budgétés et des montants réels pour l'exercice clos le 31 décembre 2023.....	68
	Notes relatives aux états financiers	69

Lettres d'envoi

Lettre datée du 31 mars 2024, adressée au Président du Comité des commissaires aux comptes par le Secrétaire général

J'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint, conformément à l'article 6.2 du Règlement financier, les états financiers de l'Université des Nations Unies pour l'exercice clos le 31 décembre 2023, que j'approuve par la présente lettre. Les états financiers ont été établis et certifiés exacts par le Contrôleur pour tous les éléments de caractère significatif.

Des copies de ces états financiers sont également communiquées au Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires.

(Signé) António **Guterres**

**Lettre datée du 24 juillet 2024, adressée au Président
de l'Assemblée générale par le Président du Comité
des commissaires aux comptes**

J'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint le rapport du Comité des commissaires aux comptes, ainsi que le rapport financier et les états financiers audités de l'Université des Nations Unies pour l'exercice clos le 31 décembre 2023.

L'Auditeur général de la Cour des comptes
de la République populaire de Chine,
Président du Comité des commissaires aux comptes
(*Signé*) **Hou Kai**

Chapitre I

Rapport du Comité des commissaires aux comptes sur les états financiers : opinion des commissaires aux comptes

Opinion des commissaires aux comptes

Nous avons effectué l'audit des états financiers de l'Université des Nations Unies (l'UNU ou l'Université), qui comprennent l'état de la situation financière (état I) au 31 décembre 2023, l'état de la performance financière (état II), l'état des variations de l'actif net (état III), l'état des flux de trésorerie (état IV) et l'état comparatif des montants budgétés et des montants réels (état V), ainsi que les notes relatives aux états financiers, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de l'Université au 31 décembre 2023, ainsi que de sa performance financière et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes comptables internationales du secteur public (normes IPSAS).

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux Normes internationales d'audit (ISA) et aux Normes internationales des Institutions supérieures de contrôle des finances publiques. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont décrites dans la section « Responsabilités des commissaires aux comptes à l'égard de l'audit des états financiers ». Nous sommes indépendants de l'UNU conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Informations autres que les états financiers et le rapport de l'auditeur sur ces états

La responsabilité des autres informations incombe au Secrétaire général. Les autres informations se composent du rapport financier pour l'exercice clos le 31 décembre 2023 (chap. IV), mais ne comprennent pas les états financiers et le rapport des commissaires aux comptes sur ces états.

Notre opinion sur les états financiers ne s'étend pas aux autres informations et nous n'exprimons aucune forme d'assurance que ce soit sur ces informations.

Dans le cadre de notre audit des états financiers, notre obligation consiste à lire les autres informations et, ce faisant, à apprécier s'il existe une incohérence significative entre celles-ci et les états financiers ou la connaissance que nous avons acquise lors de l'audit, ou encore si les autres informations semblent comporter une anomalie significative. Si, à la lumière des travaux que nous avons effectués, nous concluons à la présence d'une anomalie significative dans les autres informations, nous sommes tenus de signaler ce fait. Nous n'avons rien à signaler à cet égard.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

Le Secrétaire général est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux normes IPSAS, ainsi que du contrôle

interne qu'il considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est au Secrétaire général qu'il incombe d'évaluer la capacité de l'Université à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions se rapportant à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si le Secrétaire général a l'intention de liquider l'Université ou de cesser son activité, ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à lui.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de l'Université.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes ISA permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes ISA, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

a) nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

b) nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'Université ;

c) nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par le Secrétaire général, de même que des informations fournies par ce dernier ;

d) nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par le Secrétaire général du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de l'Université à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la

date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener l'Université à cesser son exploitation ;

e) nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et les événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Rapport relatif à d'autres obligations légales et réglementaires

À notre avis, les opérations comptables de l'Université qui ont été portées à notre connaissance ou que nous avons examinées par sondage dans le cadre de notre audit ont été, dans tous leurs aspects significatifs, conformes au Règlement financier et aux règles de gestion financière de l'Organisation des Nations Unies et aux autorisations de l'organe délibérant.

Conformément à l'article VII du Règlement financier et des règles de gestion financière de l'Organisation des Nations Unies, nous avons également établi un rapport détaillé sur notre audit de l'Université.

L'Auditeur général de la Cour des comptes
de la République populaire de Chine,
Président du Comité des commissaires aux comptes
(Signé) **Hou Kai**

La Contrôleuse générale par intérim de la République du Chili
(Auditrice principale)
(Signé) **Dorothy Pérez Gutiérrez**

Le Premier président de la Cour des comptes de la France
(Signé) **Pierre Moscovici**

Le 24 juillet 2024

Chapitre II

Rapport détaillé du Comité des commissaires aux comptes

Résumé

L'Université des Nations Unies (UNU) est l'organisme des Nations Unies dédié à la recherche ainsi qu'un centre de réflexion ayant vocation à proposer des solutions. Le Centre de l'UNU s'occupe de l'administration, de la coordination et de la prestation de services pour l'ensemble du système de l'Université. Les principaux travaux de recherche et d'étude de l'Université sont réalisés dans le cadre d'un réseau mondial composé d'instituts de recherche et de formation ainsi que de divers programmes de recherche.

Le Comité des commissaires aux comptes a audité les états financiers et contrôlé la gestion de l'Université pour l'exercice clos le 31 décembre 2023. L'audit a été effectué sur place et à distance au bureau administratif de l'UNU à Putrajaya (Malaisie) et au siège de l'UNU à Tokyo du 22 janvier au 29 février 2024. La visite finale a eu lieu au bureau administratif de l'UNU du 25 mars au 26 avril 2024.

Étendue de l'audit

Le présent rapport traite de questions que le Comité estime devoir porter à l'attention de l'Assemblée générale et qui ont fait l'objet d'une discussion avec l'administration de l'Université, aux vues de laquelle il est fait la place qu'il convient.

Le contrôle avait principalement pour objet de permettre au Comité de se faire une opinion sur la question de savoir si les états financiers donnaient une image fidèle de la situation financière de l'Université au 31 décembre 2023 et des résultats des activités et des flux de trésorerie de l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes comptables internationales du secteur public (normes IPSAS). Il a été procédé à un examen général des systèmes financiers et des mécanismes de contrôle interne, ainsi qu'à des contrôles par sondage des documents comptables et autres pièces justificatives, dans la mesure que le Comité a jugée nécessaire pour se faire une opinion sur les états financiers.

Le Comité a également examiné la gestion de l'Université en application de l'article 7.5 du Règlement financier et des règles de gestion financière de l'Organisation des Nations Unies, selon lequel il peut faire des observations sur l'efficacité des procédures financières, sur le système comptable, sur les contrôles financiers internes et, en général, sur l'administration et la gestion des activités.

Opinion du Comité des commissaires aux comptes

Le Comité considère que les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de l'Université au 31 décembre 2023, ainsi que de sa performance financière et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux normes IPSAS.

Conclusion générale

Le Comité n'a pas relevé d'erreur, d'omission ni d'inexactitude significative lors de l'examen des documents comptables de l'Université pour l'exercice clos le 31 décembre 2023. Il a toutefois constaté que des progrès pouvaient être faits dans les domaines suivants : gestion des ressources humaines, gestion des programmes, achats et gestion de la trésorerie.

Le montant total des produits s'étant établi à 117,78 millions de dollars et celui des charges à 81,44 millions, les états financiers font apparaître un excédent net de 36,34 millions de dollars, qui tient essentiellement aux fluctuations favorables de la juste valeur dans le portefeuille de placements du Fonds de dotation. La situation financière générale de l'Université est restée saine, les actifs courants étant plus de cinq fois supérieurs aux passifs courants et le total de l'actif, plus de sept fois supérieur à celui du passif.

Principales constatations

Les principales constatations du Comité sont les suivantes :

Recrutement

Le Comité a examiné l'accord conclu entre l'ONU et une agence de recrutement et constaté que des personnes recrutées par l'agence pour pourvoir des emplois de l'ONU fournissaient des services essentiels. Ces personnes n'étaient pas accréditées : elles n'avaient pas de contrat avec l'ONU et donc pas de lettre de nomination ni de contrat signé avec l'Université. Elles étaient rémunérées par l'agence de recrutement, qui, elle-même, recevait des commandes de l'ONU. Les emplois qu'elles occupaient ne faisaient pas partie des emplois vacants et n'étaient pas prévus dans le budget de l'exercice 2023. Ces personnes ont bénéficié d'un large accès au progiciel de gestion intégré Quantum tout au long de l'exercice 2023.

Liens entre les projets Pelikan et Quantum

Le Comité a examiné tous les projets de l'ONU en cours de mise en œuvre et établi qu'il n'y avait pas de corrélation entre le nombre de projets enregistrés dans le système de gestion de projets en ligne Pelikan et les projets enregistrés dans Quantum. Il a constaté que certains projets enregistrés dans Pelikan n'étaient pas reliés à Quantum. Certains consultants n'étaient pas reliés à leurs projets dans Pelikan. Par ailleurs, l'ONU n'a procédé à aucune analyse et à aucun rapprochement entre les projets Pelikan et Quantum, et n'a mis en place aucun contrôle pour atténuer le risque que les informations relatives à la gestion des projets soient incomplètes.

Gestion du budget

Le Comité a analysé les rapports budgétaires extraits de Quantum et a constaté que l'administration et le calcul du recouvrement des coûts (ou des frais généraux) étaient effectués manuellement. La question n'a pas été prise en compte dans les rapports budgétaires extraits de Quantum en tant que paramètre pour un suivi adéquat au niveau du Siège ou des instituts.

Principales recommandations

Sur la base de ses constatations, le Comité recommande que l'Université :

Recrutement

a) Veille à ce que le Statut et le Règlement du personnel de l'Organisation des Nations Unies soient respectés en ce qui concerne le recrutement et la gestion du personnel ;

b) Limite l'accès du personnel à ses systèmes aux tâches expressément prévues dans leur lettre de nomination, contrat direct, accord et cahier des charges, ainsi que dans le Statut et au Règlement du personnel de l'Organisation des Nations Unies ;

Liens entre les projets Pelikan et Quantum

c) Repère et corrige les différences observées dans les informations enregistrées relatives aux projets en cours d'exécution et veille à l'harmonisation du suivi financier et non financier dans les systèmes de gestion des projets ;

d) Procède à une analyse coûts-avantages de Pelikan et Quantum, dans le but d'évaluer leur utilité pour la gestion de projets et d'établir un plan d'action formel à court terme permettant de remédier à tout problème qui pourrait se poser ;

Gestion du budget

e) Incorpore les coûts d'appui aux programmes, ou coûts indirects, dans le rapport de contrôle budgétaire Quantum de l'Université afin de contrôler les fonds nets disponibles pour la bonne mise en œuvre des projets.

Suite donnée aux recommandations antérieures

Le Comité s'est enquis de la suite donnée aux recommandations formulées antérieurement, y compris à celles portant sur l'exercice clos le 31 décembre 2022. L'Université a donné suite à 14 (46,7 %) des 30 recommandations en suspens, 14 (46,7 %) étaient en cours d'application et 2 (6,6 %) étaient devenues caduques.

Chiffres clefs

117,78 millions de dollars	Total des produits
81,44 millions de dollars	Total des charges
36,34 millions de dollars	Excédent pour l'exercice
565,98 millions de dollars	Actif
73,15 millions de dollars	Passif
492,83 millions de dollars	Actif net
34,79 millions de dollars	Budget réel de l'Université des Nations Unies calculé sur une base comparable pour les réseaux de recherche et de formation et la diffusion de l'information
13	Nombre d'instituts de recherche et de formation de l'Université des Nations Unies

A. Mandat, étendue de l'audit et méthode

1. Le 6 décembre 1973, à sa vingt-huitième session, l'Assemblée générale a officiellement adopté la Charte de l'Université des Nations Unies (ci-après l'UNU ou l'Université), dans laquelle l'Université est définie comme une communauté internationale de savants vouée à la recherche, à la formation postuniversitaire et à la diffusion du savoir en vue d'atteindre les buts et d'appliquer les principes de la Charte des Nations Unies. L'Université consacre ses activités à la recherche sur les problèmes mondiaux pressants de la survie, du développement et du bien-être de l'humanité, en accordant toute l'attention voulue aux sciences sociales et humaines ainsi qu'aux sciences exactes et naturelles, pures et appliquées.

2. L'Université mène ses recherches dans le cadre d'un réseau mondial d'instituts et de programmes universitaires dont les activités sont coordonnées par le Centre de l'UNU. Ce dernier s'occupe de l'administration, de la coordination et de la prestation de services pour l'ensemble du système de l'Université. Son siège principal se trouve à Tokyo, mais il dispose de plusieurs bureaux auxiliaires, dont un bureau chargé des services administratifs et financiers à Putrajaya (Malaisie). Les principaux travaux de recherche et d'étude de l'Université sont réalisés dans le cadre d'un réseau mondial composé de 13¹ instituts de recherche et de formation.

3. L'Université n'est pas financée par le budget ordinaire de l'Organisation des Nations Unies. Elle est financée uniquement par des contributions volontaires et par le revenu des placements provenant de son fonds de dotation, lequel est constitué des contributions volontaires de donateurs non distribuées, qui sont constamment

¹ Institut mondial de recherche sur les aspects économiques du développement ; Institut international pour la technologie des logiciels ; Centre de recherche économique et sociale et de formation de Maastricht pour l'innovation et la technologie ; Institut des ressources naturelles en Afrique ; Programme d'activités biotechnologiques en Amérique latine et dans les Caraïbes ; Institut des hautes études sur la viabilité ; Institut pour l'eau, l'environnement et la santé ; Institut pour les études comparatives d'intégration régionale ; Institut pour l'environnement et la sécurité humaine ; Institut international pour la santé mondiale ; Institut pour la gestion intégrée des flux matériels et des ressources ; Institut pour le développement durable ; Institut de recherche économique et sociale.

investies pour dégager des recettes servant à financer les activités et le fonctionnement des instituts.

4. Le Comité des commissaires aux comptes a audité les états financiers et contrôlé la gestion de l'Université des Nations Unies pour l'exercice clos le 31 décembre 2023, en application de la résolution 74 (I) de l'Assemblée générale en date du 7 décembre 1946. Il a conduit son audit conformément au Règlement financier et aux règles de gestion financière de l'Organisation des Nations Unies, ainsi qu'aux Normes internationales d'audit et aux Normes internationales des Institutions supérieures de contrôle des finances publiques. Celles-ci exigent que le Comité se conforme aux règles déontologiques et organise et exécute ses contrôles de façon à acquérir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes significatives.

5. Le contrôle avait principalement pour objet de permettre au Comité de se faire une opinion sur la question de savoir si les états financiers donnaient une image fidèle de la situation financière de l'Université au 31 décembre 2023 et des résultats des activités et des flux de trésorerie de l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes comptables internationales du secteur public (normes IPSAS). Il s'agissait notamment de savoir si les charges figurant dans les états financiers avaient été engagées aux fins approuvées par les organes directeurs et si les produits et les charges avaient été convenablement classés et comptabilisés conformément au Règlement financier et aux règles de gestion financière de l'ONU. Il a été procédé à un examen général des systèmes financiers et des mécanismes de contrôle interne, ainsi qu'à des contrôles par sondage des documents comptables et autres pièces justificatives, dans la mesure que le Comité a jugée nécessaire pour se faire une opinion sur les états financiers.

6. Le Comité a également procédé à l'examen de la gestion de l'Université en application de l'article 7.5 du Règlement financier et des règles de gestion financière de l'ONU, selon lequel il peut faire des observations sur l'efficacité des procédures financières, sur le système comptable, sur les contrôles financiers internes et, en général, sur l'administration et la gestion des activités.

7. Le présent rapport traite de questions que le Comité estime devoir porter à l'attention de l'Assemblée générale. Les observations et conclusions y formulées ont fait l'objet d'une discussion avec l'administration de l'Université, aux vues de laquelle il est fait la place qu'il convient.

B. Constatations et recommandations

1. Suite donnée aux recommandations antérieures

8. Le Comité s'est enquis de la suite donnée aux recommandations formulées antérieurement, y compris à celles portant sur l'exercice clos le 31 décembre 2022. L'Université a donné suite à 14 (46,7 %) des 30 recommandations en suspens, 14 (46,7 %) étaient en cours d'application et 2 (6,6 %) étaient devenues caduques (voir tableau II.1). On trouvera des informations détaillées sur la suite donnée à toutes les recommandations en suspens dans l'annexe du chapitre II.

Tableau II.1
État d'application de recommandations, par rapport

Rapport et année sur laquelle porte l'audit	Nombre de recommandations	Recommandations restant à appliquer au 31 décembre 2022	Recommandations appliquées	Recommandations en cours d'application	Recommandations non appliquées	Recommandations devenues caduques	Recommandations restant à appliquer au 31 décembre 2023
A/72/5 (Vol. IV) , chap. II (2016)	20	1	1	–	–	–	–
A/77/5 (Vol. IV) , chap. II (2021)	23	9	6	3	–	–	3
A/78/5 (Vol. IV) , chap. II (2022)	20	20	7	11	–	2	11
Total	63	30	14	14	–	2	14

9. Le Comité a noté que le taux d'application des recommandations en suspens était de 46,7 % en 2023, ce qui représente une diminution par rapport à 2022 (59 %). Compte tenu de l'absence de progrès réalisés dans l'application des recommandations, le Comité compte que l'Université accélérera ses efforts en la matière, en particulier en ce qui concerne les recommandations datant de 2021, relatives au rapport d'examen des données de recensement, au rapprochement des congés annuels et aux consultants, qui sont en souffrance depuis plus de deux ans.

Recommandations formulées au cours des six derniers exercices

10. À la suite des audits réalisés entre 2018 et 2023, le Comité a formulé 87 recommandations et mené 192 évaluations portant sur les recommandations qu'il avait faites au cours des exercices antérieurs. On trouvera dans le tableau II.2 une ventilation des recommandations formulées au cours de ces exercices.

Tableau II.2
Taux d'application des recommandations (2018-2023), par rapport

Rapport et année sur laquelle porte l'audit	Nombre de recommandations émises	Nombre de recommandations en suspens	Nombre de recommandations intégralement appliquées à la fin de chaque période audité	
			(nombre)	(pourcentage)
A/73/5/Add.16 , chap. II (2018)	3	55	22	40
A/75/5/Add.16 , chap. II (2019)	22	32	17	53
A/76/5/Add.16 , chap. II (2020)	7	37	31	84
A/77/5/Add.16 , chap. II (2021)	23	11	7	64
A/78/5/Add.16 , chap. II (2022)	20	27	16	59
A/79/5/Add.16 , chap. II (2023)	12	30	14	47
Total	87	192	107	56

11. La plupart des 87 recommandations émises au cours des six derniers exercices concernaient les ressources humaines, la gestion des risques et la gestion des programmes et des projets. D'autres recommandations ont porté, entre autres, sur la gestion financière et comptable et sur l'informatique et les communications.

12. En ce qui concerne les 192 évaluations de recommandations en suspens réalisées ces six dernières années, le taux d'application a été supérieur à 50 %, sauf pour les premier et dernier cycles d'audit, où les taux ont atteint 40 et 47 %, respectivement.

2. Aperçu de la situation financière

Situation financière

13. Au 31 décembre 2022, le total de l'actif de l'Université s'élevait à 565,98 millions de dollars, contre 521,51 millions de dollars en 2022, soit une augmentation de 8,53 % (44,47 millions de dollars). Cette augmentation s'explique principalement par l'augmentation du total des placements, due essentiellement à l'augmentation de la valeur marchande du portefeuille de placement du Fonds de dotation et des fonds communs investis par la Trésorerie de l'ONU.

14. Au 31 décembre 2023, les placements de l'Université représentaient 77,41 % du total de l'actif. Le montant des placements détenus dans le Fonds de dotation s'élevait à 397,97 millions de dollars, et la part de l'Université dans le fonds principal de gestion centralisée des liquidités de l'Organisation, à 40,13 millions de dollars.

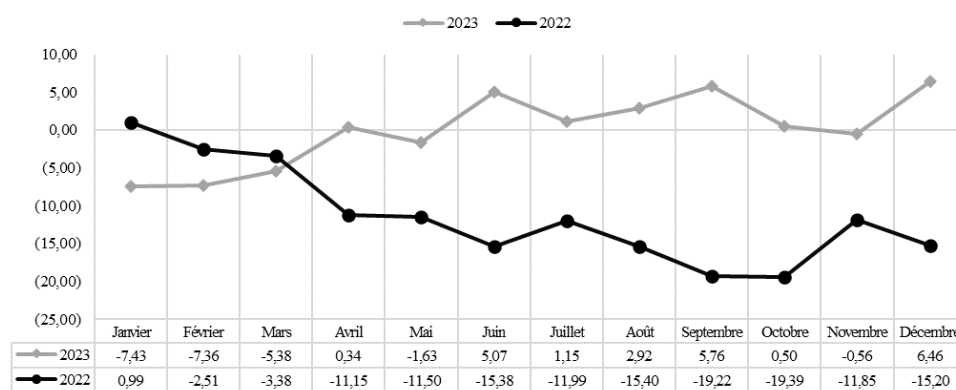
15. L'Université a modifié son portefeuille de fonds indiciels cotés pour y inclure des placements qui satisfont aux critères relatifs à l'environnement, aux aspects sociaux et à la gouvernance (ESG) ; ces placements se sont chiffrés à 375,06 millions de dollars et représentaient 94,24 % du portefeuille de placement du Fonds de dotation. La politique du Fonds de dotation prévoit que 50 % des valeurs à revenu fixe et des actions dans les fonds indiciels cotés doivent satisfaire aux critères ESG.

16. Pour la période allant de janvier à décembre 2023, on a constaté une tendance à la hausse de la valeur des placements du Fonds de dotation de l'ONU, qui a augmenté de 6,46 % (24,14 millions de dollars) pour s'établir à 397,97 millions de dollars à la fin de l'année (contre 373,83 millions de dollars fin 2022). L'évolution de la variation du Fonds de dotation en 2023 et 2022 est présentée dans la figure II.I.

Figure II.I

Fonds de dotation de l'Université des Nations Unies : variation cumulée mensuelle pour 2023 et 2022

(En pourcentage)



Source : Rapports mensuels du Fonds de dotation de l'Université des Nations Unies pour 2023 et 2022.

17. L'Université a indiqué que le total du passif s'élevait à 73,15 millions de dollars au 31 décembre 2023, contre 66,84 millions de dollars en 2022, soit une augmentation de 9,44 % (6,31 millions de dollars). Cette augmentation est imputable aux facteurs suivants : la hausse du montant des dettes et charges à payer, plus précisément des charges à payer au titre des placements, qui s'élèvent à 5,94 millions de dollars (contre 3,94 millions de dollars en 2022), et à d'autres éléments de passif, principalement les droits d'usage cédés sans contrepartie comptabilisés au passif comme un contrat de

location-financement, à savoir les frais supplémentaires à long terme liés au financement du bâtiment du Centre de l'ONU à Tokyo.

Performance financière

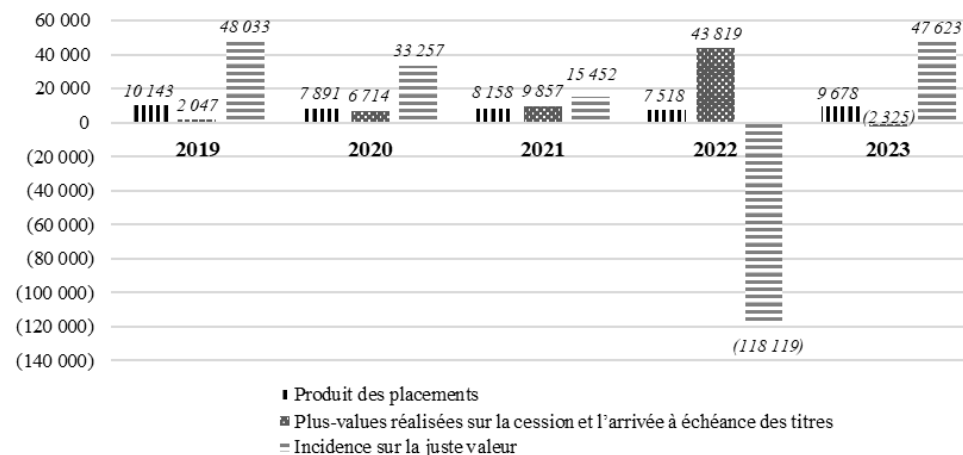
18. Le montant total des produits de l'Université s'est établi à 117,78 millions de dollars (contre 54,19 millions de dollars en 2022) et celui des charges, à 81,44 millions de dollars (contre 146,11 millions de dollars en 2022), d'où un excédent de 36,34 millions de dollars (contre un déficit de 91,92 millions de dollars en 2022). L'augmentation des produits de 117,36 % (63,59 millions de dollars) tient au fait que l'Université a enregistré des produits nets des placements de 56,4 millions de dollars, ce qui marque un revirement notable par rapport aux pertes de l'année précédente. Cette évolution positive s'explique par les fluctuations favorables de la juste valeur dans le portefeuille de placements du Fonds de dotation.

19. Au 31 décembre 2023, le montant net des produits du Fonds de dotation affichait une tendance positive, liée au montant net du produit des placements résultant de variations positives de la juste valeur des placements du Fonds de dotation de 47,62 millions de dollars, ainsi qu'à des produits des placements de 9,68 millions de dollars (contre 7,52 millions de dollars en 2022), marginalement compensés par les pertes enregistrées sur la vente de fonds indiciels cotés pour un montant de 2,33 millions de dollars (gain de 43,82 millions de dollars en 2022). On trouvera les variations du montant net des produits ou charges du Fonds de dotation pour les cinq dernières années dans la figure II.II.

Figure II.II

Montant net des produits ou charges du Fonds de dotation (2019-2023)

(En milliers de dollars des États-Unis)



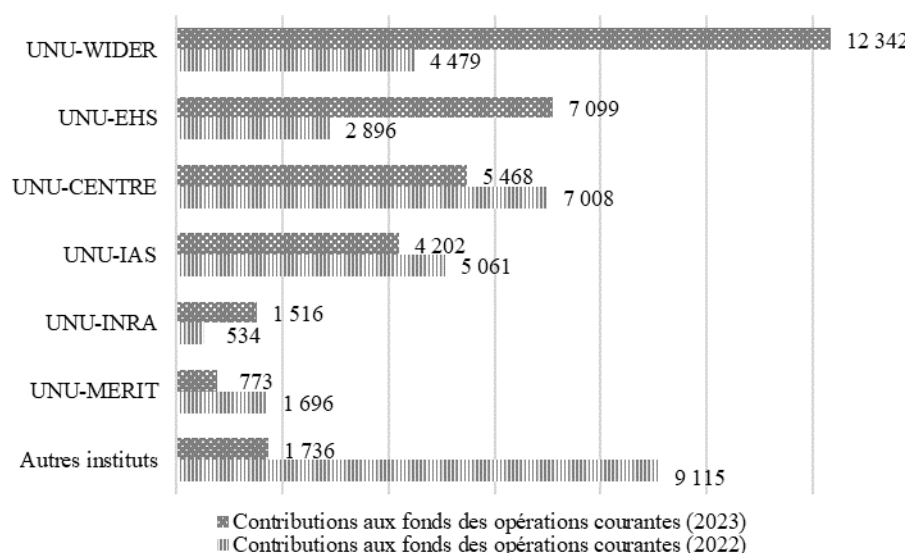
Source : États financiers de l'Université des Nations Unies de 2019 à 2023.

20. L'Université a déclaré des produits provenant des contributions volontaires d'un montant total de 53,28 millions de dollars (contre 49,74 millions de dollars en 2022), ce qui représente une augmentation de 7,10 % (3,54 millions de dollars), qui est due à une augmentation de 8,32 % (2,57 millions de dollars) des contributions financières volontaires, qui se sont établies à 33,39 millions de dollars (contre 30,83 millions de dollars en 2022). La variation est due principalement aux nouveaux accords avec les donateurs qui ont été signés. Les contributions aux fonds des opérations courantes pour 2023 et 2022 sont présentées dans la figure II.III.

Figure II.III

Contributions aux fonds des opérations courantes pour 2023 et 2022

(En milliers de dollars des États-Unis)



Source : État des contributions, contributions aux fonds des opérations courantes pour 2023 et 2022.

Abréviations : UNU-EHS = Institut pour l'environnement et la sécurité humaine ;

UNU-IAS = Institut des hautes études sur la viabilité ; UNU-INRA = Institut des ressources naturelles en Afrique ; UNU-MERIT = Centre de recherche économique et sociale et de formation de Maastricht pour l'innovation et la technologie ; UNU-WIDER = Institut mondial de recherche sur les aspects économiques du développement.

21. Le total des charges s'est élevé à 81,44 millions de dollars (contre 146,11 millions de dollars en 2022), soit une diminution de 44,26 % (64,67 millions de dollars), sous l'effet des fluctuations de la juste valeur marchande des placements. Les charges se répartissaient entre les principales catégories suivantes : traitements, indemnités et prestations (30,62 millions de dollars) ; loyers, contrats de location et services collectifs de distribution (19,24 millions de dollars) ; frais de fonctionnement divers (16,09 millions de dollars) ; rémunération et indemnités des personnes n'ayant pas la qualité de fonctionnaire (6,79 millions de dollars).

Ratios financiers

22. D'après les ratios indiqués dans le tableau II.3, la situation financière générale de l'Université est restée saine, les actifs courants étant plus de cinq fois supérieurs aux passifs courants et le total de l'actif, plus de sept fois supérieur à celui du passif. Le ratio de liquidité relative et le ratio de liquidité immédiate témoignent également d'un niveau de liquidité suffisant, vu que l'Université est en mesure d'honorer toutes ses dettes à court terme sans épuiser ses liquidités.

Tableau II.3
Analyse des ratios

Ratio	31 décembre 2023	31 décembre 2022
Total de l'actif/total du passif^a		
Actif/passif	7,74	7,80
Ratio de liquidité générale^b		
Actif courant/passif courant	5,52	5,71
Ratio de liquidité relative^c		
(Disponibilités + placements à court terme + créances)/passifs courants	5,49	5,66
Ratio de liquidité immédiate^d		
(Disponibilités + placements à court terme)/passifs courants	3,74	3,08

Source : États financiers de l'Université.

^a Un ratio élevé signifie que l'entité est en mesure d'honorer l'ensemble de ses engagements.

^b Un ratio élevé signifie que l'entité est en mesure de régler ses passifs courants.

^c Le ratio de liquidité relative est plus restrictif que le ratio de liquidité générale, car il ne tient pas compte des stocks et autres actifs courants plus difficiles à convertir en liquidités. Un ratio élevé témoigne du haut degré de liquidité de l'actif.

^d Le ratio de liquidité immédiate est un indicateur qui permet de mesurer la capacité d'une entité à faire face à ses passifs courants à partir de ses actifs liquides (trésorerie, équivalents de trésorerie et placements).

3. Gestion des ressources humaines

Recrutement

23. Les orientations-cadres de l'ONU sur la gestion des effectifs décrivent les types de contrat proposés par l'Université : engagements de durée déterminée, conventions de services, contrats de consultants, contrats institutionnels, Volontaires des Nations Unies et stagiaires.

24. Selon la politique relative au personnel de l'Université, le personnel administratif occupe des postes permanents. Les membres du personnel sont des fonctionnaires de l'ONU et sont soumis au Statut et au Règlement du personnel des Nations Unies, sous réserve des dispositions relatives aux règles ou conditions d'engagement spéciales qui peuvent être convenues par le recteur et le Secrétaire général de l'ONU conformément à la charte de l'ONU afin de répondre aux besoins particuliers de l'Université.

25. Selon les directives relatives à l'accès du personnel au progiciel de gestion intégré de l'ONU (Quantum), tous les membres du personnel titulaires d'un engagement de durée déterminée ont accès à Quantum ; les droits d'accès des membres du personnel bénéficiant d'une convention de services sont automatiquement activés ou désactivés sur la base des dossiers des ressources humaines, sans qu'il soit nécessaire de présenter de demande.

26. L'accès à Quantum peut également être accordé aux membres du personnel titulaires d'un engagement de durée déterminée ou d'une convention de services, ainsi qu'à des membres du personnel désignés, tels que les consultants, le personnel temporaire et le personnel d'appui des institutions et universités associées (personnes d'intérêt), qui ont besoin de cet accès pour exercer leurs fonctions officielles.

27. En ce qui concerne les types d'utilisateurs, il est indiqué dans les directives relatives à l'accès à Quantum que les utilisateurs se voient accorder des droits d'accès particuliers pour certains modules ou fonctions donnés et attribuer un profil d'entreprise en fonction des ressources dont ils ont besoin pour s'acquitter de leurs fonctions (modules finances, achats ou projets) : utilisateur général ; spécialiste des achats ; chef de projet ; utilisateur final.

28. L'accord à long terme entre le Groupe des services partagés du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et une agence de recrutement concerne le recrutement de personnel et les services de gestion de contrats. L'ONU a adhéré à cet accord de coopération le 9 février 2022 pour les services mentionnés dans l'accord à long terme, comme le permet la règle de gestion financière 105.17, ainsi que la section 14.1.2 du Manuel des achats de l'Organisation des Nations Unies, selon laquelle le Secrétariat de l'ONU conclut un contrat en s'appuyant sur une décision d'achat d'un autre organisme des Nations Unies (en utilisant des accords à long terme ou des contrats d'autres organismes des Nations Unies ou en utilisant les résultats d'un appel à la concurrence d'un autre organisme des Nations Unies, c'est-à-dire en s'appuyant sur ceux-ci).

29. Le Comité a examiné l'accord en vigueur conclu entre l'ONU et l'agence de recrutement et constaté ce qui suit :

a) Cinq personnes recrutées par l'agence pour pourvoir des emplois de l'ONU ont fourni des services essentiels en tant que coordonnateur(trice) de voyage, assistant(e) aux achats, assistant(e) administratif(ve), assistant(e) chargé(e) des ressources humaines et auxiliaire financier(ère) ;

b) Les intéressés n'étaient pas accrédités et n'avaient pas de contrat avec l'ONU (engagement de durée déterminée, convention de services, accord de consultant international, de consultant ou de Volontaire des Nations Unies). Par conséquent, ils n'avaient pas de lettre de nomination ou de contrat signé avec l'ONU à la date de clôture de l'examen, le 1^{er} février 2024. Il convient de noter qu'ils avaient des contrats directs avec l'agence de recrutement, qui expiraient entre le 26 mars 2024 et le 25 juin 2024 après une période de 24 mois ;

c) Les intéressés étaient rémunérés par l'agence de recrutement, qui recevait des commandes de l'ONU ;

d) Les cinq emplois occupés par ces personnes recrutées par l'agence ne faisaient pas partie des emplois vacants et n'étaient pas prévus dans le budget de l'exercice 2023 ;

e) Les intéressés ont eu de larges droits d'accès à Quantum tout au long de l'exercice 2023, en tant que : superviseur(se) des comptes créditeurs, comptable, point focal, auditeur(trice), utilisateur(trice) final(e), acheteur(se), spécialiste des produits, responsable de la gestion des fournisseurs et organisateur(trice) de voyages.

30. Le Comité considère que faire appel à du personnel extérieur pour effectuer des tâches liées aux services administratifs essentiels ne serait pas conforme au cadre réglementaire actuellement applicable à l'ONU.

31. Le Comité estime également que le fait de recruter du personnel pour pourvoir des emplois dont les tâches principales ne sont pas définies au préalable dans le budget de l'ONU pourrait être le signe de problèmes dans la planification des besoins en personnel.

32. Le Comité estime en outre qu'externaliser la gestion du personnel pour certains emplois sans prendre de mesures adéquates pour préserver l'accès aux informations ou à certaines procédures internes pourrait menacer la confidentialité de celles-ci, en

particulier compte tenu du fait que l'Université n'administre pas directement ces membres du personnel et qu'ils peuvent avoir un large accès à ses systèmes.

33. Le Comité recommande que l'Université veille à ce que le Statut et le Règlement du personnel de l'Organisation des Nations Unies soient respectés en ce qui concerne le recrutement et la gestion du personnel.

34. Le Comité recommande que l'Université limite l'accès du personnel à ses systèmes aux tâches expressément prévues dans leur lettre de nomination, contrat direct, accord et cahier des charges, ainsi que dans le Statut et le Règlement du personnel de l'Organisation des Nations Unies.

35. L'Université a souscrit à la première recommandation.

36. L'ONU n'a pas souscrit à la deuxième recommandation et, concernant la restriction de l'accès à ses systèmes, elle a dit que tous les contractants de l'agence de recrutement accomplissaient des tâches précisément définies dans leur cahier des charges. Pour l'exécution de leurs tâches, ces contractants s'étaient vu confier des droits d'accès étendus dans Quantum, notamment concernant la saisie de données et le traitement de transactions de base, pour lesquels ils devaient avoir accès à certains modules donnés au quotidien. Sans ces accès dans Quantum, les contractants ne seraient pas en mesure de s'acquitter des tâches qui leur avaient été confiées ; ils n'avaient toutefois aucun rôle d'approbation.

37. Le Comité dit que la politique relative au personnel de l'ONU mentionne la catégorie « autre personnel administratif », mais que les intéressés n'entreraient pas dans cette catégorie et ne seraient pas non plus des membres du personnel au sens du Statut et du Règlement du personnel de l'Organisation des Nations Unies. Il rappelle que la catégorie « autre personnel administratif » n'est pas définie dans le Statut et le Règlement du personnel et que l'Université doit s'adapter aux types d'engagements qui y sont prévus. Par conséquent, les droits d'accès qui, dans Quantum, permettent d'accomplir des tâches liées aux activités de base doivent être confiés uniquement aux fonctionnaires de l'ONU, étant entendu que cette modalité restreint l'accès aux systèmes. La recommandation est donc maintenue.

Représentation géographique

38. Il est établi au paragraphe 3 l'Article 101 de la Charte des Nations Unies que la considération dominante dans le recrutement et la fixation des conditions d'emploi du personnel doit être la nécessité d'assurer à l'Organisation les services de personnes possédant les plus hautes qualités de travail, de compétence et d'intégrité. Sera dûment prise en considération l'importance d'un recrutement effectué sur une base géographique aussi large que possible.

39. L'objectif de la stratégie en faveur de la diversité géographique du Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité, publiée en 2020, est de réduire le poids des groupes régionaux les plus représentés et d'augmenter celui des groupes régionaux les moins représentés, ce qui permettrait d'atténuer le déséquilibre général concernant la diversité des groupes régionaux représentés dans le personnel de l'Organisation.

40. De plus, il est précisé à l'article 4,2 du Statut du personnel et dans la disposition 4,6 du Règlement du personnel que la considération dominante en matière de nomination, de mutation ou de promotion des fonctionnaires doit être d'assurer à l'Organisation les services de personnes qui possèdent les plus hautes qualités d'efficacité, de compétence et d'intégrité. Sera dûment prise en considération l'importance d'un recrutement effectué sur une base géographique aussi large que possible. Le principe du recrutement sur une base géographique aussi large que

possible ne s'applique pas aux postes de la catégorie des services généraux et des catégories apparentées.

41. Il est indiqué dans la politique relative au personnel de l'ONU, dans les orientations en matière de recrutement de l'ONU et dans les conditions d'emploi de la convention de services que, concernant la nomination du personnel de l'Université, l'une des considérations dominantes doit être la diversité géographique.

42. Le Comité a analysé la représentation géographique du personnel de l'ONU engagé pour une durée déterminée et dans le cadre d'une convention de services au 30 novembre 2023, à l'exclusion du personnel de la catégorie des administrateurs recrutés sur le plan national (personnel national) et du personnel de la catégorie des services généraux et des catégories apparentées (personnel majoritairement national). On trouvera des précisions à ce sujet dans les tableaux II.4 et II.5.

Tableau II.4

Membres du personnel titulaires d'un engagement de durée déterminée – représentation géographique au 30 novembre 2023

<i>Région</i>	<i>Nombre de membres du personnel</i>	<i>Pourcentage</i>
Afrique	9	10
Asie et Pacifique	19	21
Europe orientale	2	2
Amérique latine et Caraïbes	2	2
États d'Europe occidentale et autres États	59	65
Total	91	100

Source : Données communiquées par l'ONU.

Tableau II.5

Membres du personnel titulaires d'une convention de services – représentation géographique au 30 novembre 2023

<i>Région</i>	<i>Nombre de membres du personnel</i>	<i>Pourcentage</i>
Afrique	22	11
Asie et Pacifique	66	32
Europe orientale	11	5
Amérique latine et Caraïbes	19	9
États d'Europe occidentale et autres États	87	42
Total	205	100

Source : Données communiquées par l'ONU.

43. Comme le montrent les tableaux ci-dessus, il a été observé que, pour les deux catégories de personnel, certains groupes régionaux étaient davantage représentés que d'autres, ce qui reflète un déséquilibre concernant la diversité des groupes régionaux représentés dans le personnel de l'Université. De plus, il a été constaté que l'ONU ne disposait pas de stratégies formelles à moyen et long terme pour réduire ce déséquilibre.

44. Le Comité est d'avis que le fait que l'Université n'ait pas de stratégie pour répondre aux exigences de la représentation géographique ne serait pas conforme aux dispositions de l'ONU en la matière. L'élaboration d'une procédure claire permettant d'appliquer de manière équilibrée les règles relatives à la répartition géographique tout en tenant compte des besoins en personnel contribuerait à la bonne exécution de la politique relative au personnel de l'ONU.

45. Le Comité reconnaît que le niveau de représentation de chaque groupe régional souhaité peut varier en fonction de la nature des tâches. Il pourrait correspondre approximativement à la répartition géographique des sites des institutions, où de nombreux membres du personnel pourraient avoir des contrats locaux. Toutefois, l'ONU doit veiller à l'élaboration d'une stratégie intégrant son analyse et d'un plan d'action visant à remédier à ces déséquilibres dans la représentation du personnel.

46. Le Comité recommande que l'Université définisse une stratégie à moyen et long terme pour parvenir progressivement à une représentation géographique équilibrée, conformément à la Charte des Nations Unies, et définisse ses propres paramètres de représentation géographique, compte tenu de ses spécificités.

47. L'Université a souscrit à la recommandation.

4. Gestion des programmes

Liens entre les projets Pelikan et Quantum

48. Les directives de l'ONU en matière de gestion de projets datées de décembre 2016 s'appliquent aux projets établis dans le cadre du programme de travail biennal approuvé par l'ONU et sont contraignantes.

49. Les principes et les règles figurant dans les directives sont mis en œuvre par l'intermédiaire du système de gestion des projets en ligne Pelikan, référentiel dont la mise en service date de 2023.

50. Il est dit dans les directives que chaque projet dans Pelikan a un calendrier précis, des dates de début et de fin, un budget défini et des ressources allouées pour atteindre le ou les objectif(s) prévu(s). Les projets de l'ONU peuvent être lancés à tout moment et être mis en œuvre en interne ou en collaboration avec des partenaires extérieurs.

51. Du point de vue financier, les projets dont le financement fait l'objet d'un contrôle de la part de l'Université doivent être mis en œuvre conformément au Règlement financier et aux règles de gestion financière. De plus, le chef de projet est responsable de la gestion financière du projet, en particulier du contrôle et du suivi des dépenses liées au projet et de l'intégration des informations financières dans le système de gestion des projets, conformément aux pratiques établies.

52. Cette gestion financière s'effectue dans le système Quantum, à l'aide d'informations que l'ONU a transférées depuis Atlas en janvier 2023.

53. Le Comité a examiné tous les projets de l'ONU en cours de mise en œuvre dont la date butoir était fixée au 30 novembre 2023. Il a examiné les données du système Pelikan fournies par l'Université ainsi que les données qu'il a lui-même extraites de ce système et de Quantum.

54. À l'issue de son analyse, il a établi ce qui suit :

a) Il n'y a pas de corrélation entre le nombre de projets enregistrés dans Pelikan et les projets enregistrés dans Quantum ;

b) Des projets étaient en cours dont les dépenses étaient enregistrées dans Quantum ; certains n'étaient pas reliés à Pelikan ;

c) Les consultants n'étaient pas reliés à leurs projets dans Pelikan, ce qui empêchait le suivi et l'alignement avec la durée du projet ;

d) L'UNU n'a procédé à aucune analyse et à aucun rapprochement entre les projets Pelikan et Quantum, et n'a mis en place aucun contrôle pour atténuer le risque que les informations relatives à la gestion des projets soient incomplètes.

55. Le Comité considère que, pour assurer correctement le suivi des projets en cours d'exécution, notamment des ressources concernées, l'UNU devrait au moins disposer d'informations claires et complètes sur les projets, qui doivent être alignés et cohérents entre les systèmes utilisés pour appuyer les processus connexes.

56. Le Comité estime donc que le manque d'homogénéité entre les plateformes et l'accès limité aux informations pourraient entraver la bonne gestion des ressources allouées à la mise en œuvre des projets, tant au niveau de la budgétisation que de l'évaluation des dépenses faites et de l'exécution des obligations en découlant.

57. Le Comité recommande que l'Université repère et corrige les différences observées dans les informations enregistrées relatives aux projets en cours d'exécution et veille à l'harmonisation du suivi financier et non financier dans les systèmes de gestion des projets.

58. Le Comité recommande que l'Université procède à une analyse coûts-avantages de Pelikan et Quantum, dans le but d'évaluer leur utilité pour la gestion de projets et d'établir un plan d'action formel à court terme permettant de remédier à tout problème qui pourrait se poser.

59. L'Université n'a pas souscrit à la première recommandation. Elle a déclaré que les divergences concernant le nombre de projets répertoriés dans Pelikan et dans Quantum étaient principalement liées à la transition et au fait qu'elle avait changé de progiciel de gestion intégré, passant d'Atlas à Quantum en 2023. Elle a ajouté qu'elle était en train d'abandonner le système Pelikan.

60. Le Comité est conscient qu'au cours de l'année audité, l'Université est passée d'Atlas à Quantum, et que des différences dans les informations migrées entre les deux progiciels de gestion intégré ont pu être enregistrées ; il souligne toutefois que Pelikan était également utilisé pendant la même période et qu'à ce jour, on ignore combien de temps il sera encore en service. À cet égard, si la migration risque d'affecter l'alignement entre Quantum et Pelikan, l'UNU doit procéder aux contrôles nécessaires pour atténuer ce risque et s'efforcer de faire correspondre efficacement les informations financières et non financières des projets. Par conséquent, le Comité maintient cette recommandation.

61. L'Université a souscrit à la deuxième recommandation.

Gestion du budget

62. Les instructions relatives à la clôture des comptes de l'UNU pour l'exercice clos le 31 décembre 2023 précisent : a) le calendrier des activités de clôture et les mesures que doivent prendre les points focaux ; b) les dates limite de présentation des demandes de renseignements auprès des personnes référentes du siège de l'UNU ; c) la marche à suivre pour l'examen des soldes et la présentation de l'information conformément aux directives ; d) la clôture de la liste de contrôle et la confirmation des instituts. Ces instructions exigent également que l'institut communique les budgets afférents aux projets en vue de l'établissement d'un budget départemental et un bilan pour les projets, ainsi qu'une confirmation des codes de dépenses utilisés. Il ne devrait pas y avoir de déficit budgétaire pour tous les fonds budgétaires et tous les projets.

63. Selon la section 1.1 du mémorandum sur le recouvrement des coûts envoyé aux directeurs des instituts par le siège de l'ONU le 14 décembre 2021, le recouvrement des coûts perçus sur les contributions volontaires affectées est destiné à garantir que le coût de la mise en œuvre de projets spécifiques est entièrement couvert par le financement du projet donné et non pas subventionné par les ressources de base de l'Université.

64. Il est également indiqué dans la section 6 et les sections suivantes du mémorandum sur le recouvrement des coûts qu'il est prévu que la nouvelle fonctionnalité du progiciel de gestion intégré (Quantum) permette d'automatiser le calcul du recouvrement des coûts, et que cette instruction administrative sera révisée en conséquence en temps voulu.

65. Le Comité a analysé les rapports budgétaires extraits de Quantum et constaté que l'administration et le calcul du recouvrement des coûts (ou des frais généraux) étaient effectués manuellement. Le recouvrement des coûts n'a pas été pris en compte dans les rapports budgétaires de Quantum en tant que paramètre pour un suivi adéquat au niveau du Siège ou des instituts.

66. Le Comité estime que la gestion manuelle des ressources financières et budgétaires pourrait entraîner des erreurs qui, à défaut d'une révision périodique, peuvent compromettre la traçabilité. Cela pourrait également entraîner un dépassement des heures de travail et une sous-utilisation des ressources technologiques, telles que Quantum, qui ont été mises en place pour soutenir les processus de l'ONU.

67. Le Comité considère que l'inclusion du recouvrement des coûts (dépenses d'appui aux programmes) en tant que paramètre dans le rapport de contrôle budgétaire (Quantum) de l'ONU contribue à améliorer l'information sur les soldes.

68. Le Comité recommande que l'Université incorpore les coûts d'appui aux programmes, ou coûts indirects, dans le rapport de contrôle budgétaire Quantum de l'Université afin de contrôler les fonds nets disponibles pour la bonne mise en œuvre des projets.

69. L'Université a souscrit à la recommandation.

Documents de suivi des consultants

70. Selon la section 4.8 de la politique relative aux consultants, datée de décembre 2023, tous les contrats de consultant doivent préciser les fonctions précises et axées sur les résultats que le ou la consultant(e) doit accomplir dans un délai prescrit.

71. Il est dit dans la section 4.9 que la durée du contrat d'un(e) consultant(e) doit être liée directement aux fonctions et aux tâches définies dans le contrat.

72. Par ailleurs, comme indiqué au paragraphe 22 des conditions d'emploi concernant les contrats de consultants, un ou une consultant(e) ne peut fournir de services pendant plus de 24 mois cumulés au cours d'une période de 36 mois. La période comprise entre l'entrée en vigueur et l'expiration ou la résiliation du contrat est considérée comme la durée de la période de services cumulées.

73. Conformément à la section V.B. du Règlement financier et des règles de gestion financière, une autorisation préalable est requise pour l'utilisation de tous les fonds. Il peut s'agir d'une allocation de fonds ou de toute autre forme d'autorisation d'engager des dépenses ou de contracter des engagements à des fins spécifiques dans un délai déterminé.

74. Comme indiqué dans le Manuel des achats des Nations Unies (sect. 2.4) et dans les directives relatives à la gestion de projets (n^{os} 13 et 14), au stade de la demande

de recrutement, il incombe au premier chef au gestionnaire de projet de collecter et de consolider les besoins, en l'occurrence les besoins concernant le ou la consultant(e) à engager, et de définir des critères génériques et clairs dans le cahier des charges qui seront ensuite approuvés par chaque directeur ou directrice d'institut.

75. Le Comité a examiné un échantillon de 30 consultants sous contrat au 30 novembre 2023 et les documents justificatifs s'y rapportant, et a noté ce qui suit :

- a) pour 22 contrats, il n'y avait pas de cahier des charges formalisé ;
- b) pour 4 consultants, les contrats ont été signés ou formalisés plus de trois mois après le début de la mission ;
- c) Dans cinq cas, les consultants n'avaient pas de justificatif de leur engagement par l'UNU ;
- d) Pour 10 consultants, l'UNU n'avait pas dûment consigné les produits à livrer si bien qu'il n'y avait ni justification ni garantie de l'exécution des tâches ;
- e) Dans trois cas, les consultants n'avaient pas de prorogation de contrat formalisée sous forme d'additif ou d'annexe au contrat.

76. Compte tenu de l'importance des consultants pour la mise en œuvre du mandat de l'Université, le Comité considère que les situations vérifiées montrent qu'il faut améliorer systématiquement les différentes étapes de la procédure relative à leur gestion. À cet égard, il semble essentiel de disposer, pour chaque consultant(e) recruté(e), d'une justification en bonne et due forme qui lui permettra d'être lié(e) effectivement au projet auquel il ou elle participera.

77. 68. De même, les lacunes constatées dans l'établissement des contrats et des cahiers des charges pourraient entraîner des différences dans la manière dont les contreparties s'acquittent des responsabilités découlant des contrats. Par exemple, l'absence d'une chaîne de responsabilité claire pour chaque partie peut affecter la mise en œuvre du projet concerné et, par conséquent, avoir des répercussions sur la réputation de l'UNU.

78. En ce qui concerne le fait que les produits doivent être dûment documentés, le Comité considère que cela permet à l'UNU de contrôler de manière adéquate les tâches accomplies par les consultants. De plus, si le chef de projet responsable du suivi des tâches des consultants a quitté l'Université, cela permet de garantir efficacement le transfert de connaissances.

79. Le Comité recommande que l'Université renforce la procédure concernant les consultants, notamment qu'elle planifie efficacement le recours à des consultants pour l'exécution des tâches propres à l'UNU, qu'elle rende obligatoire la formalisation de la documentation contractuelle établie dans la politique relative aux consultants et qu'elle veille à ce que tous les produits convenus avec les consultants soient dûment documentés.

80. L'Université a souscrit à la recommandation.

Actualisation des directives relatives à la gestion de projets

81. Les directives relatives à la gestion de projets de l'UNU, qui datent de décembre 2016, portent essentiellement sur la planification, la mise en œuvre, l'évaluation et l'achèvement des projets. Elles visent à fournir au personnel de l'UNU une approche systématique de la gestion de projets.

82. Il est indiqué dans les directives que la gestion financière s'effectue dans le progiciel de gestion intégré de l'Université, Atlas, et qu'il incombe aux chefs de projet de veiller à ce que l'information financière contenue dans Atlas soit intégrée dans le

système de gestion de projets (Pelikan), conformément aux pratiques établies. De plus, les projets de l'Université ne peuvent être considérés comme financièrement clôturés tant que toutes les obligations contractuelles n'ont pas été réglées et que toutes les opérations financières n'ont pas été traitées dans le système Atlas.

83. En janvier 2023, l'Université est passée à Quantum, qui contient les données financières des projets qu'elle a menés.

84. Le Comité a examiné les directives relatives à la gestion de projets en vigueur et constaté qu'elles n'avaient pas été actualisées en ce qui concerne le progiciel de gestion intégré utilisé par l'Université et les nouveaux processus mis en œuvre par elle.

85. Il a constaté également que les directives ne faisaient pas mention du remplacement d'Atlas par Quantum.

86. De plus, en 2023, l'équipe de gestion des projets au siège de l'UNU a mené des activités d'assurance telles que des vérifications ponctuelles ; toutefois, ces activités n'étaient mentionnées ni dans les directives susmentionnées ni dans les méthodes de travail de l'équipe.

87. Le Comité est d'avis que le fait que les procédures et les directives de l'équipe de gestion des projets ne soient ni actualisées ni formalisées pourrait nuire à leur application uniforme et entraîner des problèmes de communication avec les instituts.

88. Le Comité prend acte des efforts faits par le siège de l'UNU pour mener des activités d'assurance concernant les projets mis en œuvre dans ses instituts. Cependant, il est essentiel que toutes les parties concernées, notamment les chefs de projet au niveau des instituts, conviennent d'un mécanisme commun à cet égard, afin de parer à toute déviation dans son application.

89. Le Comité recommande que l'Université mette à jour ses directives en matière de gestion de projets et en assure la diffusion afin de refléter le passage à Quantum dans ses procédures et ses activités d'assurance, ainsi que la méthode à appliquer.

90. L'Université a souscrit à la recommandation.

5. Gestion des achats

Approbation des commandes

91. Conformément à la circulaire du Secrétaire général sur la délégation de pouvoirs ([ST/SGB/2019/2](#)), le personnel de l'Université se voit déléguer les pouvoirs suivants : faire concorder les pouvoirs avec les responsabilités, décentraliser la prise de décision et renforcer la responsabilité. Cette délégation de pouvoirs est accordée en ce qui concerne les rôles et les fonctions du personnel pour une durée déterminée et dans les limites financières prescrites.

92. Les directives relatives à l'accès au progiciel de gestion intégré de l'Université, Quantum, prévoient que la fonction d'approbation est confiée aux utilisateurs(trices) disposant d'une délégation de pouvoir, tels que les agent(e)s ordonnateurs(trices), dont les accès sont définis dans des modules. Un(e) agent(e) ordonnateur(trice) peut avoir trois rôles d'approbation dans Quantum, selon le type d'approbation requis. À cet égard, pour l'approbation des commandes, l'accès requis est celui de « SCM Manager UNU ».

93. Le Comité a examiné les commandes approuvées de janvier à décembre 2023 et relevé les problèmes suivants :

a) Un membre du personnel a approuvé quatre commandes pour un montant total de 24 773 dollars des États-Unis alors qu'il n'avait pas le profil d'entreprise requis dans Quantum ou la délégation de pouvoir nécessaire. L'ONU a confirmé les faits et, comme suite à la demande d'information du Comité, le problème a été signalé aux Services d'appui en matière d'informatique de Quantum. L'ONU a expliqué que la procédure à suivre dans ces cas-là consistait à annuler le bon de commande de l'acheteur et à l'envoyer de nouveau pour approbation, en s'assurant qu'il était adressé à l'agent(e) ordonnateur(trice) compétent(e). Toutefois, dans ce cas, les bons de commande ayant été traités, il n'a pas été possible de procéder à une annulation ;

b) Un membre du personnel a approuvé un bon de commande pour un montant de 1 540 355 dollars, soit un montant supérieur à celui pour lequel il avait une délégation de pouvoirs, à savoir 1 000 000 dollars.

94. Le Comité considère que les erreurs dans Quantum concernant les autorisations restreintes associées à certains profils d'utilisateur représentent un risque majeur pour l'Université, étant donné que les autorisations restreintes font partie intégrante de ses dispositifs de contrôle interne. Ces erreurs montrent également qu'il faut davantage sensibiliser et mobiliser les membres du personnel pour qu'ils comprennent bien leurs rôles et les limites de leurs pouvoirs et repèrent les erreurs relevées dans le système.

95. Le Comité considère également que la procédure d'approbation dans Quantum doit être en conforme à la délégation de pouvoirs accordée au personnel, ce qui permettrait d'éviter que le personnel non autorisé n'approuve des transactions dépassant le plafond fixé.

96. Le Comité recommande que l'Université mette en place des contrôles portant notamment sur les limites des délégations de pouvoir concernant les l'approbation des procédures d'achat dans Quantum.

97. Le Comité recommande que l'Université sensibilise davantage le personnel aux règles applicables concernant la délégation de pouvoirs pour l'approbation des procédures d'achat, les limites de la délégation de pouvoir et les procédures d'approbation des commandes dépassant les plafonds établis, ainsi qu'au rôle de l'agent(e) ordonnateur(trice) et à la procédure à suivre lorsque la demande d'approbation est envoyée dans Quantum à un membre du personnel qui n'est pas compétent.

98. Le Comité recommande que l'Université mette en place un contrôle périodique pour détecter et corriger les erreurs dans les procédures d'approbation des achats, qui porte essentiellement sur les approbations et les valeurs.

99. L'Université a souscrit aux recommandations.

6. Gestion de la trésorerie

Problèmes de gestion de la trésorerie

100. Au chapitre 11, section 2.2, du manuel de comptabilité IPSAS, il est dit que la Trésorerie de l'ONU investit les ressources mises en commun par les entités du Secrétariat et d'autres organisations participantes du système des Nations Unies. Ces fonds de financement communs sont appelés « fonds de gestion centralisée des liquidités ».

101. Le processus de gestion de portefeuille à l'ONU vise à optimiser l'investissement des fonds excédentaires de chaque participant en maximisant les rendements ajustés en fonction du risque.

102. Il est dit dans la procédure d'investissement des fonds à court terme de l'UNU que l'Université participe au fonds principal de gestion centralisée des liquidités et que le montant minimum de dépôt et de retrait est de 50 000 dollars.

103. Il est également dit dans la procédure que la Trésorerie de l'Université examine les prévisions relatives aux flux de trésorerie et les soldes des comptes bancaires dépassant l'équivalent des montants estimés qui seront transférés les deux prochains mois sur le fonds principal de gestion centralisée des liquidités.

104. Le Comité a examiné la projection des flux de trésorerie de chaque institut ayant un compte dans le fonds principal de gestion centralisée des liquidités au 30 novembre 2023 et constaté que l'Institut mondial de recherche sur les aspects économiques du développement et l'Institut pour l'eau, l'environnement et la santé avaient un excédent de plus de 50 000 dollars, soit plus que les montants estimés pour les deux prochains mois ; toutefois, l'excédent n'a pas été transféré dans le fonds principal.

105. On trouvera des précisions à ce sujet dans les tableaux II.6 et II.7.

Tableau II.6

Excédent de trésorerie de l'Institut mondial de recherche sur les aspects économiques du développement au 30 novembre 2023

(En dollars des États-Unis)

<i>Mois</i>	<i>Trésorerie en fin de mois</i>	<i>Montant estimé par mois</i>	<i>Fonds en caisse (hors placements dans le fonds principal) – nombre de mois</i>
Janvier	834,952	125,004	7
Février	894,476	125,004	7
Mars	1.930.097	125,004	15
Avril	2.006.331	125,004	16
Mai	2.541.474	125,004	20
Juin	3.088.594	125,004	25
Juillet	3.493.418	125,004	28
Août	3.512.383	125,004	28
Septembre	3.528.236	125,004	28
Octobre	3.563.999	125,004	29
Novembre	4.111.614	125,004	33

Source : Données communiquées par l'UNU.

Tableau II.7

Excédent de trésorerie de l'Institut pour l'eau, l'environnement et la santé au 30 novembre 2023

(En dollars des États-Unis)

<i>Mois</i>	<i>Trésorerie en fin de mois</i>	<i>Montant estimé par mois</i>	<i>Fonds en caisse (hors placements dans le fonds principal) – nombre de mois</i>
Janvier	2.796.210	148,837	19
Février	2.773.687	148,837	19
Mars	2.727.968	148,837	18
Avril	2.343.219	148,837	16
Mai	4.305.514	148,837	29

<i>Mois</i>	<i>Trésorerie en fin de mois</i>	<i>Montant estimé par mois</i>	<i>Fonds en caisse (hors placements dans le fonds principal) – nombre de mois</i>
Juin	4.278.206	148,837	29
Juillet	3.927.925	148,837	26
Août	3.920.505	148,837	26
Septembre	3.925.240	148,837	26
Octobre	3.546.340	148,837	24
Novembre	3.533.223	148,837	24

Source : Données communiquées par l'UNU.

106. L'UNU a confirmé la situation en expliquant que, dans le cas de l'Institut mondial de recherche sur les aspects économiques du développement, de nouveaux membres du personnel étaient entrés en fonctions en 2023 dans les domaines essentiels des finances et des opérations et que les difficultés liées à la mise en œuvre de Quantum auraient eu des répercussions sur leur formation aux politiques et procédures de gestion de la trésorerie.

107. L'Institut pour l'eau, l'environnement et la santé a dit que la plupart des activités prévues pour les premiers mois de l'année avaient été mises en œuvre au cours du dernier trimestre. De plus, des retards avaient été enregistrés dans la facturation mensuelle des frais généraux de fonctionnement par le sous-bailleur/donateur, McMaster University.

108. Le Comité prend acte des difficultés opérationnelles rencontrées par les instituts, mais celles-ci n'empêchent pas l'Université de se conformer au cadre réglementaire en la matière. Il est donc essentiel que l'UNU respecte les politiques et procédures établies afin d'optimiser l'utilisation des fonds et d'atténuer les coûts d'opportunité qui pourraient être associés aux fonds non investis. De plus, le respect des principes directeurs contribue à garantir une gestion efficace des ressources au sein du système des Nations Unies, en favorisant la transparence, la responsabilité et la viabilité financière.

109. Le Comité considère également que les nouveaux membres du personnel recrutés devraient recevoir une formation sur les sujets pertinents pour l'exercice de leurs fonctions.

110. Le Comité recommande que l'Université renforce les protocoles établis pour le transfert rapide des fonds excédentaires vers le fonds principal de gestion centralisée des liquidités conformément aux principes directeurs, et minimise ainsi le coût d'opportunité des fonds non investis.

111. L'Université a souscrit à la recommandation.

C. Informations communiquées par l'administration

1. Comptabilisation en pertes de montants en espèces, de créances et de biens

112. Selon l'Université, les montants en espèces et créances comptabilisés en pertes se sont élevés à 0,25 dollar en 2023. Il n'y a eu aucune comptabilisation en pertes d'immobilisations corporelles, de stocks ou d'immobilisations incorporelles en 2023.

2. Versements à titre gracieux

113. L'Université n'a fait état au Comité d'aucun versement à titre gracieux en 2023.

3. Cas de fraude ou de présomption de fraude

114. Conformément à la Norme internationale d'audit 240, le Comité planifie ses audits des états financiers de manière à pouvoir raisonnablement s'attendre à repérer les inexactitudes et irrégularités significatives, y compris celles qui résultent de la fraude. On ne peut cependant pas compter sur l'audit pour relever toutes les inexactitudes ou irrégularités. C'est à l'administration qu'incombe au premier chef la responsabilité de prévenir et de détecter la fraude.

115. Au cours de l'audit, le Comité pose des questions sur la manière dont l'administration s'acquitte de ses responsabilités en matière d'évaluation des risques d'inexactitudes significative du fait de la fraude et sur les dispositifs permettant de détecter les risques de fraude et d'y faire face, notamment en ce qui concerne tout risque particulier qu'elle a déjà relevé ou qui a été porté à son attention. Il a demandé également à l'administration si elle avait eu connaissance de cas de fraude avérée ou présumée ou d'allégations y relatives. Aucun cas de fraude n'a été porté à l'attention du Comité.

D. Remerciements

116. Le Comité exprime ses sincères remerciements et sa gratitude à l'administration et au personnel de l'Université pour leur assistance et leur coopération au cours de cet audit.

L'Auditeur général de la Cour des comptes
de la République populaire de Chine,
Le Président du Comité des commissaires aux comptes
(Signé) **Hou Kai**

La Contrôleuse générale par intérim de la République du Chili
(Auditrice principale)
(Signé) Dorothy **Pérez Gutiérrez**

Le Premier président de la Cour des comptes de la France
(Signé) Pierre **Moscovici**

Le 24 juillet 2024

Annexe

État d'application des recommandations jusqu'à l'exercice clos le 31 décembre 2022

Exercice sur lequel porte le rapport d'audit					Avis des commissaires aux comptes après vérification			
N°	Rapport	Recommandation du Comité	Réponse de l'Administration	Évaluation du Comité	Recommandation appliquée	Recommandation en cours d'application	Recommandation non appliquée	Recommandation devenue caduque
1	2016 A/72/5 (Vol. IV) , chap. II, par. 97	Le Comité recommande en outre à l'Institut et au Vice-Rectorat de planifier, de formaliser et de mener toutes les activités voulues pour assurer la continuité des opérations et la reprise après sinistre en cas de panne. Le plan établi devrait être révisé régulièrement.	Des documents sur la continuité des opérations et la reprise après sinistre, ainsi que des informations concernant les activités menées en la matière, ont été soumis au Comité le 17 juin 2022. Le 5 septembre 2023, celui-ci s'est par ailleurs vu remettre des documents relatifs à l'exercice de reprise après sinistre ayant été mené à bien. Des renseignements quant à la tenue d'un exercice de reprise après sinistre axé sur les technologies de l'information et des communications (TIC) en 2023 ont également été fournis.	L'analyse des informations fournies par l'Université a permis de constater que l'exercice de reprise après sinistre le plus récent avait été réalisé en septembre 2023, dans le respect des exigences de fréquence imposées en la matière. Le Comité considère donc que la recommandation a été appliquée.	X			
2	2021 A/77/5 (Vol. IV) , chap. II, par. 39	Le Comité recommande que l'UNU-EHS actualise son plan stratégique en précisant les sections ou les programmes qu'il ciblera au cours de la période visée et en précisant les axes de travail qui seront abordés par chaque section.	Un plan stratégique relatif à l'Institut pour l'environnement et la sécurité humaine a été élaboré pour la période 2024-2028.	Le Comité a examiné le plan stratégique pour la période 2024-2028 fourni par l'Institut pour l'environnement et la sécurité humaine et noté que l'on y avait clairement défini les domaines d'intervention de l'Institut. Il considère donc que la recommandation a été appliquée.	X			

N ^o	Exercice sur lequel porte le rapport d'audit	Rapport	Recommandation du Comité	Réponse de l'Administration	Évaluation du Comité	Avis des commissaires aux comptes après vérification			
						Recommandation appliquée	Recommandation en cours d'application	Recommandation non appliquée	Recommandation devenue caduque
3	2021	A/77/5 (Vol. IV), chap. II, par. 58	Le Comité recommande en outre que l'UNU-EHS veille à l'harmonisation de ses plans de travail annuels et des rapports d'activité correspondants, en faisant figurer dans ces derniers le statut des activités et manifestations prévues dans les plans de travail mais non menées à bien et les raisons de leur non-réalisation, ainsi qu'en donnant des explications sur les activités et manifestations ayant eu lieu alors qu'elles ne figuraient pas dans le plan de travail.	L'Université a partagé les fichiers intitulés « Activity report 2022 and work plan 2023 » et « Activity report 2021 and work plan 2022 » et une annexe a été compilée et diffusée le 7 novembre 2023, dans laquelle figurent des informations détaillées sur les activités proposées dans le plan de travail pour 2022 et les activités mentionnées dans le rapport d'activité correspondant pour 2022.	Le Comité a examiné le plan de travail de l'Institut pour l'environnement et la sécurité humaine pour 2022 et son rapport d'activité pour la même période et il s'est assuré que les deux documents avaient été harmonisés. Il considère donc que la recommandation a été appliquée.	X			
4	2021	A/77/5 (Vol. IV), chap. II, par. 68	Le Comité recommande que l'Université élabore et adopte une procédure officielle régissant l'examen, par l'Université et le PNUD, des données démographiques relatives à la cessation de service, qui, à tout le moins, définisse les méthodes de validation ou de contrôle à employer, fixe les seuils de tolérance pour les incohérences, désigne les fonctionnaires responsables de l'évaluation et détermine les délais à respecter, et décrive en détail les communications qui doivent avoir lieu entre l'Université et le PNUD.	Des instructions générales concernant les activités de cessation de service ont été élaborées et approuvées par la direction de l'administration.	L'UNU ayant élaboré et mis en œuvre une procédure officielle régissant l'examen des données démographiques relatives à la cessation de service, le Comité considère que la recommandation a été appliquée.	X			

N°	Exercice sur lequel porte le rapport d'audit	Rapport	Recommandation du Comité	Réponse de l'Administration	Évaluation du Comité	Avis des commissaires aux comptes après vérification			
						Recommandation appliquée	Recommandation en cours d'application	Recommandation non appliquée	Recommandation devenue caduque
5	2021	A/77/5 (Vol. IV), chap. II, par. 69	Le Comité recommande que l'Université publie un rapport officiel présentant les résultats de l'examen et les ajustements apportés chaque année aux données démographiques relatives à la cessation de service, afin d'étayer l'évaluation de la plausibilité des données effectuée dans le cadre de l'établissement des états financiers.	Après examen, par le Comité, de l'évaluation actuarielle récemment menée à bien, la vérification de la plausibilité du rapport actuariel final par les ressources humaines s'est déroulée comme suit : a) Une demande d'examen du projet de rapport final a été reçue de la part des services financiers ; b) L'équipe des ressources humaines de Kuala Lumpur a examiné le rapport en s'intéressant tout particulièrement aux données relatives aux ressources humaines, et elle a vérifié les informations qui y figuraient au regard du rapport soumis par l'équipe des ressources humaines à l'actuaire-conseil au cours de l'évaluation actuarielle ; c) Une réponse a été adressée à l'équipe des finances après examen du rapport. L'examen des données démographiques a été effectué par l'équipe des finances et les ressources humaines dans le cadre d'une correspondance électronique et, une fois	Bien que l'UNU ait élaboré et mis en œuvre une procédure officielle régissant l'examen des données démographiques relatives à la cessation de service, il est indiqué au point 5 de cet instrument que le rapport doit être examiné à plusieurs reprises. Or, aucune pièce justificative n'a été fournie concernant la tenue de tels examens. En outre, lors d'une analyse exhaustive de la qualité des données présentées pour l'évaluation actuarielle, le Comité a détecté de nombreuses incohérences, signe qu'il était possible d'améliorer encore l'examen effectué par l'UNU. Le Comité considère que la recommandation est en cours d'application.		X		

					<i>Avis des commissaires aux comptes après vérification</i>			
<i>Exercice sur lequel porte le rapport d'audit</i>					<i>Recommandation</i>			
<i>N°</i>	<i>Rapport</i>	<i>Recommandation du Comité</i>	<i>Réponse de l'Administration</i>	<i>Évaluation du Comité</i>	<i>Recommandation appliquée</i>	<i>Recommandation en cours d'application</i>	<i>Recommandation non appliquée</i>	<i>Recommandation devenue caduque</i>
6	2021	A/77/5 (Vol. IV) , chap. II, par. 81	Le Comité recommande que l'Université procède à un rapprochement du solde des congés annuels dans Atlas eServices afin de faire correspondre les différents types de rapports et de garantir l'exactitude des informations.	prêtes, les données ont été soumises à l'actuaire-conseil. L'UNU entend préparer un rapport pour se conformer à la recommandation. Lors du lancement de Quantum, en 2023, des difficultés ont été rencontrées en ce qui concerne les demandes de congés et leur suivi. Pendant les premiers mois d'utilisation de Quantum, les fonctionnaires titulaires d'une convention de services n'étaient pas en mesure de demander des congés dans le système ni d'y consulter le solde exact de leurs congés. Cette situation a entraîné des divergences dans les congés annuels encodés, malgré les nombreuses tentatives de l'équipe des ressources humaines de Putrajaya de faire correspondre les données. Les nouvelles modifications apportées à Quantum, notamment en ce qui concerne les conventions de service, ne permettent plus au personnel de demander un congé anticipé, pouvant aller jusqu'à 10 jours, comme c'était le cas dans le système			X	

Exercice sur lequel porte le rapport d'audit						Avis des commissaires aux comptes après vérification			
N°	Rapport	Recommandation du Comité	Réponse de l'Administration	Évaluation du Comité	Recommandation appliquée	Recommandation en cours d'application	Recommandation non appliquée	Recommandation devenue caduque	
7	2021	A/77/5 (Vol. IV), chap. II, par. 108	Le Comité recommande également que chaque institut de l'ONU ajuste les fourchettes de rémunération des consultants en tenant compte de son budget et des variables nationales afin que les contrats concordent avec les paramètres du marché.	Atlas, anciennement utilisé. En outre, les jours fériés officiels répertoriés sont principalement fonction du bureau de pays du PNUD, ce qui, là aussi, entraîne des divergences s'agissant des congés annuels des titulaires d'une convention de services. L'équipe des ressources humaines de Putrajaya préparera des directives relatives au suivi des congés dans le cadre des plans annuels de gestion des congés des membres du personnel titulaires d'un engagement de durée déterminée ou d'une convention de services.	Des contrats concernant le recrutement de consultants sur le plan local, dans le respect des taux du marché local, ont été établis pour tous les instituts.	L'analyse des informations fournies par l'Université montre que, pour chaque institut, les fourchettes de rémunération des consultants sont alignées sur le prix du marché local, compte étant tenu de la situation du pays, des conventions de service ou encore des tarifs pratiqués dans le secteur public. La recommandation est donc considérée comme appliquée.	X		

N°	Exercice sur lequel porte le rapport d'audit	Rapport	Recommandation du Comité	Réponse de l'Administration	Évaluation du Comité	Avis des commissaires aux comptes après vérification			
						Recommandation appliquée	Recommandation en cours d'application	Recommandation non appliquée	Recommandation devenue caduque
8	2021	A/77/5 (Vol. IV), chap. II, par. 109	Le Comité recommande en outre que le Centre de l'ONU examine chaque année les honoraires fixés par chaque institut pour les services de consultants afin de vérifier qu'ils correspondent aux critères établis au niveau central et qu'ils concordent avec les montants budgétisés et les paramètres du pays en question.	L'ONU a mis au point un processus de révision annuelle des honoraires fixés dans les contrats des consultants recrutés sur le plan local, lequel a été approuvé par la direction.	Compte tenu du fait que l'ONU a procédé à l'examen demandé et qu'il est précisé dans la politique relative aux consultants (point 6) que les honoraires des consultants seront fondés sur les qualifications et le niveau d'expertise requis pour effectuer la mission décrite dans le cahier des charges, tout en tenant compte de la classe des membres du personnel (dans les catégories des services généraux, des administrateurs recrutés sur le plan national ou encore des administrateurs recrutés sur le plan international) ou des fonctionnaires titulaires d'une convention de services effectuant des tâches à un niveau comparable, et étant donné que les rémunérations des différents niveaux sont réajustées ou réévaluées périodiquement, la recommandation est considérée comme appliquée.	X			
9	2021	A/77/5 (Vol. IV), chap. II, par. 117	Le Comité recommande que l'Université se dote d'un mécanisme permettant de garantir que les périodes de travail des	L'ONU a révisé la politique relative aux contrats de consultants en décembre 2023 afin d'y stipuler que le calcul de	Malgré les mesures prises par l'ONU pour remédier à la situation, le Comité a constaté, lors d'un examen des périodes		X		

N°	Exercice sur lequel porte le rapport d'audit	Rapport	Recommandation du Comité	Réponse de l'Administration	Évaluation du Comité	Avis des commissaires aux comptes après vérification			
						Recommandation appliquée	Recommandation en cours d'application	Recommandation non appliquée	Recommandation devenue caduque
			consultants ne dépassent pas la durée maximale autorisée par l'instruction administrative.	la période cumulée d'engagement des consultants serait strictement basé sur la période contractuelle. Les instituts ont été invités à revoir tous les contrats de consultants et une instruction a été envoyée concernant la possibilité d'accorder un délai de grâce, n'excédant pas six mois, dans le cas des contrats qui dépasseraient cette limite contractuelle clarifiée. Dans une telle situation, tous les responsables des ressources humaines seront tenus de soumettre une demande d'exception à la direction de l'administration, pour approbation après examen au cas par cas. L'instauration d'un délai de grâce vise à permettre une transition ordonnée du travail.	couvertes par l'ensemble des contrats de consultants, que certains contrats prévoyaient toujours des périodes de service plus longues qu'autorisé et n'étaient donc pas conformes à l'instruction administrative. Il considère donc que la recommandation est en cours d'application.				
10	2021	A/77/5 (Vol. IV), chap. II, par. 144	Le Comité recommande également que l'Université veille à ce que la comptabilisation des contributions se fasse dans le progiciel Atlas à la date à laquelle les critères de comptabilisation sont satisfaits, le but étant	Les écritures manuelles du grand livre sont mises à jour afin de comptabiliser immédiatement les recettes provenant des contributions, sur une base mensuelle, pour les accords contraignants	Le Comité a examiné un échantillon d'accords relatifs aux contributions signés en 2023 afin d'évaluer le processus d'enregistrement comptable et n'a pas détecté d'écarts de change. Il considère donc	X			

Exercice sur lequel porte le rapport d'audit					Avis des commissaires aux comptes après vérification			
N°	Rapport	Recommandation du Comité	Réponse de l'Administration	Évaluation du Comité	Recommandation appliquée	Recommandation en cours d'application	Recommandation non appliquée	Recommandation devenue caduque
11	2022 A/78/5 (Vol. IV) , chap. II, par. 39	d'éviter les écarts de change dans les produits. Le Comité recommande que l'Université veille à ce que tous les instituts donnent des explications sur l'évaluation des risques dans les inventaires des risques.	conclus avec les donateurs. La direction a indiqué que cette recommandation avait été appliquée et elle a demandé au Comité de la classer.	que la recommandation a été appliquée. Le Comité a vérifié que tous les instituts actifs avaient dressé leur inventaire des risques pour 2023. Il considère donc que la recommandation a été appliquée.	X			
12	2022 A/78/5 (Vol. IV) , chap. II, par. 40	Le Comité recommande que l'Université justifie, dans les inventaires des risques, les cas où un risque relevant de son univers de risques ne s'applique pas.	La direction n'a, dès le départ, pas accepté cette recommandation.	Le catalogue des risques de l'ONU ayant été supprimé dans la politique actualisée de gestion globale des risques et les instituts n'étant pas tenus de justifier les risques non évalués, le Comité considère que la recommandation est devenue caduque.				X
13	2022 A/78/5 (Vol. IV) , chap. II, par. 41	Le Comité recommande que l'Université adapte à son contexte budgétaire les valeurs de référence utilisées pour l'incidence financière dans le tableau des critères de notation.	La direction a indiqué que cette recommandation avait été appliquée et elle a demandé au Comité de la classer.	Le Comité a examiné les instructions de 2023 pour le processus d'évaluation des risques et la nouvelle politique de gestion globale des risques, notant l'inclusion de valeurs adaptées en matière de retombées budgétaires pour l'évaluation de l'incidence financière des risques. Il considère donc que la recommandation a été appliquée.	X			

N°	Exercice sur lequel porte le rapport d'audit	Rapport	Recommandation du Comité	Réponse de l'Administration	Évaluation du Comité	Avis des commissaires aux comptes après vérification			
						Recommandation appliquée	Recommandation en cours d'application	Recommandation non appliquée	Recommandation devenue caduque
14	2022	A/78/5 (Vol. IV), chap. II, par. 42	Le Comité recommande que l'Université s'assure que les instituts utilisent l'échelle de notation qu'elle a adoptée lorsqu'ils évaluent l'incidence et la probabilité des risques et lorsqu'ils calculent les notes de risque.	L'UNU a fourni les registres des risques pour 2023, et elle a indiqué que cette recommandation avait été appliquée et demandé au Comité de la classer.	Le Comité a vérifié la conformité de l'échelle de notation utilisée pour évaluer l'incidence et la probabilité des risques dans les registres des risques de 2023, observant qu'un institut continuait d'utiliser une échelle de notation supérieure à celle adoptée par l'UNU pour évaluer l'incidence d'un risque dans la version finale de son registre des risques. Il considère donc que cette recommandation est en cours d'application.		X		
15	2022	A/78/5 (Vol. IV), chap. II, par. 43	Le Comité recommande que l'Université mette à jour les risques inscrits dans les inventaires des risques aux fins de l'évaluation des risques à l'échelle de l'Université dans son ensemble.	L'UNU a demandé le classement de cette recommandation.	Le Comité a examiné la nouvelle politique de gestion globale des risques approuvée en décembre 2023 et noté que le catalogue des risques de l'Université avait été supprimé à des fins d'harmonisation avec l'univers de risques défini par le Secrétariat de l'ONU. Il considère donc que la recommandation est devenue caduque.				X
16	2022	A/78/5 (Vol. IV), chap. II, par. 53	Le Comité recommande que l'Université mette à jour sa politique de gestion globale des risques et y inclue une définition de la fonction de propriétaire du	La direction a indiqué que cette recommandation avait été appliquée et elle a demandé au Comité de la classer.	Le Comité a examiné la politique de gestion globale des risques élaborée par l'Université et constaté qu'une définition de la fonction de	X			

Exercice sur lequel porte le rapport d'audit					Avis des commissaires aux comptes après vérification			
N°	Rapport	Recommandation du Comité	Réponse de l'Administration	Évaluation du Comité	Recommandation appliquée	Recommandation en cours d'application	Recommandation non appliquée	Recommandation devenue caduque
17	2022	A/78/5 (Vol. IV), chap. II, par. 54	Le Comité recommande que tous les instituts de l'Université désignent un ou une propriétaire du risque pour chaque risque évalué dans l'inventaire des risques.	L'ONU a indiqué que, dans l'ensemble des instituts, certains risques étaient attribués à des groupes de membres du personnel plutôt qu'à des individus en particulier. Elle a ajouté que la recommandation était toujours en cours d'application.	propriétaire du risque y figurait, comme demandé. Il considère donc que la recommandation a été appliquée.		X	
18	2022	A/78/5 (Vol. IV), chap. II, par. 62	Le Comité recommande que l'Université veille à ce que des plans de traitement fixant les mesures d'atténuation voulues soient établis au moins pour les risques élevés, tous inventaires des risques confondus.	L'ONU a fourni les registres des risques pour 2023, accompagnés de plans de traitement, et elle a indiqué que cette recommandation avait été appliquée et demandé au Comité de la classer.	Le Comité a examiné les registres des risques pour 2023 et repéré deux cas dans lesquels un propriétaire du risque spécifique n'avait pas été désigné. Il a en outre constaté que pour plusieurs risques, et ce dans différents instituts, c'étaient des groupes de membres du personnel, et non des individus en particulier, qui avaient été désignés. Il considère donc que la recommandation est en cours d'application.		X	

N°	Exercice sur lequel porte le rapport d'audit	Rapport	Recommandation du Comité	Réponse de l'Administration	Évaluation du Comité	Avis des commissaires aux comptes après vérification			
						Recommandation appliquée	Recommandation en cours d'application	Recommandation non appliquée	Recommandation devenue caduque
19	2022	A/78/5 (Vol. IV), chap. II, par. 73	Le Comité recommande que l'Université veille à ce que l'administration examine minutieusement les inventaires des risques de façon à détecter les erreurs et incohérences dans le processus d'évaluation des risques et à y remédier conformément à la politique relative aux risques.	L'UNU a fourni les registres des risques pour 2023, et elle a indiqué que cette recommandation avait été appliquée et demandé au Comité de la classer.	Le Comité a examiné les registres des risques pour 2023 et constaté l'absence de plan de traitement pour l'un des risques élevés. Il a par ailleurs constaté que l'UNU avait présenté certains des contrôles déjà en place comme des plans de traitement de risques élevés, alors même que ces contrôles n'avaient fait l'objet d'aucune amélioration. La recommandation est donc considérée comme en cours d'application.		X		
20	2022	A/78/5 (Vol. IV), chap. II, par. 74	Le Comité recommande que l'Université garde une trace écrite des principaux problèmes et recommandations sur la gestion globale des risques examinés pendant les séances du groupe de gestion.	L'UNU a fourni des comptes rendus des séances du groupe de gestion, et elle a indiqué que cette recommandation avait été appliquée et demandé au Comité de la classer.	Le Comité a examiné les comptes rendus des réunions tenues par le groupe de gestion en 2023. Bien que la nouvelle politique de gestion globale des risques y soit mentionnée, il n'a trouvé dans ces documents aucune référence à des discussions sur les résultats du processus d'évaluation des risques pour 2022, sur les risques élevés recensés par les instituts, sur l'efficacité des contrôles en place, ou encore sur les plans de traitement des risques. De même, le processus d'évaluation de 2023 n'a		X		

N°	Exercice sur lequel porte le rapport d'audit	Rapport	Recommandation du Comité	Réponse de l'Administration	Évaluation du Comité	Avis des commissaires aux comptes après vérification			
						Recommandation appliquée	Recommandation en cours d'application	Recommandation non appliquée	Recommandation devenue caduque
21	2022	A/78/5 (Vol. IV), chap. II, par. 75	Le Comité recommande que l'Université dispense des formations aux principaux membres du personnel qui interviennent dans le processus de gestion des risques.	La direction a indiqué que cette recommandation avait été appliquée et elle a demandé au Comité de la classer.	fait l'objet d'aucune discussion. Le Comité considère donc que la recommandation est en cours d'application. Le Comité a examiné le contenu des sessions de formation à la gestion globale des risques organisées en 2023 et la liste des participants, afin de s'assurer de la pertinence des thèmes abordés et de l'inclusion des principaux membres du personnel. Il considère donc que la recommandation a été appliquée.	X			
22	2022	A/78/5 (Vol. IV), chap. II, par. 89	Le Comité recommande que l'UNU-MERIT révise périodiquement l'accord de coopération, en fonction de la durée des programmes, de façon à délimiter les activités menées par chacune des parties.	Un conseiller en transition a été officiellement nommé en novembre 2023. Déployé sur le terrain, celui-ci effectue des recherches en vue de l'établissement d'un nouvel accord de coopération entre le Centre de recherche économique et sociale et de formation de Maastricht pour l'innovation et la technologie et l'Université de Maastricht. Il est prévu que le conseiller en transition achève ses travaux et fasse part de ses analyses et	La mise en œuvre d'un nouvel accord de coopération étant annoncée pour le quatrième trimestre de 2024, le Comité considère que la recommandation est en cours d'application.		X		

N°	Exercice sur lequel porte le rapport d'audit	Rapport	Recommandation du Comité	Réponse de l'Administration	Évaluation du Comité	Avis des commissaires aux comptes après vérification			
						Recommandation appliquée	Recommandation en cours d'application	Recommandation non appliquée	Recommandation devenue caduque
				conclusions à la fin de l'été 2024, et qu'un nouvel accord de collaboration soit conclu aux alentours d'octobre 2024. La mise en œuvre de ce nouvel instrument est actuellement attendue pour le quatrième trimestre de 2024.					
23	2022	A/78/5 (Vol. IV), chap. II, par. 90	Le Comité recommande que l'UNU-MERIT définisse officiellement, en collaboration avec l'Université de Maastricht, les directives que l'ensemble du personnel intervenant dans les activités de l'UNU-MERIT doit appliquer afin d'assurer le respect des normes de l'UNU.	Un nouvel accord de coopération exhaustif est en cours de rédaction et devrait être prêt à être signé au quatrième trimestre de 2024. Un conseiller en transition a été officiellement nommé en novembre 2023. Déployé sur le terrain, celui-ci effectue des recherches en vue de l'établissement d'un nouvel accord de coopération entre le Centre de recherche économique et sociale et de formation de Maastricht pour l'innovation et la technologie et l'Université de Maastricht.	La mise en œuvre d'un nouvel accord de coopération étant annoncée pour le quatrième trimestre de 2024, le Comité considère que la recommandation est en cours d'application.		X		
24	2022	A/78/5 (Vol. IV), chap. II, par. 91	Le Comité recommande que l'UNU-MERIT établisse un plan d'organisation de la relève en vue du remplacement du Chef des services	Un nouveau chef des services administratifs et des programmes a été recruté. Le Centre de recherche économique et sociale et de formation de Maastricht pour	Sur la base du processus de recrutement mené précédemment par l'UNU à la suite du départ de la personne responsable des services financiers, le Comité	X			

					<i>Avis des commissaires aux comptes après vérification</i>			
<i>Exercice sur lequel porte le rapport d'audit</i>					<i>Recommandation</i>			
<i>N°</i>	<i>Rapport</i>	<i>Recommandation du Comité</i>	<i>Réponse de l'Administration</i>	<i>Évaluation du Comité</i>	<i>Recommandation appliquée</i>	<i>Recommandation en cours d'application</i>	<i>Recommandation non appliquée</i>	<i>Recommandation devenue caduque</i>
		administratifs et des programmes.	l'innovation et la technologie a publié un avis de vacance de poste et toutes les candidates et tous les candidats présélectionnés ont présenté une épreuve écrite. Les personnes ayant réussi cet examen ont ensuite passé un entretien avec le Centre. Le nouveau membre du personnel a finalement pris ses fonctions en novembre 2023.	considère que cette recommandation a été appliquée.				
25	2022	A/78/5 (Vol. IV) , chap. II, par. 105	Le Comité recommande que l'UNU-MERIT veille à ce que les procédures exécutées par le groupe de l'informatique et des communications soient conformes aux directives et aux normes de l'UNU.	La direction a déclaré qu'elle s'attellerait à cette tâche une fois conclu un nouvel accord de coopération, et qu'elle veillerait à ce que tout changement nécessaire soit mis en œuvre. Le nouvel accord de coopération devrait être achevé au quatrième trimestre de 2024. La direction a indiqué que cette recommandation avait été appliquée et elle a demandé au Comité de la classer.	Compte tenu du calendrier d'application de la recommandation annoncé par l'UNU, le Comité considère que celle-ci est en cours de mise en œuvre.	X		
26	2022	A/78/5 (Vol. IV) , chap. II, par. 106	Le Comité recommande que l'UNU-MERIT établisse officiellement les responsabilités et les obligations des services informatiques que l'Université de Maastricht lui fournit.	Un accord de niveaux de services informatiques a été signé, dans lequel figure une description des tâches spécifiques et des coûts financiers correspondants associés à la fourniture de ces	Compte tenu de l'accord de niveaux de services informatiques signé le 15 juin 2023, qui régit la fourniture de services informatiques au Centre de recherche économique et sociale et de formation	X		

					Avis des commissaires aux comptes après vérification			
Exercice sur lequel porte le rapport d'audit					Recommandation			
N°	Rapport	Recommandation du Comité	Réponse de l'Administration	Évaluation du Comité	Recommandation appliquée	Recommandation en cours d'application	Recommandation non appliquée	Recommandation devenue caduque
			services par l'Université de Maastricht au Centre de recherche économique et sociale et de formation de Maastricht pour l'innovation et la technologie. Cet accord constitue un cadre clair et formel qui délimite les responsabilités et les obligations respectives des deux parties et permet d'assurer la transparence et le respect du principe de responsabilité dans le cadre de la fourniture des services informatiques. Le Centre considère que cette constatation d'audit est terminée, étant donné que l'ensemble du réseau a désormais été transféré à l'Université de Maastricht.	de Maastricht pour l'innovation et la technologie par l'Université de Maastricht, le Comité considère que la recommandation a été appliquée.				
27	2022	A/78/5 (Vol. IV), chap. II, par. 115	Le Comité recommande que l'Université évalue et renforce ses mécanismes de contrôle en vigueur afin d'assurer un suivi efficace des procédures relatives aux congés de compensation.	L'UNU a mis en place un système de déclaration annuelle des congés de compensation pendant une partie du cycle d'établissement des rapports de fin d'année.	L'UNU ayant mis en place un système de déclaration annuelle des congés de compensation afin de renforcer ses mécanismes de contrôle en vigueur, le Comité considère que la recommandation a été appliquée.	X		
28	2022	A/78/5 (Vol. IV), chap. II, par. 123	Le Comité recommande que l'Université détermine officiellement les raisons pour lesquelles des opérations ne sont pas	La direction a déclaré que des directives générales sur la collecte et le traitement d'informations relatives à	Le Comité a reçu des informations de l'UNU concernant les procédures de fin d'exercice suivies pour		X	

					<i>Avis des commissaires aux comptes après vérification</i>			
<i>Exercice sur lequel porte le rapport d'audit</i>					<i>Recommandation</i>			
<i>N°</i>	<i>Rapport</i>	<i>Recommandation du Comité</i>	<i>Réponse de l'Administration</i>	<i>Évaluation du Comité</i>	<i>Recommandation appliquée</i>	<i>Recommandation en cours d'application</i>	<i>Recommandation non appliquée</i>	<i>Recommandation devenue caduque</i>
		comptabilisées en dettes et charges à payer et qu'elle élabore et mette en place, sur cette base, un dispositif de contrôle de la clôture des comptes de dettes et charges à payer en fin d'année qui lui permette de suivre, d'examiner et de rapprocher tout élément de passif non comptabilisé.	la comptabilisation des charges à payer avaient été publiées sur l'intranet. Elle a indiqué que cette recommandation avait été appliquée et elle a demandé au Comité de la classer.	les opérations n'ayant pas été comptabilisées en dettes et charges à payer, et il a examiné un échantillon de transactions qui n'étaient toujours pas correctement comptabilisées. Du fait des lacunes encore constatées en matière de rapprochement avec les éléments de passif non comptabilisé, il considère que la recommandation est en cours d'application.				
29 2022	A/78/5 (Vol. IV) , chap. II, par. 131	Le Comité recommande que l'Université ajuste sa procédure de façon à comptabiliser la dépréciation des contributions à recevoir conformément aux normes IPSAS.	L'Université n'a pas accepté cette recommandation, car ses procédures sont conformes aux directives de l'ONU sur l'application des normes IPSAS concernant les dispositifs de financement. Elle n'est pas habilitée à ajuster ses procédures comptables tant qu'elle n'a pas reçu de directives révisées de l'Organisation sur l'application des normes IPSAS.	Le Comité a passé en revue le tableau des contributions à recevoir en 2023 et a constaté des ajustements comptables négatifs en rapport avec des contributions comptabilisées lors d'exercices antérieurs, ce qui affectait le solde des contributions volontaires pour 2023. La situation observée à l'origine restant inchangée, le Comité considère que cette recommandation est en cours d'application.		X		
30 2022	A/78/5 (Vol. IV) , chap. II, par. 140	Le Comité recommande que l'UNU mette au point un mécanisme de contrôle pour les services fournis par son personnel à l'Université de Maastricht afin que les produits	Le service financier du Centre de recherche économique et sociale et de formation de Maastricht pour l'innovation et la technologie et les	L'UNU s'attelle actuellement à améliorer son processus de comptabilisation des produits et compte tenu du fait que les dispositions envisagées		X		

					<i>Avis des commissaires aux comptes après vérification</i>			
<i>Exercice sur lequel porte le rapport</i>					<i>Recommandation</i>			
<i>N°</i>	<i>Rapport</i>	<i>Recommandation du Comité</i>	<i>Réponse de l'Administration</i>	<i>Évaluation du Comité</i>	<i>Recommandation appliquée</i>	<i>Recommandation en cours d'application</i>	<i>Recommandation non appliquée</i>	<i>Recommandation devenue caduque</i>
		associés à ces services ne soient pas comptabilisés en retard.	administrateurs de la Maastricht Graduate School of Governance and Foundation Merit ont longuement discuté de ce processus interne et sont convenus que le Centre conclurait des contrats internes avec les programmes de l'Université de Maastricht relatifs à la gouvernance et à l'analyse politique et au master en politique publique pour tous les services qu'il fournit en matière d'enseignement et de supervision, dans lesquels il communiquerait des informations précises concernant les tâches, les dates, le nombre d'heures estimées et les taux horaires applicables. Ces contrats permettront au service financier du Centre d'exercer un contrôle étroit et serviront de base au processus de facturation du Centre. Les services fournis par le personnel du Centre seront alors comptabilisés.	seront examinées au cours du deuxième trimestre de 2024, voire plus tard, le Comité considère que cette recommandation est en cours d'application.				
			Avec l'arrivée d'un nouveau chef des services administratifs et des programmes, ce point est considéré comme					

N°	Exercice sur lequel porte le rapport d'audit	Rapport	Recommandation du Comité	Réponse de l'Administration	Évaluation du Comité	Avis des commissaires aux comptes après vérification			
						Recommandation appliquée	Recommandation en cours d'application	Recommandation non appliquée	Recommandation devenue caduque
				particulièrement important et fait l'objet d'un examen. L'objectif est que des changements suffisants soient mis en œuvre d'ici la fin du deuxième trimestre de 2024 pour éviter tout retard dans la comptabilisation des produits et la facturation.					
Nombre total de recommandations					30	14	14	–	2
Pourcentage du nombre total de recommandations					100	46,7	46,7	–	6,6

Chapitre III

Certification des états financiers

Lettre datée du 31 mars 2024, adressée au Président du Comité des commissaires aux comptes par le Sous-Secrétaire général et Contrôleur

Les états financiers de l'Université des Nations Unies pour l'exercice clos le 31 décembre 2023 ont été établis conformément à l'article 6.1 du Règlement financier et des règles de gestion financière de l'Organisation des Nations Unies.

Les principales méthodes comptables utilisées pour établir ces états sont récapitulées dans les notes y afférentes. Celles-ci donnent des renseignements et explications complémentaires sur les activités financières de l'Université des Nations Unies au cours de l'exercice considéré, lesquelles relèvent de la responsabilité administrative du Secrétaire général.

Je certifie que les états financiers I à V de l'Université des Nations Unies qui figurent ci-après sont corrects pour tous les éléments de caractère significatif.

Le Sous-Secrétaire général et Contrôleur
(Signé) Chandramouli **Ramanathan**

Chapitre IV

Rapport financier pour l'exercice clos le 31 décembre 2023

A. Introduction

1. Le Recteur a l'honneur de présenter ci-joint le rapport financier sur les comptes de l'Université des Nations Unies (UNU) pour l'exercice clos le 31 décembre 2023.
2. Le présent rapport doit être lu en parallèle avec les états financiers. Son annexe comprend les renseignements complémentaires qui doivent être portés à l'attention du Comité des commissaires aux comptes en application du Règlement financier et des règles de gestion financière de l'Organisation des Nations Unies.
3. L'Université a été créée en 1973 par l'Assemblée générale, qui l'a chargée de consacrer ses activités à la recherche sur les problèmes mondiaux pressants de la survie, du développement et du bien-être de l'humanité qui relèvent de l'Organisation des Nations Unies et de ses institutions.
4. Jouant essentiellement la fonction de centre de réflexion, l'UNU est l'une des entités du système des Nations Unies qui se consacrent à la recherche. Elle forme un réseau de 13 instituts de recherche et de formation axés sur les politiques et implantés dans 12 pays, que coordonne le Centre de l'UNU, à Tokyo. Ensemble, les chercheurs et le personnel d'appui de l'Université s'emploient à trouver des solutions fondées sur des données factuelles face à des problèmes mondiaux pressants et à préconiser des politiques pertinentes qui aident le système des Nations Unies et les États Membres de l'ONU à atteindre les objectifs de développement.
5. Le programme de recherche de l'UNU, qui est défini dans le plan stratégique 2020-2024, est étroitement lié au Programme de développement durable à l'horizon 2030.
6. Les résultats des recherches menées par l'UNU sont diffusés principalement dans des publications universitaires et des documents d'orientation (dont la plupart sont librement accessibles en ligne) et dans le cadre de manifestations publiques.
7. L'UNU promeut également la création et la mise en commun de connaissances dans le cadre de programmes d'enseignement et de renforcement des capacités, dont des programmes d'études universitaires supérieures sanctionnés de diplômes reconnus, qui contribuent à doter les dirigeants de demain du bagage dont ils auront besoin pour trouver des solutions aux problèmes mondiaux. Les activités de renforcement des capacités de l'UNU sont menées à la fois en présentiel et selon des modalités virtuelles, ce qui permet à des chercheurs et autres parties prenantes des quatre coins du monde d'y participer, contribuant ainsi au renforcement des institutions du Sud mondial.
8. Le 1^{er} mars 2023, Tshilidzi Marwala a pris ses fonctions en qualité de septième Recteur de l'Université. Universitaire et penseur sud-africain distingué, il est l'auteur de recherches touchant à plusieurs disciplines, dont la théorie et l'application de l'intelligence artificielle à l'ingénierie, à l'informatique, à la finance, aux sciences sociales et à la médecine. Dans le passé, M. Marwala a œuvré au perfectionnement des capacités humaines grâce à l'exploitation de la technologie et de la connectivité mondiale à la poursuite de l'accomplissement des objectifs de développement durable. Il a également été Vice-Président et Recteur de l'Université de Johannesburg.
9. Les états financiers incluent les investissements dans le Fonds de dotation de l'Université, dont l'efficacité est influencée par la dynamique des marchés mondiaux. Après avoir connu une baisse en 2022, le fonds de dotation a enregistré une forte

croissance, soit 6,4 %, en 2023. Au 31 décembre 2023, la valeur de marché du portefeuille de placements était de 398,0 millions de dollars.

10. Fin 2021, le Conseil de l'UNU a encouragé celle-ci à intégrer davantage les questions d'environnement, de société et de gouvernance dans les placements du Fonds de dotation. En conséquence, au début de l'année 2022, l'Université a supervisé la réorientation du Fonds de dotation vers des investissements répondant à cette demande. Les retraits effectués par les instituts de l'UNU sur le Fonds de dotation sont restés prudents, ce qui a permis de maintenir au fil du temps la valeur du capital investi dans le Fonds.

11. Pour assurer la viabilité à long terme du Fonds de dotation, les retraits pouvant être effectués annuellement par les instituts de l'UNU sur celui-ci ont été plafonnés à 4,5 % dans le budget de l'Université pour 2024-2025, contre 4,75 % dans le budget de 2022-2023.

B. Vue d'ensemble des états financiers pour l'exercice clos le 31 décembre 2023

12. Les états financiers I à V présentent les résultats financiers des activités de l'Université des Nations Unies et la situation financière de celle-ci au 31 décembre 2023. On trouvera dans les notes y relatives des explications sur les méthodes comptables et règles d'information financière de l'Université ainsi que des renseignements complémentaires sur les montants indiqués dans les états.

Situation financière

Tableau IV. 1

Récapitulatif de la situation financière au 31 décembre 2023

(En milliers de dollars des États-Unis)

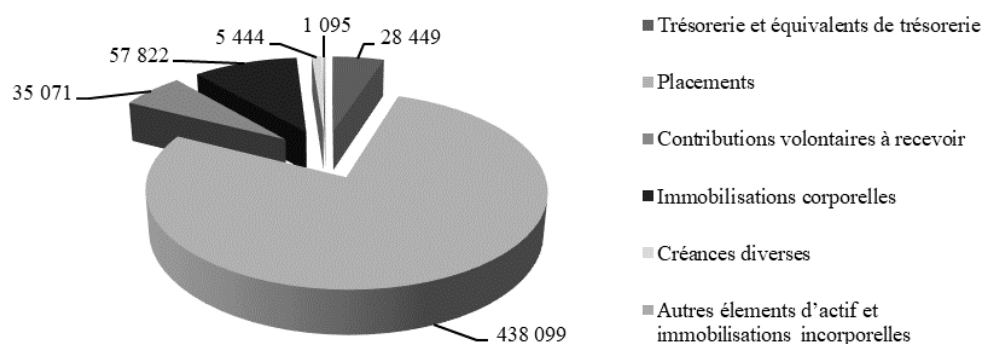
	2023	2022	Variation (montant)	Variation (pourcentage)
Actifs courants	87 103	69 379	17 724	25,5
Actifs non courants	478 877	452 130	26 747	5,9
Total de l'actif	565 980	521 509	44 471	8,5
Passifs courants	15 782	12 156	3 626	29,8
Passifs non courants	57 364	54 680	2 684	4,9
Total du passif	73 146	66 836	6 310	9,4
Actif net	492 834	454 673	38 161	8,4

Actif

13. À la fin de 2023, l'Université détenait des actifs d'une valeur totale de 565,98 millions de dollars, contre 521,51 millions de dollars en 2022. La figure IV.I illustre la répartition de l'actif au 31 décembre 2023.

Figure IV.I
Total de l'actif au 31 décembre 2023

(En milliers de dollars des États-Unis)



14. La situation financière de l'Université est solide, la trésorerie, les équivalents de trésorerie et les placements se montant à 466,55 millions de dollars, soit 82,4 % de la totalité de l'actif. Une part représentant 85,7 % de ce montant, soit 399,62 millions de dollars, détenue par le Fonds de dotation, est gérée par une société mondiale de gestion d'investissements. Le Fonds de dotation répartit stratégiquement ses investissements dans des fonds indiciels cotés, en conservant un portefeuille équilibré composé à 50 % d'actions et à 50 % d'obligations. Sur la somme restante, 46,05 millions de dollars (9,9 %) sont placés dans le fonds principal de gestion centralisée des liquidités de la Trésorerie de l'ONU et 20,88 millions de dollars (4,4 %) sont gérés en interne.

15. Les immobilisations corporelles, d'un montant de 57,82 millions de dollars, représentent 10,2 % de l'actif. La plus grande partie de ce montant, soit 50,80 millions de dollars, correspond à des immeubles de bureaux reçus au titre d'accords de cession du droit d'usage, assimilés à des contrats de location-financement, et traités comme des biens en propriété.

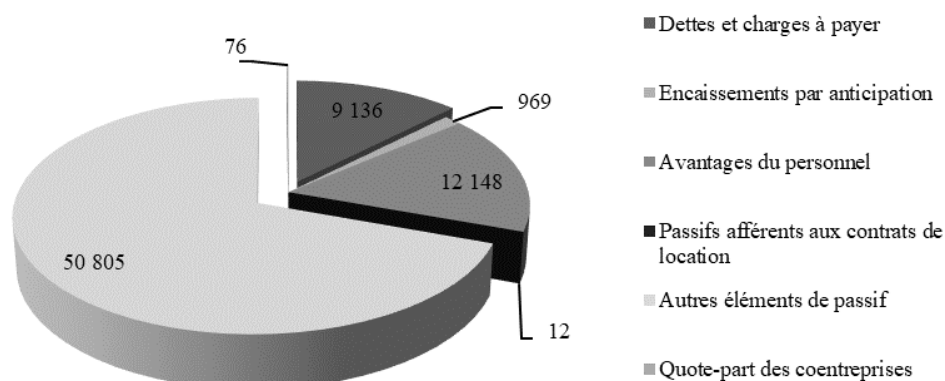
16. En application des Normes comptables internationales du secteur public (normes IPSAS), les créances au titre des contributions volontaires sont intégralement comptabilisées dès la signature d'un accord, y compris les sommes à recevoir lors d'exercices ultérieurs. Cette règle ne s'applique toutefois pas aux accords assortis d'obligations de résultats. Les contributions volontaires à recevoir s'élevaient à 35,07 millions de dollars, soit 6,2 % de l'actif.

17. En 2023, l'actif a augmenté de 44,47 millions de dollars (soit 8,5 %) par rapport à l'année précédente. Les fluctuations favorables des marchés financiers ont eu un effet positif sur le Fonds de dotation, la valeur du portefeuille de placements ayant augmenté de 6,4 % pour atteindre 398,0 millions de dollars à la fin de l'année 2023. En outre, l'Université a maintenu un solde de trésorerie plus élevé en raison du calendrier des retraits effectués sur le Fonds de dotation, le retrait autorisé pour l'exercice biennal 2022-2023 ayant été fait en 2023.

Passif

18. Au 31 décembre 2023, le passif s'élevait à 73,15 millions de dollars, contre 66,84 millions de dollars en 2022. La figure IV.II illustre la répartition du passif au 31 décembre 2023.

Figure IV.II
Total du passif au 31 décembre 2023
 (En milliers de dollars des États-Unis)



19. Conformément aux normes IPSAS, les bâtiments faisant l'objet d'accords à long terme de cession de droits d'usage sans contrepartie sont portés à l'actif, et un montant correspondant est inscrit à la rubrique Autres éléments de passif (contrats de location-financement). Cette disposition s'applique au bâtiment du siège de l'Université et à plusieurs locaux hébergeant ses instituts, dont la durée du bail est supérieure à 35 ans ou indéterminée. En tout, le montant concerné s'élève à 50,81 millions de dollars, soit 69,5 % du total du passif.

20. Le montant des engagements liés aux avantages du personnel (fonctionnaires et retraités) non réglés à la date de clôture s'élevait à 12,15 millions de dollars, soit 16,6 % du total du passif.

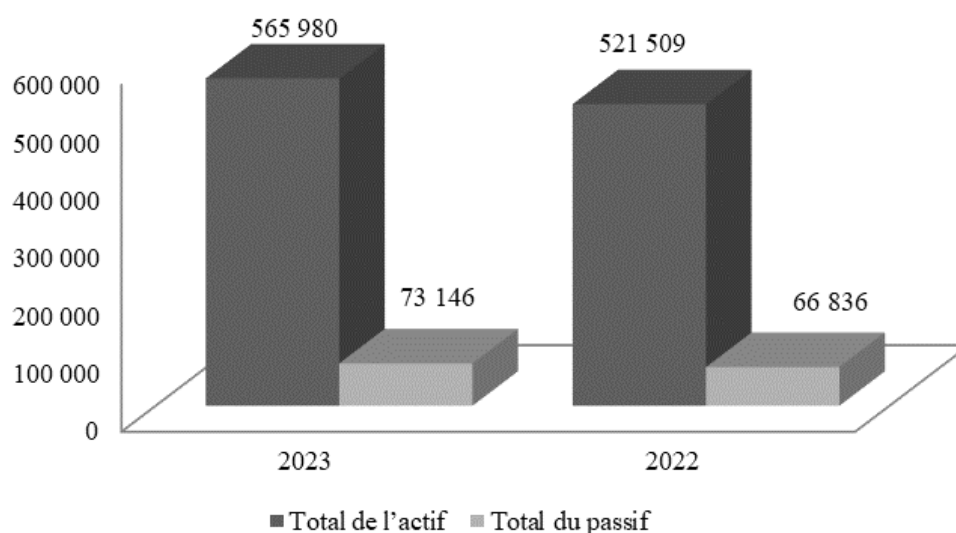
21. Les éléments restants relèvent notamment des dettes et charges à payer et des encaissements par anticipation.

22. En 2023, le total du passif a augmenté de 6,31 millions de dollars, soit 9,4 %. Les dettes et charges à payer ont augmenté de 3,62 millions de dollars, principalement en raison du règlement en attente d'investissements nouvellement acquis à la fin de l'exercice. À cela, s'est ajoutée une augmentation des autres éléments de passif, du fait du remplacement en nature du système de chauffage, de ventilation et de climatisation dans l'immeuble du siège à Tokyo, activité traitée comme relevant des engagements au titre de contrats de location-financement.

Figure IV.III

Variation du total de l'actif et du total du passif au 31 décembre 2023

(En milliers de dollars des États-Unis)



23. La figure IV.III montre que le total de l'actif a progressé de 8,5 % au cours de l'exercice, passant de 521,51 millions de dollars en 2022 à 565,98 millions en 2023. Dans le même temps, le montant total du passif a augmenté de 9,4 %, passant de 66,84 millions de dollars en 2022 à 73,15 millions de dollars en 2023. Néanmoins, le ratio actif/passif est resté stable, à 12,9 % (contre 12,8 % en 2022).

Actif net

24. L'actif net a augmenté de 38,16 millions de dollars, pour atteindre 492,83 millions de dollars, l'Université ayant enregistré un excédent pour l'exercice, au contraire de l'année précédente.

*Produits***Performance financière**

Tableau IV. 2

Analyse comparative des produits

(En milliers de dollars des États-Unis)

	2023	2022	Variation (montant)	Variation (pourcentage)
Contributions volontaires	53 275	49 741	3 534	7,1
Produit des placements (montant net)	56 440	—	56 440	100,0
Produits divers	8 064	4 446	3 618	81,4
Total des produits	117 779	54 187	63 592	117,4

25. En 2023, le montant total des produits de l'Université s'est établi à 117,78 millions de dollars, ce qui représente une augmentation de 63,59 millions de dollars, soit 117,4 %, par rapport à 2022.

26. Le principal moteur de cette croissance a été l'augmentation de la juste valeur des placements en 2023, qui a atteint 56,44 millions de dollars (contre des charges

nettes afférentes aux placements de 66,67 millions de dollars en 2022). L'année 2023 a été marquée par un revirement significatif : les moins-values latentes de l'exercice précédent, résultant de la baisse de la valeur de marché du Fonds de dotation, sont devenues des plus-values, en raison de fluctuations favorables de la juste valeur dans le portefeuille de placements du Fonds de dotation.

27. Les contributions volontaires, qui constituent une autre source importante de revenus, ont augmenté, principalement en raison d'un accord de contribution pluriannuel majeur conclu par l'un des instituts de l'UNU, à savoir l'Institut mondial de recherche sur les aspects économiques du développement.

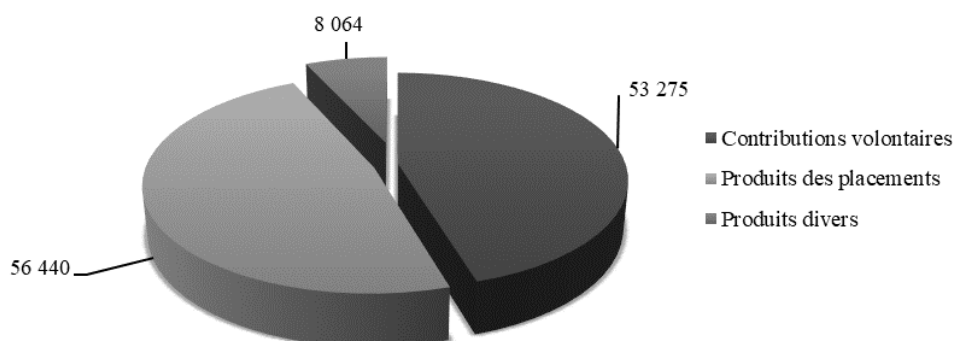
28. Les produits divers, composés principalement d'honoraires reçus pour des services de conseil et de loyers perçus par le siège de l'Université, se sont élevés à 8,06 millions de dollars. Les revenus locatifs ont augmenté, en raison essentiellement de la réouverture des installations de conférence après leur rénovation, en mars 2023, et de la reprise des conférences en personne à la suite de la levée de toutes les restrictions en matière de voyage international.

29. La figure IV.IV illustre la répartition des produits de l'UNU au 31 décembre 2023.

Figure IV.IV

Total des produits pour l'exercice clos le 31 décembre 2023

(En milliers de dollars des États-Unis)



30. L'Université est tributaire d'un petit nombre de donateurs : ses quatre principaux bailleurs de fonds, dont les contributions ont été calculées conformément aux normes IPSAS, ont versé environ 53,2 % du montant total net des contributions financières de donateurs pour l'exercice. La figure IV.V présente les montants versés au titre de contributions volontaires par les principaux donateurs, au premier rang desquels se trouvait la Norvège en 2023, et la figure IV.VI expose la répartition des contributions volontaires pour l'exercice considéré et les exercices suivants, de 2019 à 2023.

Figure IV.V

**Contributions volontaires d'un montant supérieur à 1,0 million de dollars
versées par des États (conformément aux normes IPSAS)**

(En milliers de dollars des États-Unis)

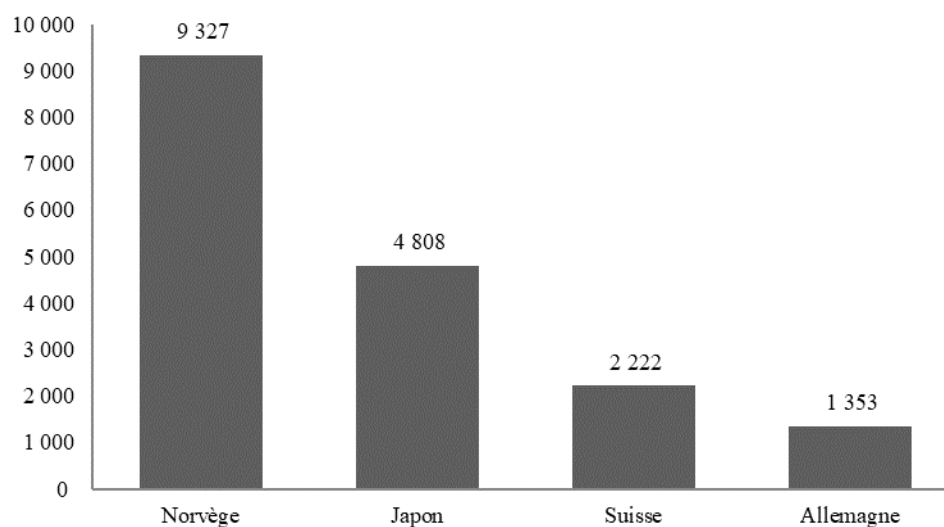
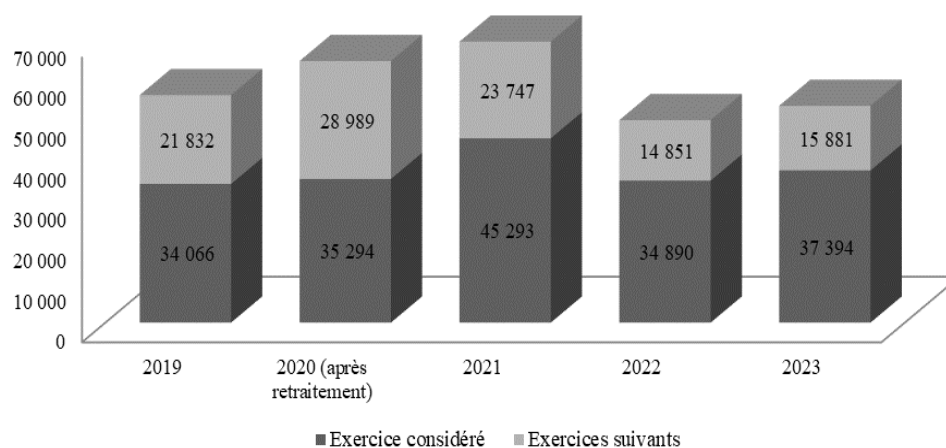


Figure IV.VI

**Contributions volontaires pour l'exercice considéré et les exercices suivants
(2019-2023)**

(En milliers de dollars des États-Unis)



Charges

Tableau IV. 3

Analyse comparative des charges

(En milliers de dollars des États-Unis)

	2023	2022	Variation	Variation (pourcentage)
Traitements, indemnités et prestations	30 615	29 568	1 047	3,5
Loyers, contrats de location, services collectifs de distribution	19 241	18 367	874	4,8
Voyages	4 193	3 340	853	25,5
Charges afférentes aux placements	—	66 660	(66 660)	(100,0)
Amortissement	3 510	2 993	517	17,3
Rémunération et indemnités des personnes n'ayant pas la qualité de fonctionnaire	6 787	5 910	877	14,8
Fournitures et consommables et charges diverses	1 008	841	167	19,9
Frais de fonctionnement divers	16 086	18 428	(2 342)	(12,7)
Total des charges	81 440	146 107	(64 667)	(44,3)

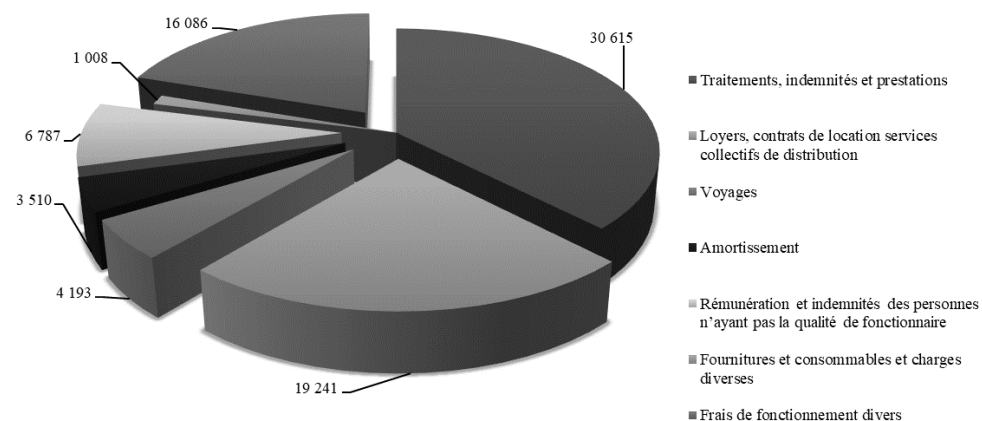
31. Pour l'exercice clos le 31 décembre 2023, le montant total des charges s'est établi à 81,44 millions de dollars, soit une diminution de 64,67 millions (44,3 %) par rapport à l'exercice précédent ; cette diminution s'explique principalement par le fait que des moins-values latentes de l'exercice précédent sont devenues des plus-values en 2023.

32. Les charges se répartissaient entre les principales catégories suivantes : traitements, indemnités et prestations (30,62 millions de dollars, soit 37,6 %) ; loyers, contrats de location et services collectifs de distribution (19,24 millions de dollars, soit 23,6 %) ; frais de fonctionnement divers (16,09 millions de dollars, soit 19,8 %). La figure IV.VII illustre la répartition des charges de l'ONU au 31 décembre 2023.

Figure IV.VII

Total des charges pour l'exercice clos le 31 décembre 2023

(En milliers de dollars des États-Unis)



Résultats des activités

33. L'Université a enregistré un excédent de 36,34 millions de dollars en 2023, contre un déficit de 91,92 millions de dollars en 2022. Cette amélioration de la performance financière est principalement due à l'appréciation nette de la juste valeur des placements du Fonds de dotation.

Situation de trésorerie

34. Au 31 décembre 2023, la situation de trésorerie de l'Université était stable, celle-ci disposant de suffisamment d'actifs liquides pour faire face à ses engagements. Le montant total des actifs liquides s'établissait à 86,58 millions de dollars (28,45 millions de dollars de trésorerie et d'équivalents de trésorerie, 30,57 millions de dollars de placements à court terme et 27,57 millions de dollars de créances), cependant que le total des passifs courants s'élevait à 15,78 millions de dollars et le montant total du passif à 73,15 millions de dollars.

35. Le tableau IV.4 présente, pour 2023 et 2022, une synthèse des quatre principaux indicateurs de liquidité au 31 décembre.

Tableau IV. 4

Indicateurs de liquidité pour l'Université des Nations Unies

<i>Indicateurs</i>	<i>2023</i>	<i>2022</i>
Actifs liquides/passifs courants (ratio de liquidité générale)	5,5	5,7
Liquidités/passifs courants (ratio de liquidité immédiate)	3,7	3,1
Actifs liquides/total de l'actif	0,15	0,13
Liquidités disponibles, en équivalent-mois	9,1	5,9

36. Le ratio de liquidité générale mesure la capacité de l'Université à honorer ses engagements à court terme au moyen des liquidités dont elle dispose. Le ratio de 5,5 signifie que les liquidités sont près de six fois supérieures au total des passifs courants et suffiraient donc à régler l'intégralité des obligations à court terme si cela se révélait nécessaire. Hors créances, le ratio de couverture des obligations courantes était de 3,7 en 2023.

37. Au 31 décembre 2023, les actifs liquides de l'Université représentaient environ 15,3 % du total de l'actif, et la trésorerie, les équivalents de trésorerie et les placements à court terme suffisaient à couvrir pendant 9,1 mois ses charges, estimées en moyenne à 6,49 millions de dollars par mois.

C. Perspectives

38. l'année 2024 marque la dernière année du plan stratégique de l'Université des Nations Unies pour la période 2020-2024, dans lequel l'Université a mis en relief l'orientation stratégique de ses recherches et donné la priorité aux besoins de l'ONU et de ses États Membres en matière de politiques, et en particulier aux besoins des décideurs du Sud mondial. Ledit plan met l'accent sur les points suivants : la programmation de la recherche axée sur les politiques ; l'instauration d'une culture institutionnelle dynamique, innovante et diversifiée ; l'amélioration de la collaboration, de la communication et de la visibilité ; la viabilité financière à l'échelle du système.

39. L'UNU a commencé à formuler son prochain plan stratégique, qui couvrira les années 2025 à 2029. Axé sur trois domaines prioritaires, à savoir connaissance,

partenaires et visibilité, présence et retombées, celui-ci visera à accroître la présence de l'Université à l'échelle mondiale et à étendre ses activités, en particulier dans le Sud mondial, ainsi qu'à renforcer ses capacités dans les domaines de l'enseignement, de l'apprentissage, de la recherche et de la définition de grandes orientations, en partenariat avec des universités et d'autres parties prenantes partout dans le monde.

40. À la suite d'une étude de faisabilité concluante, 40 millions de dollars ont été promis au Fonds de dotation ; 2,5 millions d'euros de contributions annuelles au fonctionnement de l'Université, sur une période initiale de 10 ans, devraient par ailleurs servir à établir le quatorzième institut de l'Université, à Bologne (Italie). Cet institut, dont les activités seront axées sur l'intelligence artificielle et les mégadonnées, devrait être mis en place au second semestre de 2024.

Annexe**Renseignements complémentaires**

1. On trouvera dans la présente annexe les renseignements complémentaires que le Recteur de l'Université est tenu de communiquer.

Comptabilisation en pertes de montants en espèces et de créances

2. En 2023, aucun montant en espèces ni créance n'ont été comptabilisés en pertes en application de l'alinéa a) de la règle de gestion financière 106.7.

Comptabilisation en pertes de biens

3. Aucune perte d'immobilisations corporelles, de stocks ou d'immobilisations incorporelles résultant d'accidents, de vols, de dommages ou de destructions n'a été comptabilisée en 2023 pour l'UNU au titre de la règle de gestion financière 106.7. Les pertes dues à d'autres facteurs, tels que l'obsolescence ou l'usure normale des biens, ne sont pas prises en compte.

Versements à titre gracieux

4. Aucun versement à titre gracieux n'a été fait en 2023.

Chapitre V

États financiers pour l'exercice clos le 31 décembre 2023

Université des Nations Unies

I. État de la situation financière au 31 décembre 2023

(En milliers de dollars des États-Unis)

	Complément d'information	Au 31 décembre 2023	Au 31 décembre 2022
Actif			
Actifs courants			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	Note 6	28 449	18 786
Placements	Note 7	30 565	18 706
Contributions volontaires à recevoir	Note 8	22 121	28 502
Créances diverses	Note 9	5 444	2 865
Autres éléments d'actif	Note 10	524	520
Total des actifs courants		87 103	69 379
Actifs non courants			
Placements	Note 7	407 534	382 890
Contributions volontaires à recevoir	Note 8	12 950	13 596
Immobilisations corporelles	Note 12	57 822	55 228
Immobilisations incorporelles	Note 13	385	232
Autres éléments d'actif	Note 10	186	184
Total des actifs non courants		478 877	452 130
Total de l'actif		565 980	521 509
Passif			
Passifs courants			
Dettes et charges à payer	Note 14	9 136	5 513
Encaissements par anticipation et produits comptabilisés d'avance	Note 15	969	1 298
Avantages du personnel	Note 16	3 140	2 923
Contrats de location	Note 17	8	13
Autres éléments de passif	Note 18	2 529	2 409
Total des passifs courants		15 782	12 156

Université des Nations Unies

I. État de la situation financière au 31 décembre 2023 (suite)

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Complément d'information</i>	<i>Au 31 décembre 2023</i>	<i>Au 31 décembre 2022</i>
Passifs non courants			
Encaissements par anticipation et produits comptabilisés d'avance	Note 15	-	40
Avantages du personnel	Note 16	9 008	9 585
Contrats de location	Note 17	4	12
Autres éléments de passif	Note 18	48 276	44 957
Quote-part des coentreprises (mise en équivalence)	Note 27	76	86
Total des passifs non courants		57 364	54 680
Total du passif		73 146	66 836
Total net de l'actif et du passif		492 834	454 673
Actif net			
Excédents cumulés	Note 19	93 774	79 458
Fonds de dotation	Note 20	399 060	375 215
Total de l'actif net		492 834	454 673

Les notes explicatives font partie intégrante des présents états financiers.

Université des Nations Unies

II. État de la performance financière pour l'exercice clos le 31 décembre 2023

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Complément d'information</i>	2023	2022
Produits			
Contributions volontaires	Note 21	53 275	49 741
Produit des placements (montant net)	Note 22	56 440	-
Produits divers	Note 23	8 064	4 446
Total des produits		117 779	54 187
Charges			
Traitements, indemnités et prestations	Note 24	30 615	29 568
Loyers, contrats de location et services collectifs de distribution	Note 24	19 241	18 367
Voyages	Note 24	4 193	3 340
Charges afférentes aux placements (montant net)	Note 22	-	66 660
Amortissement	Notes 12, 13 et 24	3 510	2 993
Rémunération et indemnités des personnes n'ayant pas la qualité de fonctionnaire	Note 24	6 787	5 910
Fournitures et consommables	Note 24	980	832
Frais de fonctionnement divers	Note 24	16 086	18 428
Charges diverses	Note 24	28	9
Total des charges		81 440	146 107
Excédent/(déficit) pour l'exercice		36 339	(91 920)

Les notes explicatives font partie intégrante des présents états financiers.

Université des Nations Unies

III. État des variations de l'actif net pour l'exercice clos le 31 décembre 2023

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Complément d'information</i>	<i>Excédents cumulés</i>	<i>Réserves</i>	<i>Total de l'actif net</i>
Actif net au 1^{er} janvier 2022	Note 19	99 891	442 229	542 120
Variations de l'actif net				
Engagements au titre des avantages du personnel : gains actuariels	Note 16	4 426	—	4 426
Quote-part des variations constatées dans l'actif net des coentreprises (mise en équivalence)	Note 19	47	—	47
Déficit pour l'exercice		(24 906)	(67 014)	(91 920)
Total des variations constatées dans l'actif net		(20 433)	(67 014)	(87 447)
Actif net au 31 décembre 2022	Note 19	79 458	375 215	454 673
Effet de la mise en application de la norme IPSAS 41	Note 2	500	-	500
Actif net au 1^{er} janvier 2023		79 958	375 215	455 173
Variations de l'actif net				
Engagements au titre des avantages du personnel : gains actuariels	Note 16	1 125	—	1 125
Quote-part des variations constatées dans l'actif net des coentreprises (mise en équivalence)	Note 19	(11)	—	(11)
Variations de la juste valeur des placements comptabilisées directement en actif net	Note 19	208	—	208
Excédent pour l'exercice		12 494	23 845	36 339
Total des variations de l'actif net		13 816	23 845	37 661
Actif net au 31 décembre 2023	Note 19	93 774	399 060	492 834

Les notes explicatives font partie intégrante des présents états financiers.

Université des Nations Unies

IV. État des flux de trésorerie pour l'exercice clos le 31 décembre 2023

(En milliers de dollars des États-Unis)

	Complément d'information	2023	2022
Flux de trésorerie provenant du fonctionnement			
Excédent/(déficit) pour l'exercice		36 339	(91 920)
<i>Variations sans effet de trésorerie</i>			
Amortissement	Notes 12, 13 et 24	3 510	2 993
(Plus-value)/moins-value latente sur les placements du Fonds de dotation découlant de variations de la juste valeur	Note 22	(47 623)	118 119
Moins-value/(plus-value) réalisée sur la vente de placements du Fonds de dotation	Note 22	2 325	(43 819)
Moins-value/(plus-value) latente relative au Fonds de dotation en raison d'une réévaluation		338	554
Engagements au titre des avantages du personnel : (pertes)/gains actuariel(le)s	Note 16	1 125	4 426
Perte/(gain) sur la quote-part des coentreprises	Note 27	(11)	47
Perte/(gain) sur sorties d'immobilisations corporelles		–	18
Produits des placements du Fonds de dotation présentés parmi les activités d'investissement	Note 22	(9 678)	(7 518)
Produits des placements du fonds de gestion centralisée des liquidités présentés parmi les activités d'investissement	Note 22	(1 464)	(122)
Entrée d'immobilisations corporelles : contributions en nature	Note 12	(6 072)	(4 253)
Variations de la juste valeur des placements comptabilisées directement en actif net	Note 19	208	–
Effet de la mise en application de la norme IPSAS 41	Note 2	500	–
<i>Variations de l'actif</i>			
Diminution/(augmentation) des contributions volontaires à recevoir	Note 8	7 027	8 936
Diminution/(augmentation) des créances diverses	Note 9	(2 579)	1 122
Diminution/(augmentation) des autres éléments d'actif	Note 10	(6)	(96)
<i>Variations du passif</i>			
Augmentation/(diminution)/ des dettes et charges à payer	Note 14	3 623	(2 628)
Augmentation/(diminution) des encaissements par anticipation et des produits comptabilisés d'avance	Note 15	(369)	(220)
Augmentation/(diminution) des engagements au titre des avantages du personnel	Note 16	(360)	(2 869)
Augmentation/(diminution) des autres éléments de passif	Note 18	3 439	1 872
Augmentation/(diminution) de la quote-part des coentreprises (mise en équivalence)	Note 27	(10)	21
Flux nets de trésorerie utilisés pour le fonctionnement		(9 738)	(15 337)

Université des Nations Unies

IV. État des flux de trésorerie pour l'exercice clos le 31 décembre 2023 (suite)

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Complément d'information</i>	<i>2023</i>	<i>2022</i>
Flux de trésorerie provenant des activités d'investissement			
Produits des placements du fonds de gestion centralisée des liquidités présentés parmi les activités d'investissement (montant net)	Note 22	1 464	122
Variation nette du fonds de gestion centralisée des liquidités	Note 7	(12 362)	12 179
Dividendes		3 625	3 370
Intérêts		6 053	4 148
Achat de placements		(45 296)	(450 272)
Produit de la vente et de l'arrivée à échéance de placements		66 115	442 446
Achat d'immobilisations corporelles	Note 12	(13)	(780)
Acquisition d'immobilisations incorporelles	Note 13	(172)	(100)
Flux nets de trésorerie provenant des activités d'investissement		19 414	11 113
Flux de trésorerie provenant des activités de financement			
Remboursements au titre de contrats de location	Note 17	(13)	(21)
Flux nets de trésorerie utilisés pour les activités de financement		(13)	(21)
Augmentation/(diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie		9 663	(4 245)
Trésorerie et équivalents de trésorerie en début d'exercice	Note 6	18 786	23 031
Trésorerie et équivalents de trésorerie en fin d'exercice	Note 6	28 449	18 786

Les notes explicatives font partie intégrante des présents états financiers.

Université des Nations Unies

V. État comparatif des montants budgétés et des montants réels pour l'exercice clos le 31 décembre 2023

(En milliers de dollars des États-Unis)

Catégorie du budget	Budget approuvé ^a				Montants réels calculés sur une base comparable	Différence entre le budget initial et le budget définitif (pourcentage)	Différence entre le budget définitif et les montants réels (pourcentage) ^b
	Budget biennal initial	Budget biennal définitif	Budget annuel initial	Budget annuel définitif			
Réseaux de recherche et de formation et diffusion de l'information	56 437	68 752	24 285	36 888	34 788	51,9	(5,7)
Traitements et autres dépenses de personnel	49 614	48 120	25 210	30 113	20 453	19,4	(32,1)
Frais généraux de fonctionnement	19 540	19 451	9 302	12 099	8 418	30,1	(30,4)
Total	125 591	136 323	58 797	79 100	63 659	34,5	(19,5)

^a Le programme de travail et les prévisions budgétaires de l'Université des Nations Unies pour l'exercice biennal 2022-2023 ont été approuvés par le Conseil de l'Université en novembre 2021. Le budget initial a été élaboré sur une base annuelle pour chacune des deux années de l'exercice. Les montants annuels portent sur l'année du budget biennal approuvé par le Conseil qui est considérée dans les présents états financiers.

^b Différence entre les dépenses réelles (établies selon la méthode comptable applicable au budget) et le budget définitif, en pourcentage du budget définitif ; les différences supérieures à 10 % sont expliquées dans la note 5.

Les notes explicatives font partie intégrante des présents états financiers.

Université des Nations Unies

Notes relatives aux états financiers

Note 1

L'Université des Nations Unies et ses activités

1. Les présents états financiers portent sur les opérations de l'Université des Nations Unies (UNU), entité des Nations Unies présentant ses propres états financiers.
2. En 1969, à sa vingt-quatrième session, l'Assemblée générale a examiné la question de la création d'une université internationale consacrée aux objectifs de paix et de progrès de la Charte des Nations Unies. À cette occasion, elle a invité le Secrétaire général à entreprendre, en coopération avec l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche (UNITAR), une étude qui serait confiée à des experts sur la possibilité d'établir une telle université [résolution [2573 \(XXIV\)](#)]. Elle a examiné la question plus en détail au cours des deux sessions qui ont suivi [résolutions [2691 \(XXV\)](#) et [2822 \(XXVI\)](#)].
3. Le 11 décembre 1972, à sa vingt-septième session, l'Assemblée générale a décidé de créer, sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies, une université internationale qui porterait le nom d'Université des Nations Unies [résolution [2951 \(XXVII\)](#)].
4. Le 6 décembre 1973, à sa vingt-huitième session, l'Assemblée générale a officiellement adopté la Charte de l'Université des Nations Unies [[A/9149/Add.2](#) ; résolution [3081 \(XXVIII\)](#)].
5. Le 21 décembre 2009, à sa soixante-quatrième session, l'Assemblée générale a approuvé deux amendements (ajouts) à la Charte de l'Université, à savoir le paragraphe 8 de l'article I et le paragraphe 2 bis de l'article IX (résolution [64/225](#)), autorisant explicitement l'Université à délivrer des maîtrises et doctorats.
6. Le 20 décembre 2013, à sa soixante-huitième session, l'Assemblée générale a approuvé les amendements aux paragraphes 1 et 3 de l'article IV de la Charte de l'Université (résolution [68/236](#)), ramenant de 24 à 12 le nombre des membres du Conseil de l'Université.
7. L'Université est un laboratoire d'idées mondial et un établissement d'enseignement universitaire supérieur dont le siège se trouve au Japon et dont la mission consiste à contribuer, par des projets collaboratifs de recherche et d'éducation, à l'action menée pour régler les problèmes mondiaux pressants de la survie, du développement et du bien-être de l'humanité qui intéressent l'Organisation ainsi que les peuples et les États Membres qu'elle représente.
8. Pour accomplir cette mission, l'Université collabore avec les grands établissements universitaires et instituts de recherche des États Membres, servant ainsi de passerelle entre le monde universitaire international et le système des Nations Unies.
9. Par ses activités d'enseignement universitaire supérieur, l'Université contribue au renforcement des capacités, notamment dans les pays en développement.
10. Le Centre de l'UNU, situé à Tokyo, est le centre névralgique de la programmation, de la planification et de l'administration des activités de l'Université ; il comprend le Rectorat, le groupe administratif, disposant d'un centre de services à Putrajaya (Malaisie), et les services universitaires, qui appuient les travaux de l'ensemble du système de l'Université.

11. Le Centre de l'UNU comprend également :

a) Le Vice-rectorat de l'UNU en Europe, situé à Bonn, qui renforce la présence de l'Université en Europe. Créé en 2007, le Vice-rectorat soutient le développement institutionnel mondial de l'Université, facilite la collaboration entre celle-ci et les Nations Unies et met à disposition des connaissances et compétences au travers d'activités et de projets communs ;

b) Le Centre de recherche sur les politiques de l'UNU, situé à New York. Créé en 2014 dans le cadre des mesures plus larges prises par le Recteur pour donner plus de poids aux travaux de l'Université dans les domaines de la paix et de la sécurité et du développement mondial, comme l'avait demandé le Secrétaire général, le Centre a pour principale mission de promouvoir des travaux de recherche qui alimentent les grands débats en cours dans l'ensemble du système des Nations Unies et contribuent à la mise en œuvre des priorités du Secrétaire général dans ces domaines ;

c) Le Groupe opérationnel pour la gouvernance électronique au service des politiques publiques (UNU-EGOV), basé à Guimarães (Portugal). Créé en 2014, le Groupe est chargé de soutenir le système des Nations Unies et les États Membres dans la transformation des mécanismes de gouvernance et dans le renforcement des capacités de gouvernance, par l'intermédiaire d'applications stratégiques des technologies numériques.

12. L'Université est composée des 13 instituts et programmes de recherche et de formation ci-après, répartis dans 12 pays à travers le monde, ce réseau mondial étant coordonné par le Centre de l'UNU :

a) le Programme d'activités biotechnologiques en Amérique latine et dans les Caraïbes, à Caracas ;

b) l'Institut pour les études comparatives d'intégration régionale, à Bruges (Belgique) ;

c) l'Institut international pour la technologie des logiciels, à Macao (Chine) (anciennement nommé l'Institut pour l'informatique et la société) ;

d) l'Institut pour l'environnement et la sécurité humaine, à Bonn (Allemagne) ;

e) l'Institut pour la gestion intégrée des flux matériels et des ressources, à Dresde (Allemagne) ;

f) l'Institut des hautes études sur la viabilité, à Tokyo ;

g) l'Institut international pour la santé mondiale, à Kuala Lumpur ;

h) l'Institut des ressources naturelles en Afrique, à Accra ;

i) l'Institut pour l'eau, l'environnement et la santé, à Hamilton (Canada) ;

j) l'Institut pour le développement durable, à Alger ;

k) le Centre de recherche économique et sociale et de formation de Maastricht pour l'innovation et la technologie, à Maastricht (Royaume des Pays-Bas) ;

l) l'Institut mondial de recherche sur les aspects économiques du développement, à Helsinki ;

m) l'Institut de recherche économique et sociale, à Dakar.

13. Les autres activités de l'Université sont menées au siège, à Tokyo.

14. Présentant ses propres états financiers, l'Université est considérée comme une entité autonome, qui ne subit aucun contrôle de la part d'une autre entité des Nations

Unies publiant des états financiers ni n'exerce aucun contrôle sur une telle entité. Ayant chacune leur propre mode de gouvernance et leurs propres procédures budgétaires, les entités des Nations Unies qui présentent des états financiers ne peuvent faire l'objet d'un contrôle commun. Par conséquent, les présents états financiers se rapportent uniquement aux activités de l'Université.

Note 2

Référentiel comptable et autorisation de la publication des états financiers

Référentiel comptable

15. Conformément au Règlement financier et aux règles de gestion financière de l'Organisation, les états financiers ont été établis selon la méthode de la comptabilité d'exercice, en application des Normes comptables internationales du secteur public (normes IPSAS). Ils ont été établis sur la base de la continuité des activités, et les méthodes comptables ont été appliquées de façon uniforme tout au long des activités d'établissement et de présentation. Conformément aux normes IPSAS, les présents états, qui donnent une image fidèle de l'actif, du passif, des produits et des charges de l'Université, se composent comme suit :

- a) un état de la situation financière (état I) ;
- b) un état de la performance financière (état II) ;
- c) un état des variations de l'actif net (état III) ;
- d) un état des flux de trésorerie (établi suivant la méthode indirecte) (état IV) ;
- e) un état comparatif des montants budgétés et des montants réels (état V) ;
- f) des notes relatives aux états financiers, comprenant un récapitulatif des principales méthodes comptables et d'autres notes explicatives ;
- g) des éléments de comparaison pour l'ensemble des montants présentés dans les états financiers susmentionnés [points a) à d)] et, le cas échéant, pour les éléments narratifs et les renseignements présentés dans les notes y relatives.

Continuité d'activité

16. Les états financiers ont été établis sur la base de la continuité d'activité, compte tenu de l'approbation par le Conseil de l'Université du programme de travail et des prévisions budgétaires pour l'exercice biennal 2024-2025, de l'état de l'actif net, de la tendance positive observée au cours des années précédentes dans le versement des contributions volontaires et du fait que l'Assemblée n'a pas pris la décision de mettre fin aux activités de l'Université.

Autorisation de la publication des états financiers

17. Les états financiers ont été certifiés par le Contrôleur et approuvés par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies. Conformément à l'article 6.2 du Règlement financier et des règles de gestion financière, le Secrétaire général a soumis les présents états, arrêtés au 31 décembre 2023, au Comité des commissaires aux comptes avant le 31 mars 2024. Conformément à l'article 7.12 du même Règlement, les rapports du Comité doivent être transmis à l'Assemblée générale, en même temps que les états financiers audités, par l'intermédiaire du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires.

Base d'évaluation

18. Les états financiers ont été établis sur la base du coût historique, exception faite des placements des fonds de gestion centralisée des liquidités évalués à la juste valeur par le biais de l'actif net et des placements détenus dans le Fonds de dotation et comptabilisés à leur juste valeur avec contrepartie en résultat.

Monnaie de fonctionnement et de présentation de l'information financière

19. Le dollar des États-Unis est la monnaie de fonctionnement et la monnaie de présentation de l'information financière de l'Université. Sauf indication contraire, les états financiers sont établis en milliers de dollars.

20. Les sommes afférentes aux opérations en monnaies autres que le dollar des États-Unis sont converties en dollars au taux de change opérationnel de l'ONU en vigueur à la date de l'opération, qui se rapproche du taux de change au comptant en vigueur à cette même date. La valeur des actifs et passifs en monnaies autres que le dollar des États-Unis est convertie en dollars au taux de change opérationnel de l'ONU en vigueur à la fin de l'exercice. Lorsqu'elle est établie selon la méthode de la juste valeur, la valeur des éléments non monétaires exprimée en devises est convertie en dollars au taux de change opérationnel de l'ONU en vigueur à la date à laquelle la juste valeur a été déterminée. Les éléments non monétaires évalués au coût historique dans une monnaie étrangère ne sont pas convertis en fin d'exercice.

21. Le montant net des écarts de change résultant du règlement d'opérations en devises et de la conversion de la valeur d'actifs et de passifs monétaires libellés en monnaie étrangère au taux de change en vigueur à la fin de l'exercice est comptabilisé en résultat.

Principe de l'importance relative et recours à des appréciations et à des estimations

22. L'importance relative est un principe essentiel qui régit l'établissement et la présentation des états financiers de l'Université. Ce principe guide de manière systématique les décisions comptables relatives à la présentation et à la communication de l'information, au regroupement, à la compensation et à l'application rétrospective ou prospective des changements de méthodes comptables. De façon générale, un élément est jugé important si le fait de l'omettre ou d'en tenir compte influe sur les conclusions ou les décisions des utilisateurs des états financiers.

23. L'établissement d'états financiers conformes aux normes IPSAS suppose de recourir à des estimations, à des appréciations et à des hypothèses concernant le choix et l'application des méthodes comptables et les montants qui sont constatés pour certains éléments d'actif et de passif, certains produits et certaines charges.

24. Les estimations comptables et les hypothèses sur lesquelles elles reposent sont régulièrement examinées et les éventuelles révisions sont constatées au cours de l'exercice durant lequel elles se produisent et de tout exercice à venir qui en subirait les effets. Les principales estimations et hypothèses susceptibles d'entraîner des ajustements significatifs dans les exercices à venir comprennent l'évaluation actuarielle des avantages du personnel, la durée d'utilité et les méthodes d'amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles, la dépréciation des actifs, le classement des instruments financiers, l'évaluation des stocks, les taux d'inflation et d'actualisation servant au calcul de la valeur actualisée des provisions, et le classement des actifs et passifs éventuels.

Adoption de la norme comptable internationale du secteur public 41

25. Le 1^{er} janvier 2023, l'Université a adopté la norme IPSAS 41 (Instruments financiers), publiée en août 2018.

26. La norme IPSAS 41, qui remplace la norme IPSAS 29 (Instruments financiers : comptabilisation et évaluation), améliore grandement la pertinence des informations relatives aux actifs et passifs financiers. Les améliorations consistent en l'ajout :

- a) De règles de classification et d'évaluation des actifs financiers simplifiées ;
- b) D'un modèle prévisionnel de dépréciation ;
- c) D'un modèle flexible de comptabilité de couverture.

27. Les changements découlant de la première application de la norme prennent effet à cette date, et il n'est donc pas nécessaire de retraiter les montants de l'exercice précédent. Par conséquent, les actifs financiers, les passifs financiers, les produits à recevoir d'opérations avec ou sans contrepartie directe et le produit des placements au 31 décembre 2022 présentés dans ces états financiers ont été comptabilisés conformément aux méthodes comptables en vigueur pour les états financiers de 2022.

Nouveaux principes de classification et d'évaluation des actifs financiers

28. La norme IPSAS 41 institue une méthode de classification des actifs financiers fondée sur des principes et prévoit l'utilisation de deux critères : le modèle de gestion que suit l'entité pour ses actifs financiers et les caractéristiques des flux de trésorerie contractuels relatifs à l'actif considéré. En fonction de ces critères, les actifs financiers sont classés dans les catégories suivantes : actifs financiers évalués au coût amorti, actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais de l'actif net/situation nette et actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais du résultat.

29. Le 1^{er} janvier 2023, du fait de l'application des nouveaux critères, tous les placements des fonds de gestion centralisée des liquidités, qui relevaient précédemment de la catégorie des actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais du résultat, ont été reclassés dans la catégorie des actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais de l'actif net/situation nette. La réserve de juste valeur est comprise dans les excédents/(déficits) cumulés de l'actif net.

Nouveau modèle de dépréciation

30. Alors que le précédent modèle de dépréciation était basé sur les pertes subies, la norme IPSAS 41 institue un modèle prévisionnel de dépréciation fondé sur les pertes de crédit attendues pour la durée de vie de l'actif financier. Les pertes de crédit attendues tiennent compte des défaillances possibles et de l'évolution de la qualité de crédit des actifs financiers. Le nouveau modèle de dépréciation s'applique aux actifs financiers évalués au coût amorti et aux actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais de l'actif net/situation nette.

31. On trouvera dans le tableau ci-dessous les catégories d'évaluation prévues dans la norme IPSAS 29 et appliquées dans les états financiers de 2022 et les nouvelles catégories d'évaluation prévues par la norme IPSAS 41 et applicables aux actifs financiers de l'Université à compter du 1^{er} janvier 2023. Les catégories d'évaluation des passifs financiers de l'Université n'ont pas été modifiées.

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Catégorie d'évaluation appliquée avant l'adoption de la norme IPSAS 41</i>	<i>Valeur comptable nette au 31 décembre 2022</i>	<i>Catégorie d'évaluation prévvue par la norme IPSAS 41</i>	<i>Valeur nette comptable au 1^{er} janvier 2023</i>
Actifs financiers				
Part au prorata des placements des fonds de gestion centralisée des liquidités	Actifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat	27 764	Actifs financiers à la juste valeur par le biais de l'actif net/situation nette	27 764
Placements dans le Fonds de dotation	Actifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat	373 832	Actifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat	373 832
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 6)	Coût amorti	18 786	Coût amorti	18 786
Contributions volontaires à recevoir (note 8)	Coût amorti	42 098	Coût amorti	42 598
Créances diverses (note 9)	Coût amorti	2 865	Coût amorti	2 865

32. Le tableau ci-après présente une analyse de l'incidence du passage à la norme IPSAS 41 sur les actifs financiers et les créances de l'Université. Y sont rapprochées la valeur comptable de ces actifs et créances calculée selon la catégorie dont ils relevaient en vertu de la norme IPSAS 29, appliquée aux états financiers de 2022, et la valeur comptable calculée selon la catégorie dont ils relèvent depuis l'adoption de la norme IPSAS 41, le 1^{er} janvier 2023.

(En milliers de dollars des États-Unis)

				<i>Solde au 31 décembre 2023</i>		
	<i>Solde au 31 décembre 2022</i>	<i>Reclassement</i>	<i>Réévaluation</i>	<i>Actifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat</i>	<i>Actifs financiers à la juste valeur par le biais de l'actif net/ situation nette</i>	<i>Coût amorti</i>
Actifs financiers (placements, trésorerie et équivalents de trésorerie)						
Placements à court terme : fonds principal de gestion centralisée des liquidités (note 7)	18 706	(18 706)	—	—	18 706	—
Placements à long terme : fonds principal de gestion centralisée des liquidités (note 7)	9 058	(9 058)	—	—	9 058	—
Placements à long terme : Fonds de dotation (note 7)	373 832	—	—	373 832	—	—
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 6)	18 786	—	—	—	—	18 786
Total des actifs financiers (placements, trésorerie et équivalents de trésorerie)	420 382	(27 764)	—	373 832	27 764	18 786

				Solde au 31 décembre 2023		
	Solde au 31 décembre 2022	Reclassement	Réévaluation	Actifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat	Actifs financiers à la juste valeur par le biais de l'actif net/ situation nette	Coût amorti
Solde des créances (notes 8 et 9)	44 963	–	500	–	–	45 463
Effet total de la mise en application de la norme IPSAS 41	–	(27 764)	500	–	27 764	–

Nouvelles normes IPSAS

33. Les positions officielles attendues du Conseil des normes comptables internationales du secteur public qui devraient avoir une incidence sur les états financiers de l'Université et continuent par conséquent de faire l'objet d'un suivi concernant les éléments suivants :

a) Dans l'exposé-sondage 85, intitulé « Improvements to IPSAS, 2023 » (améliorations des normes IPSAS – 2023), le Conseil des normes IPSAS propose d'apporter des améliorations mineures aux normes IPSAS fondées sur la comptabilité d'exercice, qui découlent des publications du Conseil des normes comptables internationales ;

b) Ressources naturelles : le Conseil des normes IPSAS a approuvé l'exposé-sondage 86, intitulé « Exploration for and evaluation of mineral resources » (exploration et évaluation des ressources minérales), qui donne des orientations sur le traitement comptable des frais d'exploration et d'évaluation des ressources minérales, et l'exposé-sondage 87, intitulé « Stripping costs in the production phase of a surface mine » (frais de décapage dans la phase de production d'une mine à ciel ouvert), qui viendrait modifier la norme IPSAS 12 (Stocks) et fixe des orientations sur la comptabilisation des frais d'enlèvement des déchets dans une exploitation minière à ciel ouvert. Le Conseil a approuvé des critères de comptabilisation révisés et des propositions d'évaluation initiale, conformément à l'ouvrage Conceptual Framework for General Purpose Financial Reporting by Public Sector Entities et aux normes IPSAS relatives aux actifs corporels. Il a également décidé que les orientations relatives aux ressources naturelles devraient faire l'objet d'une norme IPSAS distincte ;

c) Location-financement dans le secteur public : le Conseil des normes IPSAS poursuivra l'examen des questions de location-financement propres au secteur public, notamment s'agissant des contrats de location à des conditions avantageuses, dans le cadre de son projet de norme concernant les ententes assimilables à des contrats de location. Il a décidé de mettre au point un exposé-sondage distinct regroupant des orientations indicatives sur les dernières ententes visées par la demande d'information relative aux contrats de location à des conditions avantageuses et aux autres ententes assimilables à des contrats de location. Ce nouvel exposé-sondage viendra compléter l'exposé-sondage 84, intitulé « Concessionary leases and right-of-use assets in-kind » (contrats de location à des conditions avantageuses et actifs au titre de droits d'utilisation sans contrepartie), et mettra à jour les normes IPSAS les plus récentes portant sur les produits et les charges de transfert ;

d) Le Conseil des normes IPSAS a examiné les objectifs, le champ d'application et les fondements conceptuels du projet de norme applicable au secteur public sur les informations à fournir en lien avec les changements climatiques. Il a

mis l'accent sur les particularités du secteur public, notamment sur son objectif principal, à savoir la prestation de services, son rôle d'orientation et de réglementation et ses diverses responsabilités à différents niveaux de l'administration ;

e) Les membres du Conseil des normes IPSAS se sont mis d'accord sur un document de consultation relatif à la présentation des états financiers dans lequel serait envisagée la possibilité d'utiliser différentes méthodes de présentation dans les normes IPSAS. La diversification des méthodes de présentation se justifie par la flexibilité accrue qu'elle offrirait aux entités du secteur public, qui pourraient ainsi choisir la méthode la plus pertinente pour leurs utilisateurs.

34. Le Conseil des normes IPSAS a publié les normes suivantes :

a) La norme IPSAS 43 (Contrats de location), qui a été publiée en janvier 2022 et entrera en vigueur le 1^{er} janvier 2025 ;

b) La norme IPSAS 44 (Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées), qui a été publiée en mai 2022 et entrera en vigueur le 1^{er} janvier 2025 ;

c) La norme IPSAS 45 (Immobilisations corporelles), qui a été publiée en mai 2023 et entrera en vigueur le 1^{er} janvier 2025 ;

d) La norme IPSAS 46 (Évaluation), qui a été publiée en mai 2023 et entrera en vigueur le 1^{er} janvier 2025 ;

e) La norme IPSAS 47 (Produits), qui a été publiée en mai 2023 et entrera en vigueur le 1^{er} janvier 2026 ;

f) La norme IPSAS 48 (Charges de transfert), qui a été publiée en mai 2023 et entrera en vigueur le 1^{er} janvier 2026 ;

g) La norme IPSAS 49 (Régimes de retraite), qui a été approuvée en septembre 2023 et entrera en vigueur le 1^{er} janvier 2026.

35. On s'attend à ce que ces normes aient les effets suivants sur les états financiers de l'Université, y compris ceux de la période de comparaison :

Norme	Conséquences prévues pour la première année d'application
IPSAS 43	La norme IPSAS 43 (Contrats de location) a remplacé la norme IPSAS 13 (Contrats de location) et vise à faire coïncider les directives avec la norme IFRS 16. Elle comporte une nouvelle définition des termes « contrat » et « contrat de location » et prescrit un modèle de comptabilisation et d'évaluation du droit d'utilisation pour tous les contrats de location, à l'exception des contrats de location de courte durée et des contrats de location d'actifs de faible valeur, qui en sont exempts. Elle donne également des orientations supplémentaires sur l'application du modèle des risques et avantages pour les bailleurs. L'Université a l'obligation d'appliquer cette norme à partir de l'exercice qui sera clos le 31 décembre 2025. Ses effets sur l'année civile 2024 continueront d'être évalués avant le 1 ^{er} janvier 2025, date d'entrée en vigueur de la norme. L'élargissement de la définition des contrats de location devrait entraîner la comptabilisation d'un plus grand nombre d'accords contraignants comme étant des contrats de location et, par conséquent, l'augmentation du montant des passifs afférents aux contrats de location et des actifs liés aux droits d'utilisation.
IPSAS 44	La norme IPSAS 44 (Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées), qui s'inscrit dans le prolongement de la norme IFRS 5, définit les modalités de comptabilisation des actifs détenus en vue de la vente et les modalités de présentation des activités abandonnées et de communication de l'information y

Norme	Conséquences prévues pour la première année d'application
	<p>relative. L'Université a l'obligation d'appliquer cette norme à partir de l'exercice qui sera clos le 31 décembre 2025. Elle évaluera les effets de la norme de façon à être prête à l'appliquer à compter du 1^{er} janvier 2025, date fixée pour l'entrée en vigueur. Compte tenu des définitions arrêtées et du champ d'application de la norme, les dispositions relatives à la comptabilisation et à l'évaluation ne devraient pas, à première vue, avoir d'incidence significative sur l'Université ; en effet, les modifications relatives à la présentation des activités abandonnées et la communication de l'information y relative ne s'appliqueront qu'aux activités qui seront effectivement abandonnées à compter du 1^{er} janvier 2025.</p>
IPSAS 45	<p>La norme IPSAS 45 (Immobilisations corporelles), qui remplace la norme IPSAS 17 (Immobilisations corporelles), prévoit la comptabilisation des biens patrimoniaux, auxquels la norme 17 ne s'appliquait pas, contient des guides d'application et de mise en œuvre des dispositions concernant les infrastructures et prend en compte les effets de l'évaluation des immobilisations corporelles prévue dans la norme IPSAS 46. Ses effets seront évalués avant le 1^{er} janvier 2025, date de son entrée en vigueur.</p>
IPSAS 46	<p>Première norme du Conseil des normes IPSAS consacrée à l'évaluation, la norme IPSAS 46 (Évaluation) se fonde sur la norme IFRS 13 (Évaluation de la juste valeur), à laquelle viennent s'ajouter des éléments spécifiques au secteur public, notamment la base d'évaluation de la valeur opérationnelle actuelle.</p> <p>Les effets de la norme IPSAS 46 seront évalués avant le 1^{er} janvier 2025, date de son entrée en vigueur. L'Université ne devrait pas revenir sur son choix d'appliquer le principe comptable du coût historique aux immobilisations corporelles et incorporelles à la suite de l'adoption de cette norme.</p>
IPSAS 47	<p>La norme IPSAS 47 (Produits) remplace les trois normes suivantes relatives aux produits :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) la norme IPSAS 9 (Produits des opérations avec contrepartie directe) ; b) la norme IPSAS 11 (Contrats de construction) ; c) la norme IPSAS 23 [Produits des opérations sans contrepartie directe (impôts et transferts)]. <p>Fondée sur l'ouvrage Conceptual Framework for General Purpose Financial Reporting by Public Sector Entities du Conseil des normes IPSAS, la norme IPSAS 47 présente deux modèles comptables applicables en fonction de l'existence ou non d'un accord contraignant. Lorsqu'un tel accord existe, les produits sont comptabilisés selon la méthode préconisée dans la norme IFRS 15 (Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients). Dans le cas contraire, le modèle comptable est conforme aux principes fondamentaux de la norme IPSAS 23.</p> <p>L'application de la norme IPSAS 47 sera obligatoire à compter de l'exercice qui sera clos le 31 décembre 2026. Les effets de cette norme seront évalués avant le 1^{er} janvier 2026, date de son entrée en vigueur.</p>
IPSAS 48	<p>La norme IPSAS 48 (Charges de transfert) donne des orientations sur le traitement comptable des charges de transfert. Fondée sur l'ouvrage Conceptual Framework for General Purpose Financial Reporting by Public Sector Entities, elle présente deux modèles comptables applicables en fonction de l'existence ou non d'un accord contraignant.</p>

Norme	Conséquences prévues pour la première année d'application
	L'Université a l'obligation d'appliquer la norme 48 à partir de l'exercice qui sera clos le 31 décembre 2026. Les effets de cette norme seront évalués avant le 1 ^{er} janvier 2026, date de son entrée en vigueur.
IPSAS 49	<p>La norme IPSAS 49 (Régimes de retraite) correspond à la Norme comptable internationale 26 (Comptabilité et rapports financiers des régimes de retraite) et donne des directives concernant le traitement comptable et les rapports financiers des régimes de retraite du secteur public, dont l'objectif est de verser des prestations aux retraités du secteur public et à d'autres participants éligibles. Elle s'appliquera à tout régime de retraite qui établit des états financiers selon la méthode de la comptabilité d'exercice. Elle ne couvre pas d'autres formes d'avantages sociaux comme les indemnités de fin de contrat de travail ou les régimes d'assurance maladie et de protection sociale.</p> <p>L'Université a l'obligation d'appliquer la norme 49 à partir de l'exercice qui sera clos le 31 décembre 2026. La norme IPSAS 49 ne devrait pas, à première vue, avoir d'incidence sur l'information financière des opérations de l'Université. Ses effets seront évalués en détail avant le 1^{er} janvier 2026, date de son entrée en vigueur.</p>

Note 3**Principales méthodes comptables***Comptabilisation et classement des actifs financiers*

36. Le classement des actifs financiers est essentiellement fonction de l'objectif visé au moment de l'acquisition des instruments financiers. L'Université détermine la catégorie à laquelle appartiennent ses actifs financiers (voir ci-après) au moment de la comptabilisation initiale, puis réévalue ce classement à chaque date de clôture. Le nouveau classement découlant de la mise en application de la norme IPSAS 41 au 1^{er} janvier 2023 est présenté dans la note 2.

Classement	Actifs financiers
Actifs évalués à la juste valeur par le biais de l'actif net/situation nette	Placements dans les fonds de gestion centralisée des liquidités
Juste valeur par le biais du résultat	Placements dans le Fonds de dotation
Coût amorti	Trésorerie et équivalents de trésorerie et créances

37. Tous les actifs financiers sont initialement comptabilisés à la juste valeur. Ceux qui entrent dans la catégorie des prêts et créances sont initialement constatés par l'Université à la date d'émission. Tous les autres actifs financiers le sont à la date de transaction, c'est-à-dire la date à laquelle l'Université devient partie aux dispositions contractuelles qui les régissent.

38. Les actifs financiers qui, à la date de clôture, ont une échéance à plus de 12 mois sont classés comme actifs non courants dans les états financiers. La valeur des actifs détenus dans d'autres monnaies est convertie en dollars des États-Unis au taux de change opérationnel de l'ONU en vigueur à la date de clôture, le montant net des écarts étant comptabilisé en charges ou en produits.

39. Les actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais du résultat désignent ceux qui ont été classés comme tels lors de leur comptabilisation initiale, sont détenus à des fins de transaction ou sont acquis essentiellement pour être cédés à court terme. Depuis la mise en application de la norme IPSAS 41, ils ont été reclassés dans la

catégorie des actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais de l'actif net/situation nette, à la suite d'une évaluation des caractéristiques des flux de trésorerie contractuels et en raison du modèle que suit l'Université pour la gestion de ces actifs, qui consiste à la fois à percevoir des flux de trésorerie contractuels et à vendre les actifs financiers. Ils sont constatés à leur juste valeur à chaque date de clôture, les gains ou pertes résultant des variations de cette valeur étant comptabilisés en situation nette l'exercice durant lequel ils se produisent.

40. Les prêts et créances sont des actifs financiers non dérivés à paiements fixes ou déterminables non cotés sur un marché actif. Ils sont initialement comptabilisés à la juste valeur majorée des coûts de transaction, puis évalués au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les intérêts créditeurs sont comptabilisés *prorata temporis* selon la méthode du taux d'intérêt effectif de l'actif financier considéré.

41. Les actifs financiers sont évalués à chaque date de clôture pour déterminer s'il existe une indication objective de dépréciation, par exemple une défaillance ou un retard de paiement de la contrepartie ou une réduction permanente de la valeur de l'actif. Les dépréciations sont constatées en charges dans les comptes de l'exercice durant lequel elles se produisent.

42. Les actifs financiers sont décomptabilisés au moment de l'expiration ou de la cession des droits à des flux de trésorerie, lorsque l'Université a transféré la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété de ces instruments. Les actifs et passifs financiers sont compensés et le solde net est présenté dans l'état de la situation financière lorsque l'entité a un droit juridiquement exécutoire de compenser les montants comptabilisés et a l'intention soit de régler le montant net, soit de réaliser l'actif et de régler le passif simultanément.

Placements dans les fonds de gestion centralisée des liquidités

43. La Trésorerie de l'ONU investit les ressources mises en commun par les entités du Secrétariat et d'autres participants dans deux fonds de gestion centralisée des liquidités gérés en interne. La participation à ces fonds suppose de partager les risques et le rendement des placements avec les autres participants. Les ressources étant combinées et investies en commun, chaque participant est exposé au risque général pesant sur le portefeuille des placements à hauteur des liquidités investies.

44. Les montants investis par l'Université dans les fonds de gestion centralisée sont comptabilisés, en fonction de l'échéance de l'investissement considéré, en tant que trésorerie et équivalents de trésorerie, placements à court terme ou placements à long terme.

45. Les fonds investis font l'objet d'une évaluation des pertes de crédit attendues pour l'exercice, laquelle est menée par Fitch Ratings, société de services de notation, de recherche et d'analyse pour les marchés financiers mondiaux. Les pertes de crédit attendues pour chaque placement sont calculées sur la base de la note de défaut émetteur attribuée par Fitch en fonction du type d'émetteur. Les taux de défaut attendus sont calculés par Fitch à partir de données couvrant une période de 32 ans (1990-2022). La note attribuée par Fitch par type d'émetteur est calculée pour chaque position. Le taux de défaut est obtenu à partir de la matrice de transition propre au type d'émetteur concerné (entité supranationale, État, société).

46. Adeptes d'une stratégie et d'un modèle d'investissement conservateurs et peu enclins au risque, l'ONU n'investit pas dans des placements risqués et de faible qualité. Par conséquent, la note de défaut de la plupart des placements est nulle, du fait de l'absence d'antécédents de non-recouvrement. L'Université évalue donc les pertes de crédit attendues à la fin de chaque exercice et prévoit des dépréciations en cas de pertes significatives.

Placements du Fonds de dotation

47. Le Fonds de dotation est constitué des contributions des donateurs qui sont spécifiquement conservées au bénéfice de l'Université. Les ressources qui s'y trouvent sont constamment investies pour dégager des recettes qui servent à financer les activités et le fonctionnement de l'Université.

48. Les placements du Fonds de dotation de l'Université sont comptabilisés, en fonction de l'échéance de l'investissement considéré, en tant que trésorerie et équivalents de trésorerie, placements à court terme ou placements à long terme. La norme IPSAS 41 n'a eu aucune retombée sur le Fonds de dotation.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

49. La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent les fonds en caisse et les fonds en banque, ainsi que les titres de placement à court terme à forte liquidité dont l'échéance est inférieure ou égale à trois mois à compter de la date d'acquisition.

Produits à recevoir d'opérations sans contrepartie directe : contributions à recevoir

50. Les contributions à recevoir sont des produits non encore encaissés au titre des contributions volontaires que les États Membres, les États non membres et d'autres donateurs s'engagent à verser à l'Université dans le cadre d'accords opposables. Il s'agit de produits à recevoir d'opérations sans contrepartie directe qui sont constatés à la valeur nominale minorée des montants considérés comme irrécouvrables (correction de valeur pour pertes). Lorsqu'elles sont d'un montant significatif, les créances relatives aux contributions volontaires arrivant à échéance dans plus de 12 mois sont comptabilisées à la valeur actualisée selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les créances relatives aux contributions volontaires, les créances client et les créances diverses sont dépréciées sur la base du modèle des pertes de crédit attendues en fonction du type de donateur ou de client.

Contributions volontaires à recevoir

51. Les contributions volontaires à recevoir présentent des caractéristiques distinctes de celles des contributions à recevoir conventionnelles classées comme actifs financiers :

a) Variabilité des montants : du fait qu'elles sont de nature volontaire, les contributions volontaires à recevoir peuvent être de montants variés, ceux-ci étant susceptibles de fluctuer en fonction des besoins de financement futurs pour la mise en œuvre des projets et des intentions des donateurs ;

b) Flexibilité des dates annoncées : les dates relatives aux contributions volontaires à recevoir sont très flexibles et peuvent être adaptées en fonction de la progression des projets pertinents.

52. La variabilité des montants promis et la flexibilité des dates annoncées entraînent des difficultés substantielles pour ce qui est d'estimer la correction de valeur pour pertes des contributions volontaires à recevoir. L'expérience a montré que le montant des contributions volontaires comptabilisées en pertes par rapport à la valeur globale des contributions volontaires à recevoir est relativement faible. Par conséquent, l'Université évalue la correction de valeur pour pertes de ces contributions au cas par cas, la fixant à 100 % pour les créances non acquittées qu'elle estime irrécouvrables.

Produits à recevoir d'opérations avec contrepartie directe : créances diverses

53. Les créances diverses comprennent essentiellement les sommes à recevoir pour les biens et services fournis à d'autres entités, les sommes à recevoir au titre des contrats de location simple et les sommes à recevoir du personnel. Les créances sur d'autres entités des Nations Unies présentant des états financiers entrent également dans cette catégorie.

54. Les créances diverses sont regroupées par catégorie de clients présentant des caractéristiques homogènes, par exemple les mêmes habitudes de règlement des dettes. L'évolution des soldes impayés est évaluée sur plusieurs années afin de déterminer le taux de transition historique. Le taux de transition est réévalué à la fin de chaque exercice et appliqué au solde des créances non acquittées pour déterminer la correction de valeur pour pertes.

Autres éléments d'actif

55. Les autres éléments d'actif comprennent les avances sur les indemnités pour frais d'études et les charges payées d'avance qui sont inscrites à l'actif jusqu'à la livraison des biens ou la fourniture des services par l'autre partie, après quoi une charge est constatée.

Stocks

56. Les soldes relatifs aux stocks sont comptabilisés dans les actifs courants et entrent dans la catégorie suivante :

<i>Catégorie</i>	<i>Sous-catégories</i>
Biens destinés à la vente ou à la distribution	Ouvrages et publications

57. Le coût des stocks est calculé selon la méthode du coût moyen. Il comprend le prix d'acquisition majoré de tous les autres coûts imputables au transfert de l'actif jusqu'à son lieu d'exploitation et à sa mise en état. Les stocks acquis dans le cadre d'opérations sans contrepartie directe, c'est-à-dire les dons, sont évalués à la juste valeur à la date d'acquisition. Les stocks destinés à la vente sont évalués au coût d'acquisition ou à la valeur nette de réalisation si celle-ci est moindre. Ceux destinés à être distribués pour un coût zéro ou symbolique ou pour être intégrés dans la production de biens ou de services sont évalués au coût d'acquisition ou au coût de remplacement si celui-ci est moindre.

58. La valeur comptable des stocks est passée en charges lorsqu'ils sont vendus, échangés, distribués ou consommés par l'Université. La valeur nette de réalisation correspond au montant net attendu de la vente de stocks dans le cours normal des activités. Le coût de remplacement correspond aux frais estimatifs à engager pour acquérir le bien considéré.

59. Les stocks sont soumis à des vérifications physiques en fonction de la valeur que l'administration leur attribue ou du niveau de risque qu'elle y associe. On estime leur valeur en déduisant les dépréciations opérées entre le coût et le coût de remplacement ou la valeur nette de réalisation, qui sont comptabilisées en résultat.

Biens patrimoniaux

60. Les biens patrimoniaux ne sont pas comptabilisés à l'actif, mais les opérations les concernant sont signalées dans les notes y relatives lorsqu'elles sont importantes.

Immobilisations corporelles

61. Les immobilisations corporelles sont classées dans différentes catégories selon leur nature, leur fonction, leur durée d'utilité et la méthode d'évaluation utilisée, par exemple : véhicules ; matériel de communication et matériel informatique ; matériel et outillage ; mobilier et agencements ; biens immobiliers (terrains, bâtiments, améliorations locatives, infrastructures et immobilisations en cours). Elles sont comptabilisées comme suit :

a) Les actifs corporels sont portés en immobilisations lorsque leur coût unitaire est supérieur ou égal au seuil de 5 000 dollars ou à 100 000 dollars dans le cas des améliorations locatives et des actifs produits par l'entité pour elle-même ;

b) Toutes les immobilisations corporelles autres que les biens immobiliers sont comptabilisées au coût historique minoré du cumul des amortissements et des dépréciations. Le coût historique comprend le prix d'acquisition, tous les coûts directement imputables au transfert de l'actif jusqu'à son lieu d'exploitation et à sa mise en état, et l'estimation initiale des frais de démantèlement de l'actif et de remise en état du site ;

c) Faute d'informations sur le coût historique, les actifs immobiliers (bâtiments et infrastructures) ont été initialement comptabilisés à leur juste valeur selon la méthode du coût de remplacement net d'amortissement lors de la première application des normes IPSAS. Cette méthode consiste à calculer le coût par unité de mesure (par exemple le coût au mètre carré) en recueillant des données sur les coûts de construction, en utilisant des données internes sur les coûts (lorsqu'il en existe) ou en recourant à des estimateurs de coûts externes pour chaque catégorie de biens immobiliers, puis en multipliant ce coût unitaire par la surface hors œuvre du bien pour obtenir le coût de remplacement à l'état neuf. Pour déterminer le coût de remplacement net d'amortissement d'un bien, des provisions pour amortissement sont déduites du coût de remplacement à l'état neuf, afin de prendre en compte l'utilisation physique, fonctionnelle et économique du bien. Tout nouvel actif immobilier est comptabilisé au coût historique ;

d) Pour les immobilisations corporelles acquises à un coût zéro ou à un prix symbolique, notamment les biens reçus en don, la juste valeur à la date d'acquisition est considérée comme étant le coût d'acquisition.

62. L'amortissement des immobilisations corporelles est opéré sur leur durée d'utilité estimée selon la méthode de l'amortissement linéaire à hauteur de la valeur comptable résiduelle, sauf pour les terrains et les immobilisations en cours, qui ne sont pas amortis. Comme tous les composants d'un bâtiment n'ont ni la même durée d'utilité ni le même calendrier d'entretien, de rénovation ou de remplacement, l'amortissement des grands composants des bâtiments appartenant à l'Université se fait composant par composant. L'amortissement est opéré à compter du mois durant lequel l'Université prend le contrôle du bien au sens des Incoterms (règles internationales pour l'interprétation des termes commerciaux) jusqu'à la fin du mois qui précède le retrait du service ou la cession de l'immobilisation. Compte tenu de l'utilisation attendue des immobilisations corporelles, il est considéré que la valeur résiduelle est égale à zéro, sauf lorsqu'il est probable qu'elle sera significative. Le tableau ci-après indique la durée d'utilité estimée de différentes catégories d'immobilisations corporelles :

<i>Catégorie</i>	<i>Sous-catégorie</i>	<i>Durée d'utilité estimée</i>
Matériel informatique et matériel de communication	Matériel informatique	4 ans
	Matériel de communication et matériel audiovisuel	7 ans
Véhicules	Véhicules légers	6 ans
	Véhicules lourds et véhicules de soutien génie	12 ans
	Véhicules spécialisés, remorques et attelages	6 à 12 ans
	Navires	10 ans
Matériel et outillage	Matériel léger du génie et matériel léger de construction	5 ans
	Matériel médical	5 ans
	Matériel de sécurité et de sûreté	5 ans
	Matériel de détection des mines et de déminage	5 ans
	Matériel d'hébergement et de réfrigération	6 ans
	Matériel de traitement de l'eau et de distribution du carburant	7 ans
	Matériel de transport	7 ans
	Matériel lourd du génie et matériel lourd de construction	12 ans
Mobilier et agencements	Matériel d'impression et de publication	20 ans
	Bibliothèque : ouvrages de référence	3 ans
	Matériel de bureau	4 ans
	Agencements et aménagements	7 ans
Bâtiments	Mobilier	10 ans
	Structures temporaires et structures mobiles	7 ans
	Structures permanentes (selon le type)	25, 40 ou 50 ans
	Principaux composants des bâtiments (extérieur, toiture, intérieur et services/équipements collectifs) (comptabilisation par composants)	20 à 50 ans
Infrastructure	Contrats de location-financement et droits d'usage cédés sans contrepartie	Durée de l'arrangement ou durée d'utilité du bâtiment si celle-ci est plus courte
	Télécommunications, énergie, protection, transports, gestion des déchets et des eaux, détente, aménagements paysagers	Jusqu'à 50 ans
Améliorations locatives	Agencements, aménagements et travaux de construction mineurs	Durée du bail ou 5 ans si cette durée est plus courte

63. Dans des cas exceptionnels, la durée d'utilité constatée pour certains actifs peut différer de celle prescrite pour la sous-catégorie à laquelle ils appartiennent, comme indiqué ci-dessus, mais elle reste dans la fourchette correspondant à leur catégorie. En effet, lors de l'établissement du solde d'ouverture conforme aux normes IPSAS pour 2014, l'Université s'est intéressée de près à la durée d'utilité économique résiduelle des actifs et a inscrit celle-ci dans les fiches articles.

64. Lorsque des immobilisations corporelles intégralement amorties mais toujours en service conservent une valeur significative, le montant du cumul des amortissements et des immobilisations corporelles présenté dans les états financiers incorpore des ajustements visant à tenir compte d'une valeur résiduelle de 10 % du coût historique, établie à l'issue d'une analyse des catégories et des durées d'utilité des actifs visés.

65. Pour évaluer les immobilisations corporelles après leur comptabilisation initiale, l'Université a choisi d'appliquer le modèle du coût plutôt que celui de la réévaluation. Les dépenses engagées après l'acquisition initiale d'un actif ne sont comptabilisées en immobilisations que s'il est probable que l'Université bénéficiera des avantages économiques futurs ou du potentiel de service associés au bien considéré et que les dépenses ultérieures seront supérieures au seuil de comptabilisation initiale. Les frais de réparation et d'entretien sont comptabilisés dans les charges de l'exercice durant lequel ils sont engagés.

66. Il y a gain ou perte sur sortie ou transfert d'immobilisations corporelles lorsque les produits des cessions ou des transferts diffèrent de la valeur comptable de l'immobilisation considérée. De tels écarts sont comptabilisés en produits divers ou en charges diverses.

67. Il est procédé à des tests de dépréciation lors de l'inventaire physique annuel ou lorsque, en raison d'un événement ou d'un changement de circonstances, la valeur comptable pourrait ne pas être recouvrée. Les terrains, les bâtiments et les infrastructures dont la valeur nette comptable en fin d'exercice est supérieure à 100 000 dollars par unité font l'objet d'un test de dépréciation à chaque date de clôture. Pour les autres immobilisations corporelles (hors immobilisations en cours et améliorations locatives), le seuil est fixé à 5 000 dollars.

Immobilisations incorporelles

68. Les immobilisations incorporelles sont comptabilisées au coût historique, minoré du cumul des amortissements et dépréciations. Pour celles qui ont été acquises à un coût zéro ou à un prix symbolique, notamment les biens reçus en don, la juste valeur à la date d'acquisition est considérée comme étant le coût d'acquisition. Le seuil d'immobilisation est fixé à 100 000 dollars par unité pour les actifs incorporels développés en interne et à 5 000 dollars par unité pour les actifs incorporels acquis à l'extérieur.

69. Le coût des licences d'utilisation de logiciels acquises à l'extérieur est porté à l'actif en tenant compte des dépenses engagées pour acquérir et mettre en service ces logiciels. Les coûts directement associés au développement de logiciels destinés à l'Université sont comptabilisés comme immobilisations incorporelles. Ils comprennent les charges afférentes aux membres du personnel ayant pris part au développement, les dépenses liées aux services de consultants et des frais généraux. Les immobilisations incorporelles qui ont une durée d'utilité bien définie sont totalement amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire, le point de départ étant le mois d'acquisition ou la date à laquelle elles deviennent opérationnelles. Le tableau ci-après indique la durée d'utilité estimée des principales catégories d'immobilisations incorporelles.

<i>Catégorie</i>	<i>Durée d'utilité estimée (années)</i>
Licences et droits	2 à 6 (durée de la licence ou du droit d'utilisation)
Logiciels acquis à l'extérieur	3 à 10 ans
Logiciels développés en interne	3 à 10 ans
Droits d'auteur	3 à 10 ans
Actifs en cours de développement	Pas d'amortissement

70. Il est procédé à des tests de dépréciation annuels lorsque les immobilisations incorporelles sont en cours de développement ou lorsqu'elles ont une durée d'utilité indéfinie. Pour les autres immobilisations incorporelles, il n'est procédé à un test que si des éléments indiquant une dépréciation ont été mis en évidence.

Classement des passifs financiers

71. Les passifs financiers sont classés dans la catégorie Autres passifs financiers. Ils comprennent les dettes, les transferts à payer, les fonds non dépensés détenus aux fins de futurs remboursements et d'autres éléments de passif tels que les sommes dues à d'autres entités du système des Nations Unies présentant des états financiers. Les passifs financiers ainsi classés sont initialement constatés à la juste valeur puis évalués à leur coût amorti. Ceux dont la durée est inférieure à 12 mois sont constatés à leur valeur nominale. L'Université réévalue le classement des passifs financiers à chaque date de clôture et cesse de comptabiliser ceux de ces éléments pour lesquels ses obligations contractuelles sont éteintes, ont été levées ou annulées, ou ont expiré. L'adoption de la norme IPSAS 41 n'a eu aucune retombée sur la classification et l'évaluation des passifs financiers de l'Université.

Passifs financiers : dettes et charges à payer

72. Les dettes et charges à payer se rapportent à l'achat de biens et services reçus mais non réglés à la date de clôture. Les dettes sont constatées puis évaluées à leur valeur nominale car elles doivent généralement être réglées dans les 12 mois.

Encaissements par anticipation et autres éléments de passif

73. Les encaissements par anticipation et autres éléments de passif comprennent les paiements reçus d'avance au titre d'opérations avec contrepartie directe, les passifs liés aux dispositifs de financement conditionnel et d'autres produits comptabilisés d'avance.

Contrats de location

L'Université est le preneur

74. Les contrats de location d'immobilisations corporelles qui transfèrent à l'Université la quasi-totalité des risques et des avantages inhérents à la propriété constituent des contrats de location-financement. Ils sont comptabilisés à l'actif au début du bail à la juste valeur du bien loué ou à la valeur actuelle des paiements minimaux au titre de la location si celle-ci est moindre. Les loyers, nets des frais financiers, sont inscrits au passif. Les biens acquis en vertu de contrats de location-financement sont amortis conformément aux méthodes appliquées aux immobilisations corporelles. L'élément intérêts des paiements au titre de la location

est comptabilisé en charges selon la méthode du taux d'intérêt effectif sur la durée du bail.

75. Les contrats de location qui ne transfèrent pas à l'Université la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété constituent des contrats de location simple. Les paiements au titre de ces contrats sont comptabilisés en charges selon la méthode linéaire sur la durée du bail.

Droits d'usage cédés sans contrepartie

76. L'Université se voit fréquemment accorder le droit d'occuper des terrains et des immeubles et d'utiliser des infrastructures, du matériel et de l'outillage dans le cadre d'accords de cession de droits d'usage sans contrepartie conclus essentiellement avec les autorités des pays hôtes pour un coût zéro ou symbolique. Ces accords sont assimilés à des contrats de location simple ou à des contrats de location-financement selon que l'évaluation qui leur est consacrée montre que le contrôle de l'actif sous-jacent a été transféré ou non à l'Université.

77. Lorsque l'accord de cession de droits d'usage sans contrepartie est assimilé à un contrat de location simple, un montant correspondant à la valeur locative annuelle ou de biens analogues est comptabilisé en charges et en produits. Lorsque l'accord est assimilé à un contrat de location-financement (qui, pour les bâtiments, ont généralement une durée supérieure à 35 ans), la juste valeur marchande du bien considéré est inscrite à l'actif et amortie sur la durée d'utilité du bien ou sur la durée du bail, si celle-ci est moindre. En outre, le même montant est inscrit au passif et comptabilisé progressivement en produits sur toute la durée du bail. Les accords de cession de droits d'usage concernant des terrains sont assimilés à des contrats de location simple lorsqu'ils ne confèrent pas à l'Université le contrôle exclusif des terrains ou lorsque le transfert du titre de propriété est assujéti à des restrictions.

78. Un terrain dont le titre de propriété est transféré à l'Université sans restriction est traité comme une immobilisation corporelle reçue en don et constaté à la juste valeur à la date d'acquisition.

79. Le seuil de comptabilisation des produits et charges au titre des droits d'usage cédés sans contrepartie est une valeur locative annuelle égale à 5 000 dollars par unité dans le cas des bâtiments et à 5 000 dollars par unité dans le cas du matériel et de l'outillage.

Avantages du personnel

80. On entend par « personnel » les fonctionnaires, au sens de l'Article 97 de la Charte des Nations Unies, dont l'emploi et la relation contractuelle avec l'Université sont définis par une lettre de nomination conformément aux règles promulguées par l'Assemblée générale en application du paragraphe 1 de l'Article 101 de la Charte. Le terme désigne également certains vacataires employés par l'Université. Les avantages du personnel se décomposent en avantages à court terme, avantages à long terme, avantages postérieurs à l'emploi et indemnités de fin de contrat de travail.

Avantages à court terme du personnel

81. Les avantages à court terme désignent les avantages (autres que les indemnités de fin de contrat de travail) payables dans les 12 mois qui suivent la fin de l'exercice pendant lequel les membres du personnel ont fourni les services y ouvrant droit. Ils comprennent les prestations liées à une première ou à une nouvelle affectation (prime d'affectation), les prestations périodiques journalières, hebdomadaires ou mensuelles (traitements, prestations et indemnités), les absences rémunérées (congrés de maladie, congé de maternité ou de paternité) et d'autres avantages à court terme (capital-décès,

indemnité pour frais d'études, remboursement d'impôts et paiement des voyages au titre du congé dans les foyers) accordés, en fonction des services fournis, au personnel employé durant la période considérée. Tous les avantages qui sont acquis mais n'ont pas été payés à la date de clôture sont assimilés à des passifs courants.

Avantages postérieurs à l'emploi

82. Les avantages postérieurs à l'emploi comprennent l'assurance maladie après la cessation de service, les prestations liées au rapatriement après la cessation de service et les pensions servies par la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies.

Régimes à prestations définies

83. Les avantages suivants relèvent de régimes à prestations définies : l'assurance maladie après la cessation de service, les prestations liées au rapatriement (avantages postérieurs à l'emploi) et le versement en compensation des jours de congé accumulés à la cessation de service (autres avantages à long terme). Dans un régime à prestations définies, l'Université assume les risques actuariels du fait qu'elle est tenue de payer les prestations convenues. Le passif lié à ces régimes est constaté à la valeur actualisée des engagements afférents aux prestations. Les variations du passif, à l'exception de celles dues aux écarts actuariels, sont comptabilisées l'exercice où elles se produisent. L'Université a choisi de constater directement en situation nette les variations du passif lié aux régimes à prestations définies qui sont dues aux écarts actuariels. À la fin de l'exercice considéré, elle ne détenait pas d'actifs d'un régime à prestations définies au sens de la norme IPSAS 39 (Avantages du personnel).

84. Les engagements au titre des régimes à prestations définies sont calculés par des actuaires indépendants selon la méthode des unités de crédit projetées. Leur valeur actuelle est déterminée par actualisation du montant estimatif des futurs décaissements au moyen du taux d'intérêt d'obligations d'entreprises de première catégorie ayant des échéances proches de celles des paiements prévus par les différents régimes.

85. **Assurance maladie après la cessation de service.** L'assurance maladie après la cessation de service offre une couverture mondiale des frais médicaux nécessaires engagés par les anciens fonctionnaires qui remplissent les conditions requises et les personnes à leur charge. À la cessation de service, les fonctionnaires et les personnes à leur charge peuvent choisir de s'affilier à un régime d'assurance maladie à prestations définies des Nations Unies pour autant qu'ils remplissent certaines conditions, notamment avoir été affiliés pendant 10 ans à un régime d'assurance maladie des Nations Unies pour les fonctionnaires recrutés après le 1^{er} juillet 2007 et pendant cinq ans pour ceux recrutés avant cette date. Les engagements au titre de l'assurance maladie après la cessation de service correspondent à la valeur actualisée du subventionnement par l'Université des primes d'assurance maladie des retraités et aux droits à prestations acquis par les fonctionnaires en activité. L'évaluation des engagements au titre de l'assurance maladie après la cessation de service consiste notamment à prendre en compte les primes de tous les participants pour calculer les engagements résiduels de l'Université. Les primes payées par les retraités sont déduites du montant brut des engagements, de même qu'une partie des primes des fonctionnaires en activité, pour parvenir au montant des engagements résiduels de l'Université, conformément aux ratios de partage des coûts approuvés par l'Assemblée générale.

86. **Prestations liées au rapatriement.** À la cessation de service, les fonctionnaires qui remplissent certaines conditions, dont celle de résider en dehors de leur pays de nationalité au moment où ils cessent leurs fonctions, ont droit à une prime de

rapatriement dont le montant est fonction de l'ancienneté, ainsi qu'au remboursement des frais de voyage et de déménagement. Un passif est constaté à partir du moment où le ou la fonctionnaire commence à travailler pour l'Université et il est comptabilisé à la valeur actualisée du montant estimé nécessaire pour régler les droits à prestations.

87. **Congé annuel.** Les engagements au titre des congés annuels se rapportent à des jours de congé accumulés qui ouvrent droit à un règlement pécuniaire du reliquat à la cessation de service. L'Organisation comptabilise au passif la valeur actuarielle totale à la date de clôture des reliquats de congés payés de tous les fonctionnaires, à concurrence de 60 jours (18 jours pour le personnel temporaire). La détermination des engagements au titre des congés annuels se fait selon la méthode du dernier entré, premier sorti, le personnel étant appelé à faire valoir ses droits à congé acquis pendant la période considérée avant les jours de congé accumulés au cours des périodes antérieures. Dans la pratique, les jours de congé accumulés sont pris plus de 12 mois après la fin de la période pendant laquelle ils ont été acquis ; globalement, le nombre de jours de congé accumulés augmente, laissant prévoir que des reliquats de congé donneront lieu à des versements compensatoires au moment de la cessation de service, ce qui constitue le véritable passif de l'Université. Les prestations liées aux jours de congé accumulés correspondant à la sortie de ressources économiques pour l'Université à la cessation de service sont donc classées comme autres avantages à long terme ; en revanche, la part des jours de congé accumulés qui devrait donner lieu à paiement dans les 12 mois qui suivent la date de clôture est considérée comme un passif courant. Conformément à la norme IPSAS 39 (Avantages du personnel), les autres avantages à long terme doivent être évalués de la même façon que les avantages postérieurs à l'emploi ; par conséquent, l'Université évalue ses engagements au titre des jours de congé accumulés de la même façon qu'un avantage postérieur à l'emploi relevant d'un régime à prestations définies faisant l'objet d'évaluations actuarielles.

Régime de retraite : Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies

88. L'Université est affiliée à la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies, qui a été créée par l'Assemblée générale pour servir des prestations de retraite, de décès ou d'invalidité et des prestations connexes. Le régime de la Caisse des pensions est un régime multiemployeur à prestations définies financé par capitalisation. L'alinéa b) de l'article 3 des Statuts de la Caisse précise que peuvent s'affilier à cette dernière les institutions spécialisées et toute autre organisation intergouvernementale internationale qui applique le régime commun de traitements, indemnités et autres conditions d'emploi de l'ONU et des institutions spécialisées.

89. Le régime expose les organisations affiliées à la Caisse aux risques actuariels associés au personnel, présent et passé, d'autres organisations, ce qui fait qu'il n'existe pas de base cohérente et fiable pour imputer à telle ou telle organisation la part qui lui revient dans les engagements, les actifs et les coûts du régime. L'Université, comme les autres organisations affiliées et la Caisse des pensions, est dans l'incapacité de déterminer la part qui lui revient dans les engagements au titre des prestations définies, les actifs et les coûts du régime d'une manière suffisamment fiable pour pouvoir la comptabiliser, si bien que ce régime a été traité comme un régime à cotisations définies, conformément aux dispositions de la norme IPSAS 39 (Avantages du personnel). Les cotisations versées par l'Université à la Caisse durant l'exercice sont constatées en charges.

Indemnités de fin de contrat de travail

90. Les indemnités de fin de contrat de travail ne sont comptabilisées en charges que lorsque l'Université est manifestement tenue, en vertu d'un plan explicite détaillé et sans possibilité réelle de s'y soustraire, soit de mettre fin à l'emploi d'un(e) fonctionnaire avant la date normale de départ à la retraite, soit d'accorder des

prestations de fin d'emploi à titre d'incitation à un départ volontaire. Les indemnités dues dans les 12 mois sont constatées au montant qu'il est prévu de verser. Pour celles qui sont dues plus de 12 mois après la date de clôture, le montant des engagements est actualisé dès lors que l'actualisation a un effet significatif.

Autres avantages à long terme du personnel

91. Les autres avantages à long terme désignent les prestations ou fractions de prestations qui ne sont pas dues dans les 12 mois suivant la fin de l'année pendant laquelle les membres du personnel ont fourni les services y ouvrant droit. Les jours de congé accumulés en sont un exemple.

Provisions

92. Les provisions sont des passifs comptabilisés au titre de dépenses futures dont l'échéance ou le montant est incertain. Une provision est constatée lorsque, par suite d'un événement passé, l'Université a une obligation actuelle (juridique ou implicite) dont le montant peut être estimé de manière fiable et qu'il est probable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre cette obligation. Elle correspond à l'estimation la plus fiable du montant jugé nécessaire pour éteindre l'obligation actuelle à la date de clôture. Lorsque l'effet de la valeur temporelle de l'argent est significatif, le montant de la provision équivaut à la valeur actualisée du montant jugé nécessaire pour éteindre l'obligation.

Passifs éventuels

93. Un passif éventuel est soit une obligation potentielle qui résulte d'événements passés, et dont l'existence ne sera confirmée que par la survenance ou la non-survenance d'un ou de plusieurs événements futurs incertains qui sont partiellement indépendants de la volonté de l'Université, soit une obligation actuelle résultant d'événements passés, qui n'est pas comptabilisée parce qu'il est improbable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques ou d'un potentiel de service sera nécessaire pour l'éteindre ou parce que son montant ne peut pas être déterminé de façon suffisamment fiable.

94. Les provisions et les passifs éventuels sont évalués en permanence afin de déterminer si la probabilité d'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques ou d'un potentiel de service augmente ou diminue. Si cette probabilité augmente, une provision est constatée l'exercice au cours duquel ce changement se produit. Si la probabilité diminue, il est fait état d'un passif éventuel dans les notes relatives aux états financiers.

95. Il est appliqué un seuil indicatif de 10 000 dollars pour la comptabilisation des provisions de même que pour la présentation des passifs éventuels dans les notes relatives aux états financiers.

Actifs éventuels

96. Un actif éventuel est un actif potentiel qui résulte d'événements passés et dont l'existence ne sera confirmée que par la survenance ou la non-survenance d'un ou de plusieurs événements futurs incertains partiellement indépendants de la volonté de l'Université. Les actifs éventuels sont signalés dans les notes lorsqu'il est plus probable qu'improbable que des avantages économiques en découleront pour l'Université.

Engagements

97. Les engagements sont des charges futures que l'Université est tenue de supporter en vertu de contrats en cours et auxquelles elle n'a guère la possibilité de se soustraire dans le cours normal de son activité. Ils comprennent les engagements en capital (montant des contrats d'acquisition d'immobilisations ni payé ni exigible à la date de clôture), les paiements à effectuer au titre de contrats de biens et services non exécutés à la fin de la période considérée, les paiements minimaux à effectuer au titre de baux non résiliables et d'autres engagements au titre de contrats non résiliables.

*Produits d'opérations sans contrepartie directe**Contributions volontaires*

98. Les contributions volontaires et autres transferts qui sont étayés par un accord juridiquement contraignant sont comptabilisés en produits au moment où l'accord prend effet, c'est-à-dire lorsque l'Université est réputée avoir acquis le contrôle de l'actif, à moins que les fonds ne soient versés sous certaines conditions, auquel cas la comptabilisation n'intervient que lorsque ces conditions sont satisfaites. Les contributions volontaires relevant d'accords conditionnels sont immédiatement comptabilisées en produits si leur montant n'excède pas 50 000 dollars.

99. L'intégralité des montants afférents aux contributions volontaires régies par des accords pluriannuels non assortis de conditions (y compris par des accords qui précisent un montant maximal en numéraire), aux annonces de contributions volontaires et aux autres promesses de dons est comptabilisée en produits au moment où l'accord entre en vigueur. Les fonds inutilisés remboursés aux donateurs sont soustraits des produits.

100. Le montant des dépenses d'appui aux programmes convenu avec le donateur est compris dans les contributions volontaires. L'Université n'applique pas de pourcentage fixe pour les dépenses d'appui aux programmes. Le pourcentage est négocié au cas par cas avec chaque donateur.

101. Les produits reçus au titre d'arrangements interorganisations sont des fonds versés par des organismes qui confient à l'Université le soin d'administrer des projets et des programmes pour leur compte.

102. Les contributions en nature sous forme de biens d'une valeur supérieure au seuil de comptabilisation, soit 5 000 dollars par contribution, sont comptabilisées à l'actif et en produits dès lors qu'il est probable que des avantages économiques ou un potentiel de service en découleront pour l'Université et que leur juste valeur peut être évaluée de façon fiable. Les contributions en nature sont initialement constatées à leur juste valeur à la date de réception, calculée par référence aux valeurs du marché observables ou sur la base d'évaluations indépendantes. L'Université a choisi de ne pas comptabiliser les contributions en nature lorsqu'il s'agit de services ; elle signale cependant dans les notes relatives aux états financiers celles dont la valeur dépasse le seuil de 5 000 dollars.

Produits d'opérations avec contrepartie directe

103. Les opérations avec contrepartie directe sont des opérations dans le cadre desquelles l'Université vend des biens ou des services. Leur produit correspond à la juste valeur des contreparties reçues ou à recevoir pour la vente des biens et des services. Il est comptabilisé dès lors qu'il peut être évalué de façon fiable, que des avantages économiques futurs en résulteront probablement et que certaines conditions ont été remplies, comme suit :

a) Le produit de la vente de publications et de livres, de même que celui provenant des redevances, est comptabilisé lorsque la vente a lieu et que les risques et avantages ont été transférés ;

b) Les produits correspondant aux commissions et aux coûts liés aux services techniques et administratifs, aux services d'achat et de formation et à d'autres services fournis à des gouvernements, à des entités des Nations Unies et à d'autres partenaires sont comptabilisés une fois les services fournis ;

c) Les produits comprennent les frais de scolarité acquittés par les étudiants de troisième cycle inscrits à l'Université ;

d) Les produits comprennent également les loyers perçus, le produit de la vente de matériel usagé ou excédentaire, les cotisations des adhérents et les gains nets réalisés sur les opérations de change ;

Produit des placements

104. Le produit des placements comprend la part revenant à l'Université dans le produit net des fonds de gestion centralisée des liquidités, et les produits d'intérêts et de dividendes perçus sur les placements du Fonds de dotation. Le montant net des produits des fonds de gestion centralisée des liquidités et du Fonds de dotation s'obtient après prise en considération des plus-values et moins-values sur cession de placements, qui représentent la différence entre le produit de la vente et la valeur comptable. Après déduction des coûts de transaction qui sont directement imputables aux activités de placement, le montant net des produits du fonds de gestion centralisée des liquidités est réparti au prorata entre tous les participants, en fonction de leurs soldes moyens quotidiens. Les produits des fonds sont également tributaires des plus-values et moins-values latentes sur les titres, qui sont réparties au prorata entre tous les participants, en fonction de leurs soldes en fin d'exercice.

Charges

105. Une charge désigne une réduction des avantages économiques ou du potentiel de service au cours de l'exercice considéré, sous la forme de sorties ou de consommation d'actifs ou d'adjonction de passifs, ayant pour effet de réduire le montant de l'actif net ; elle est constatée selon la méthode de la comptabilité d'exercice lorsque les biens sont vendus ou les services fournis, quelles que soient les conditions de paiement.

106. Les traitements englobent les traitements à proprement parler ainsi que les indemnités de poste et les contributions du personnel se rapportant au personnel recruté sur le plan international, au personnel recruté sur le plan national et au personnel temporaire (autre que pour les réunions). Les indemnités et prestations comprennent des avantages tels que les subventions au titre de la pension et de l'assurance et les primes d'affectation, de rapatriement et de sujétion. La rémunération et les indemnités des personnes n'ayant pas la qualité de fonctionnaire correspondent aux honoraires des consultants, des entrepreneurs et des experts ad hoc.

107. Sont inclus dans les fournitures et consommables le coût des stocks utilisés et les charges afférentes aux fournitures et consommables.

108. Sont inclus dans les frais de fonctionnement divers l'acquisition de biens et d'actifs incorporels dont la valeur est inférieure aux seuils d'immobilisation, les services d'entretien, les services collectifs de distribution, les services contractuels, les services de formation et de sécurité, les services communs, les loyers, les assurances, les corrections de valeur pour pertes et les pertes de change. Les charges diverses ont trait aux contributions en nature, aux frais de représentation et aux réceptions officielles, aux dons et à la cession d'actifs.

Partenariats

109. Un partenariat est une entreprise sur laquelle deux parties ou plus exercent un contrôle conjoint en vertu d'un accord contraignant. Il s'agit d'un accord contractuel en vertu duquel l'Université s'associe à une ou plusieurs parties pour mener une activité économique assujettie à un contrôle conjoint et qui aux termes de la norme IPSAS 37 (Partenariats) peut être classé comme :

a) Entreprise commune, auquel cas les coparticipants ont des droits sur les actifs et des obligations au titre des passifs. L'Université comptabilisera les actifs, les passifs, les produits et les charges relatifs à ses intérêts dans cette entreprise commune conformément aux dispositions des normes IPSAS qui s'appliquent à ces actifs, passifs, produits et charges ;

b) Coentreprise, auquel cas les parties au partenariat ont des droits sur l'actif net de celui-ci. L'Université comptabilisera sa participation en utilisant la méthode de la mise en équivalence. Selon cette méthode, la participation est initialement comptabilisée à son coût historique, puis ajustée en fonction des variations de la quote-part de l'Université dans l'actif net postérieures à l'acquisition. L'Université rend compte dans l'état de la performance financière de sa part de l'excédent ou du déficit enregistré par l'entité émettrice (le partenariat). Cette participation est comptabilisée dans les actifs non courants sauf si l'entité a une situation nette négative, auquel cas elle est comptabilisée comme passif non courant.

110. L'Université a également passé des accords de coentreprise pour des activités financées en commun sur lesquelles elle exerce une influence notable, c'est-à-dire qu'elle a le pouvoir de participer aux décisions relatives aux aspects financiers et opérationnels de ces activités, sans toutefois exercer un contrôle exclusif ou conjoint sur ces dernières. Conformément à la norme IPSAS 37, la participation à ces activités est comptabilisée en utilisant la méthode de la mise en équivalence.

Note 4**Information sectorielle**

111. Un secteur est une activité ou un groupe d'activités pour lequel il convient de présenter séparément l'information financière afin d'évaluer les résultats obtenus antérieurement par l'entité au regard de ses objectifs et de décider de l'attribution future des ressources.

112. Les informations sectorielles sont fournies en fonction des deux composantes de l'Université qui contribuent à la réalisation des objectifs opérationnels s'inscrivant dans la mission globale de celle-ci :

a) Le Centre de l'ONU, qui est le centre névralgique pour ce qui est de la programmation, de la planification et de l'administration des activités de l'Université ;

b) Les instituts et les programmes, qui mènent les travaux de recherche et d'enseignement contribuant à la réalisation des objectifs de l'Université.

113. Dans le cadre du fonctionnement normal, les opérations entre secteurs sont comptabilisées sur la base du recouvrement des coûts et sont éliminées aux fins de la présentation de l'information sectorielle.

État de la situation financière au 31 décembre 2023

(En milliers de dollars des États-Unis)

	Complément d'information	Centre	Instituts	Éliminations ^a	31 décembre 2023
Actif					
Actifs courants					
Trésorerie et équivalents de trésorerie	Note 6	17 004	11 445	—	28 449
Placements	Note 7	27 608	2 957	—	30 565
Contributions volontaires à recevoir	Note 8	6 144	15 977	—	22 121
Créances diverses	Note 9	2 517	2 927	—	5 444
Autres éléments d'actif	Note 10	257	267	—	524
Soldes débiteurs interfonds		5 505	44 185	(49 690)	—
Total des actifs courants		59 035	77 758	(49 690)	87 103
Actifs non courants					
Placements	Note 7	192 102	215 432	—	407 534
Contributions volontaires à recevoir	Note 8	361	12 589	—	12 950
Immobilisations corporelles	Note 12	46 341	11 481	—	57 822
Immobilisations incorporelles	Note 13	365	20	—	385
Autres éléments d'actif	Note 10	168	18	—	186
Total des actifs non courants		239 337	239 540	—	478 877
Total de l'actif		298 372	317 298	(49 690)	565 980
Passif					
Passifs courants					
Dettes et charges à payer	Note 14	3 708	5 428	—	9 136
Encaissements par anticipation et produits comptabilisés d'avance	Note 15	101	868	—	969
Passifs liés aux avantages du personnel	Note 16	1 219	1 921	—	3 140
Contrats de location	Note 17	8	—	—	8
Autres éléments de passif	Note 18	2 066	463	—	2 529
Soldes créditeurs interfonds		45 130	4 560	(49 690)	—
Total des passifs courants		52 232	13 240	(49 690)	15 782
Passifs non courants					
Encaissements par anticipation et produits comptabilisés d'avance	Note 15	—	—	—	—
Passifs liés aux avantages du personnel	Note 16	2 829	6 179	—	9 008
Contrats de location	Note 17	4	—	—	4
Autres éléments de passif	Note 18	38 923	9 353	—	48 276
Quote-part des coentreprises (mise en équivalence)	Note 27	26	50	—	76
Total des passifs non courants		41 782	15 582	—	57 364
Total du passif		94 014	28 822	(49 690)	73 146
Total net de l'actif et du passif		204 358	288 476	—	492 834

	<i>Complément d'information</i>	<i>Centre</i>	<i>Instituts</i>	<i>Éliminations^a</i>	<i>31 décembre 2023</i>
Actif net					
Excédents cumulés	Note 19	25 277	68 497	—	93 774
Fonds de dotation	Note 20	179 081	219 979	—	399 060
Total de l'actif net		204 358	288 476	—	492 834

^a Les éliminations, d'un montant de 49,69 millions de dollars, s'expliquent par les opérations interfonds effectuées entre le Centre de l'ONU et ses instituts et programmes.

État de la situation financière au 31 décembre 2022

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Complément d'information</i>	<i>Centre</i>	<i>Instituts</i>	<i>Éliminations^a</i>	<i>31 décembre 2022</i>
Actif					
Actifs courants					
Trésorerie et équivalents de trésorerie	Note 6	12 531	6 255	—	18 786
Placements	Note 7	16 438	2 268	—	18 706
Contributions volontaires à recevoir	Note 8	9 357	19 145	—	28 502
Créances diverses	Note 9	1 257	1 608	—	2 865
Autres éléments d'actif	Note 10	280	240	—	520
Soldes débiteurs interfonds		493	46 736	(47 229)	—
Total des actifs courants		40 356	76 252	(47 229)	69 379
Actifs non courants					
Placements	Note 7	187 399	195 491	—	382 890
Contributions volontaires à recevoir	Note 8	765	12 831	—	13 596
Immobilisations corporelles	Note 12	43 141	12 087	—	55 228
Immobilisations incorporelles	Note 13	198	34	—	232
Autres éléments d'actif	Note 10	168	16	—	184
Total des actifs non courants		231 671	220 459	—	452 130
Total de l'actif		272 027	296 711	(47 229)	521 509
Passif					
Passifs courants					
Dettes et charges à payer	Note 14	2 193	3 320	—	5 513
Encaissements par anticipation et produits comptabilisés d'avance	Note 15	—	1 298	—	1 298
Passifs liés aux avantages du personnel	Note 16	1 293	1 630	—	2 923
Contrats de location	Note 17	8	5	—	13
Autres éléments de passif	Note 18	1 946	463	—	2 409
Soldes créditeurs interfonds		42 947	4 282	(47 229)	—
Total des passifs courants		48 387	10 998	(47 229)	12 156

	Complément d'information	Centre	Instituts	Éliminations ^a	31 décembre 2022
Passifs non courants					
Encaissements par anticipation et produits comptabilisés d'avance	Note 15	—	40	—	40
Passifs liés aux avantages du personnel	Note 16	3 010	6 575	—	9 585
Contrats de location	Note 17	12	—	—	12
Autres éléments de passif	Note 18	35 142	9 815	—	44 957
Quote-part des coentreprises (mise en équivalence)	Note 27	29	57	—	86
Total des passifs non courants		38 193	16 487	—	54 680
Total du passif		86 580	27 485	(47 229)	66 836
Total net de l'actif et du passif		185 447	269 226	—	454 673
Actif net					
Excédents cumulés	Note 19	17 171	62 287	—	79 458
Fonds de dotation	Note 20	168 276	206 939	—	375 215
Total de l'actif net		185 447	269 226	—	454 673

^a Les éliminations, d'un montant de 47,23 millions de dollars, s'expliquent par les opérations interfonds effectuées entre le Centre de l'ONU et ses instituts et programmes.

État de la performance financière au 31 décembre 2023

(En milliers de dollars des États-Unis)

	Complément d'information	Centre	Instituts	Éliminations ^a	31 décembre 2023
Produits					
Contributions volontaires	Note 21	23 648	29 627	—	53 275
Produit des placements (montant net)	Note 22	26 625	29 815	—	56 440
Produits divers	Note 23	4 190	6 078	(2 204)	8 064
Total des produits		54 463	65 520	(2 204)	117 779
Charges					
Traitements, indemnités et prestations	Note 24	10 397	20 712	(494)	30 615
Loyers, contrats de location, services collectifs de distribution	Note 24	16 870	2 371	—	19 241
Voyages	Note 24	947	3 246	—	4 193
Amortissement	Notes 12, 13 et 24	2 879	631	—	3 510
Rémunération et indemnités des personnes n'ayant pas la qualité de fonctionnaire	Note 24	1 338	5 449	—	6 787
Fournitures et consommables	Note 24	540	440	—	980
Frais de fonctionnement divers	Note 24	3 598	14 198	(1 710)	16 086

	<i>Complément d'information</i>	<i>Centre</i>	<i>Instituts</i>	<i>Éliminations^a</i>	<i>31 décembre 2023</i>
Charges diverses	Note 24	12	16	–	28
Total des charges		36 581	47 063	(2 204)	81 440
Excédent pour l'exercice		17 882	18 457	–	36 339

^a Les éliminations, d'un montant de 2,20 millions de dollars, s'expliquent par les services rendus et les transactions effectuées entre le Centre de l'ONU et ses instituts et programmes.

État de la performance financière au 31 décembre 2022

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Complément d'information</i>	<i>Centre</i>	<i>Instituts</i>	<i>Éliminations^a</i>	<i>31 décembre 2022</i>
Produits					
Contributions volontaires	Note 21	24 355	25 386	–	49 741
Produit des placements (montant net)	Note 22	–	–	–	–
Produits divers	Note 23	3 407	3 858	(2 819)	4 446
Total des produits		27 762	29 244	(2 819)	54 187
Charges					
Traitements, indemnités et prestations	Note 24	10 241	19 780	(453)	29 568
Loyers, contrats de location, services collectifs de distribution	Note 24	16 193	2 174	–	18 367
Voyages	Note 24	900	2 440	–	3 340
Charges afférentes aux placements (montant net)	Note 22	31 946	34 714	–	66 660
Amortissement	Notes 12, 13 et 24	2 333	660	–	2 993
Rémunération et indemnités des personnes n'ayant pas la qualité de fonctionnaire	Note 24	1 140	4 780	(10)	5 910
Fournitures et consommables	Note 24	349	483	–	832
Frais de fonctionnement divers	Note 24	5 600	15 184	(2 356)	18 428
Charges diverses	Note 24	5	4	–	9
Total des charges		68 707	80 219	(2 819)	146 107
Déficit pour l'exercice		(40 945)	(50 975)	–	(91 920)

^a Les éliminations, d'un montant de 2,82 millions de dollars, s'expliquent par les services rendus et les transactions effectuées entre le Centre de l'ONU et ses instituts et programmes.

Note 5

Comparaison avec le budget

114. L'état comparatif des montants budgétés et des montants réels présente les écarts entre les montants inscrits au budget établis selon la méthode de la comptabilité de caisse modifiée et les montants réels des dépenses calculés sur une base comparable.

115. Par budgets approuvés, on entend les budgets qui ont reçu l'aval du Conseil de l'Université et au titre desquels cette dernière est donc autorisée à engager des

dépenses. Aux fins de l'application des normes IPSAS, les budgets approuvés correspondent aux crédits ouverts pour chaque composante en vertu des décisions du Conseil. La présentation des activités et des dépenses connexes dans l'état comparatif des montants budgétés et des montants réels tient compte des composantes approuvées par le Conseil, à savoir :

- a) Réseaux de recherche et de formation et diffusion de l'information : activités universitaires ;
- b) Traitements et autres dépenses de personnel : tableau d'effectifs et autres dépenses de personnel ;
- c) Frais généraux de fonctionnement : frais généraux.

116. Le budget initial correspond à la part pour 2023 des crédits que le Conseil a approuvés le 25 novembre 2021 pour l'exercice biennal 2022-2023. Les différences entre le budget initial et le budget définitif sont dues aux crédits révisés approuvés par le Conseil et à l'augmentation des dépenses afférentes à certaines activités de programme que le Recteur a permis d'engager avec l'autorisation du Conseil.

117. Quand ils sont supérieurs à 10 %, les écarts entre le montant du budget annuel initial et le montant du budget annuel définitif et les écarts entre les montants inscrits au budget annuel définitif et les montants réels des dépenses calculés selon la méthode de comptabilité de caisse modifiée sont considérés comme significatifs et sont présentés ci-après.

<i>Composante</i>	<i>Écarts significatifs (supérieurs à 10 %)</i>
Réseaux de recherche et de formation et diffusion de l'information	<p>Le montant du budget annuel définitif est supérieur de 51,9 % à celui du budget initial</p> <p>L'écart constaté est principalement lié à la perception de fonds pour des projets financés au moyen de fonds préaffectés, tels que l'Initiative FAST pour la mobilisation du secteur de la finance contre l'esclavage et la traite et le projet ayant trait au Conseil consultatif de haut niveau 2.0 [tous deux menés au Centre de recherche sur les politiques de l'ONU (ONU-CPR)], pour lesquels les prévisions budgétaires ont été dépassées et qui nécessitent donc de mobiliser des moyens supplémentaires afin de répondre aux besoins opérationnels de manière efficace. En outre, l'Institut mondial de recherche sur les aspects économiques du développement de l'ONU a passé un important contrat pluriannuel pour la phase 2 du programme de mobilisation des recettes nationales en 2023, dont il n'était pas question dans le budget initial.</p>
Traitements et autres dépenses de personnel	<p>Le montant du budget annuel définitif est supérieur de 19,4 % à celui du budget initial</p> <p>L'augmentation du budget en 2023 s'explique principalement par le report des fonds non utilisés en 2022 à 2023, le budget étant géré sur la base d'un exercice biennal. La sous-utilisation des fonds est principalement due aux économies réalisées au Centre de l'ONU (siège) du fait de l'appréciation du dollar par rapport au yen japonais, qui a permis de réduire les coûts salariaux locaux une fois ceux-ci convertis en dollars.</p>

Composante	Écarts significatifs (supérieurs à 10 %)
	Elle s'explique en outre par le report du recrutement de membres du personnel de l'UNU-EGOV.
	Le montant réel des dépenses est inférieur de 32,1 % au montant inscrit au budget définitif
	L'écart constaté tient principalement au fait que le dollar a continué de se renforcer par rapport au yen en 2023, entraînant encore davantage d'économies budgétaires en lien avec la baisse des coûts salariaux locaux. En outre, d'importantes dépenses de personnel de l'UNU-CPR ont été financées dans le cadre de projets et classées dans la catégorie « Réseaux de recherche et de formation et diffusion de l'information ».
Frais généraux de fonctionnement	Le montant du budget annuel définitif est supérieur de 30,1 % à celui du budget initial
	L'augmentation du budget en 2023 s'explique principalement par le report des fonds non utilisés en 2022 à 2023, le budget étant géré sur la base d'un exercice biennal.
	Le montant réel des dépenses est inférieur de 30,4 % au montant inscrit au budget définitif
	L'écart constaté est principalement dû aux économies résultant de la dépréciation du yen par rapport au dollar, ces monnaies étant les principales devises utilisées pour les frais de fonctionnement quotidiens du Centre de l'UNU, y compris au bâtiment du siège, à Tokyo.

Rapprochement des montants réels, calculés sur une base comparable, et des montants figurant dans l'état des flux de trésorerie

118. On trouvera ci-après le rapprochement des montants réels calculés sur une base comparable, qui figurent dans l'état comparatif des montants budgétés et des montants réels, et des montants réels dont il est rendu compte dans l'état des flux de trésorerie :

Rapprochement des montants réels, calculés sur une base comparable, et des montants figurant dans l'état des flux de trésorerie pour l'exercice clos le 31 décembre 2023

(En milliers de dollars des États-Unis)

	Fonctionnement	Placement	Financement	Total
Montants réels calculés sur une base comparable (état V)	(63 659)	–	–	(63 659)
Différences liées à la méthode de calcul	54 159	(185)	–	53 974
Différences relatives aux entités prises en compte	(238)	–	–	(238)
Différences de présentation	–	19 599	(13)	19 586
Montants réels figurant dans l'état des flux de trésorerie (état IV)	(9 738)	19 414	(13)	9 663

119. Les différences liées à la méthode de calcul tiennent au fait que le budget est établi selon la méthode de la comptabilité de caisse modifiée. Aux fins du rapprochement des montants budgétaires et des montants figurant dans l'état des flux de trésorerie, les éléments hors trésorerie, notamment les engagements à imputer sur le budget qui ne constituent pas un flux de trésorerie, doivent être éliminés. Par ailleurs, il est tenu compte des différences liées aux normes IPSAS, telles que les paiements d'engagements se rapportant à des exercices antérieurs et les flux de trésorerie provenant des activités d'investissement liées à l'acquisition d'immobilisations corporelles ou incorporelles.

120. Les différences relatives aux entités correspondent à des flux de trésorerie à destination ou en provenance de groupes de fonds autres que ceux de l'Université qui sont présentés dans les états financiers de celle-ci. Les états présentent les résultats de tous les groupes de fonds.

121. Il y a écarts de dates lorsque l'exercice budgétaire diffère de l'exercice comptable sur lequel portent les états financiers.

122. Les différences de présentation s'expliquent par le fait que la structure et le système de classement retenus pour établir l'état des flux de trésorerie diffèrent de ceux employés dans l'état comparatif des montants budgétés et des montants réels ; en l'occurrence, elles tiennent principalement au fait qu'il n'est pas tenu compte des produits et des variations du solde des placements dans l'état comparatif.

Rapprochement des montants établis selon la méthode comptable applicable au budget et des montants figurant dans l'état de la performance financière

123. Le tableau ci-après présente le rapprochement des dépenses présentées selon la méthode comptable appliquée au budget, telles qu'indiquées dans l'état comparatif des montants budgétés et des montants réels, et des dépenses totales calculées selon les normes IPSAS dont il est rendu compte dans l'état de la performance financière.

Rapprochement des montants établis selon la méthode comptable applicable au budget et des montants figurant dans l'état de la performance financière pour l'exercice clos le 31 décembre 2023

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Total</i>
Montants réels calculés sur une base comparable (état V)	63 659
Éléments d'actif supplémentaires et éléments incorporels	(6 257)
Amortissement	3 510
Contributions en nature	17 418
Charges afférentes aux placements	238
Traitements à payer et indemnités pour frais d'études payées à l'avance	169
Variation des engagements/différence entre les charges à payer et les engagements	(3 446)
Paiements au titre de la location	(13)
Paiements anticipés et créances diverses	(400)
Autres charges à payer	8 272
Éliminations interfonds	(1 710)
Montants réels inscrits dans l'état de la performance financière (état II)	81 440

Note 6
Trésorerie et équivalents de trésorerie

(En milliers de dollars des États-Unis)

	31 décembre 2023	31 décembre 2022
Fonds de gestion centralisée des liquidités (note 25)	5 925	4 662
Fonds de dotation (note 26)	1 645	2 245
Divers (note 25)	20 879	11 879
Total de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	28 449	18 786

Note 7
Placements

(En milliers de dollars des États-Unis)

	31 décembre 2023	31 décembre 2022
Placements à court terme		
Fonds de gestion centralisée des liquidités (note 25)	30 565	18 706
Total des placements à court terme	30 565	18 706
Placements à long terme		
Fonds de gestion centralisée des liquidités (note 25)	9 561	9 058
Fonds de dotation (note 26)	397 973	373 832
Total des placements à long terme	407 534	382 890
Total des placements	438 099	401 596

124. Pendant l'exercice 2023, le total des placements a augmenté, principalement en raison de la hausse de la valeur de marché du portefeuille de placements du Fonds de dotation.

Note 8
Contributions volontaires à recevoir : créances sur opérations sans contrepartie directe

(En milliers de dollars des États-Unis)

	Courantes	Non courantes	Total au 31 décembre 2023
Contributions volontaires	84 361	12 950	97 311
Correction de valeur pour pertes sur les contributions volontaires à recevoir	(62 240)	—	(62 240)
Valeur nette des contributions volontaires à recevoir	22 121	12 950	35 071

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Courantes</i>	<i>Non courantes</i>	<i>Total au 31 décembre 2022</i>
Contributions volontaires	91 116	13 596	104 712
Correction de valeur pour pertes sur les contributions volontaires à recevoir	(62 614)	–	(62 614)
Valeur nette des contributions volontaires à recevoir	28 502	13 596	42 098

125. En 2023, le montant des contributions volontaires à recevoir a diminué, en raison principalement de la réception en temps voulu de divers versements conformément aux étapes prévues dans les accords de contribution.

Note 9

Créances diverses : créances sur opérations avec contrepartie directe

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>31 décembre 2023</i>	<i>31 décembre 2022</i>
Placements à recevoir	4 381	2 080
États Membres	190	264
Créances à recevoir d'autres entités des Nations Unies	14	95
Personnel	17	47
Opérations avec contrepartie directe	842	379
Total partiel	5 444	2 865
Correction de valeur pour pertes sur les créances diverses	–	–
Valeur totale nette des créances diverses	5 444	2 865

Note 10

Autres éléments d'actif

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Courants</i>	<i>Non courants</i>	<i>Total au 31 décembre 2023</i>
Avances versées aux fonctionnaires	231	–	231
Avances versées aux fournisseurs	288	186	474
Avances versées à des non-fonctionnaires	5	–	5
Total des autres éléments d'actif	524	186	710

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Courants</i>	<i>Non courants</i>	<i>Total au 31 décembre 2022</i>
Avances versées aux fonctionnaires	232	—	232
Avances versées aux fournisseurs	288	184	472
Total des autres éléments d'actif	520	184	704

Note 11**Biens patrimoniaux**

126. Certains éléments d'actif sont considérés comme des biens patrimoniaux en raison de leur valeur culturelle, pédagogique ou historique. L'Université détient des biens patrimoniaux, à savoir des œuvres d'art, des livres et une statue. Elle les a achetés ou reçus sous forme de dons ou de legs sur plusieurs années. Ces biens ne sont pas utilisés aux fins de la prestation de services par les instituts et programmes de l'Université. Conformément à la convention comptable de l'Université, ils ne sont donc pas pris en compte dans l'état de la situation financière.

Note 12**Immobilisations corporelles**

127. Pendant l'exercice considéré, aucune immobilisation corporelle n'a été comptabilisée en pertes. À la date de clôture des comptes, l'Université n'avait constaté aucune dépréciation supplémentaire.

128. Parmi les acquisitions d'immobilisations corporelles réalisées en 2023 figure un nouveau système de climatisation, fourni par le Gouvernement japonais, d'un montant de 6,07 millions de dollars.

129. Un montant de 50,80 millions de dollars afférent aux droits d'usage cédés sans contrepartie est pris en compte dans la valeur nette comptable.

Immobilisations corporelles : 2023

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Bâtiments</i>	<i>Améliorations locatives</i>	<i>Immobilisations en cours</i>	<i>Matériel et outillage</i>	<i>Véhicules</i>	<i>Matériel informatique et matériel de communication</i>	<i>Mobilier et agencements</i>	<i>Total</i>
Coût au 31 décembre 2022	143 233	938	–	62	229	2 289	275	147 026
Entrées	6 072	–	–	–	–	7	6	6 085
Sorties	(6 143)	–	–	–	–	(18)	(25)	(6 186)
Coût au 31 décembre 2023	143 162	938	–	62	229	2 278	256	146 925
Cumul des amortissements au 31 décembre 2022	89 211	729	–	54	191	1 386	227	91 798
Dotation aux amortissements	2 624	60	–	3	11	177	19	2 894
Ajustement lié à l'amortissement (10 %)	614	–	–	(2)	(7)	(11)	3	597
Amortissement sur cessions	(6 143)	–	–	–	–	(18)	(25)	(6 186)
Cumul des amortissements au 31 décembre 2023	86 306	789	–	55	195	1 534	224	89 103
Valeur nette comptable								
31 décembre 2022	54 022	209	–	8	38	903	48	55 228
31 décembre 2023	56 856	149	–	7	34	744	32	57 822

Note 13
Immobilisations incorporelles

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Logiciels développés en interne</i>	<i>Logiciels acquis à l'extérieur</i>	<i>Immobilisations incorporelles en cours de développement</i>	<i>Total 2023</i>	<i>Total 2022</i>
Coût au 1^{er} janvier	195	73	198	466	366
Entrées	—	5	167	172	100
Coût au 31 décembre	195	78	365	638	466
Amortissements cumulés au 1^{er} janvier	195	39	—	234	215
Amortissement	—	19	—	19	19
Amortissements cumulés au 31 décembre	195	58	—	253	234
Valeur nette comptable	—	20	365	385	232

Note 14
Dettes et charges à payer

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>31 décembre 2023</i>	<i>31 décembre 2022</i>
Montants dus à des fournisseurs	553	—
Charges à payer au titre de biens et services	2 011	1 472
Sommes dues à d'autres entités des Nations Unies	451	—
Placements	5 939	3 941
Autres	182	100
Total des dettes et charges à payer	9 136	5 513

Note 15
Encaissements par anticipation et produits comptabilisés d'avance

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Courants</i>	<i>Non courants</i>	<i>Total au 31 décembre 2023</i>
Contributions reçues par anticipation	511	—	511
Produits comptabilisés d'avance	458	—	458
Total des encaissements par anticipation et produits comptabilisés d'avance	969	—	969

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Courants</i>	<i>Non courants</i>	<i>Total au 31 décembre 2022</i>
Contributions reçues par anticipation	410	—	410
Produits comptabilisés d'avance	888	40	928
Total des encaissements par anticipation et produits comptabilisés d'avance	1 298	40	1 338

Note 16
Passifs liés aux avantages du personnel

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Courants</i>	<i>Non courants</i>	<i>Total au 31 décembre 2023</i>
Assurance maladie après la cessation de service	113	5 952	6 065
Congés annuels	192	1 692	1 884
Prestations liées au rapatriement	136	1 364	1 500
Engagements au titre des prestations définies dues à la cessation de service ou postérieures à l'emploi	441	9 008	9 449
Traitements et indemnités à payer	2 699	—	2 699
Total des engagements au titre des avantages du personnel	3 140	9 008	12 148

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Courants</i>	<i>Non courants</i>	<i>Total au 31 décembre 2022</i>
Assurance maladie après la cessation de service	130	6 890	7 020
Congés annuels	174	1 609	1 783
Prestations liées au rapatriement	118	1 086	1 204
Engagements au titre des prestations définies dues à la cessation de service ou postérieures à l'emploi	422	9 585	10 007
Traitements et indemnités à payer	2 501	—	2 501
Total des engagements au titre des avantages du personnel	2 923	9 585	12 508

130. Les montants des engagements correspondant aux avantages liés à la cessation de service ou postérieurs à l'emploi sont calculés par des actuaires indépendants, dans le respect de la norme IPSAS 39 (Avantages du personnel). Les évaluations actuarielles complètes concernant l'assurance maladie après la cessation de service, les congés annuels et les prestations liées au rapatriement sont généralement effectuées tous les deux ans. Dans l'intervalle, les actuaires indépendants se basent sur les données relatives à la participation arrêtées l'année précédente, ainsi que sur

des hypothèses actuarielles en partie révisées. La dernière évaluation actuarielle complète a été arrêtée au 31 décembre 2023, tandis que les soldes actuariels arrêtés au 31 décembre 2022 sont fondés par extrapolation sur les données de décembre 2021.

131. Le programme d'assurance maladie après la cessation de service permet aux fonctionnaires retraités remplissant les conditions requises de bénéficier d'une couverture d'assurance maladie pendant toute la durée de leur retraite en participant à l'un des régimes d'assurance maladie proposés aux fonctionnaires de l'Université en activité. Chaque année, les tarifs des primes fixés pour tous les régimes d'assurance maladie proposés sont passés en revue et révisés si nécessaire, l'objectif étant de veiller à ce que le niveau des réserves opérationnelles disponibles soit suffisant pour maintenir chaque régime.

132. Le programme d'assurance maladie après la cessation de service de l'Université est géré par le Programme des Nations Unies pour le développement. Il est financé selon la méthode de financement sans capitalisation, c'est-à-dire que les prestations sont couvertes au fur et à mesure qu'elles sont fournies aux retraités. L'augmentation des coûts tient en grande partie à l'évolution démographique, à l'allongement de l'espérance de vie et à la hausse du coût des soins de santé. Pour faire face à la hausse des dépenses, l'Université a adopté diverses initiatives de maîtrise des coûts au fil des ans, tout en veillant à ce que les participants continuent de bénéficier d'une assurance permettant de répondre à leurs besoins en matière de santé. Afin de gérer les risques inhérents au financement, l'Université réalise périodiquement une étude de financement concernant le régime d'assurance maladie après la cessation de service, l'objectif étant d'analyser et d'examiner des moyens de maîtriser les coûts et les engagements mis à sa charge au titre de l'assurance maladie.

Engagements au titre des prestations définies dues à la cessation de service ou postérieures à l'emploi

Évaluation actuarielle : hypothèses

133. Les principales hypothèses actuarielles ayant servi au calcul des engagements au titre des avantages du personnel au 31 décembre 2023 et au 31 décembre 2022 sont indiquées ci-dessous.

Taux d'actualisation

(En pourcentage)

<i>Hypothèses actuarielles</i>	<i>Assurance maladie après la cessation de service</i>	<i>Prestations liées au rapatriement</i>	<i>Congés annuels</i>
Taux d'actualisation au 31 décembre 2022	5,35	5,14	5,13
Taux d'actualisation au 31 décembre 2023	4,74	4,97	4,95

134. Les courbes des rendements utilisées pour le calcul des taux d'actualisation applicables au dollar des États-Unis, à l'euro et au franc suisse ont été élaborées par Aon Hewitt, une société de conseil en capital humain et en gestion, conformément à la décision prise par le Groupe de travail des normes comptables concernant l'harmonisation des hypothèses actuarielles dans l'ensemble du système des Nations Unies.

135. Outre les taux d'actualisation mentionnés ci-dessus, les hypothèses qui ont eu une incidence sur les engagements au titre des avantages du personnel évalués sur une base actuarielle concernent notamment l'évolution du coût des prestations par

personne et par âge. Les hypothèses concernant le coût des prestations par personne à l'âge de 65 ans sont présentées dans le tableau ci-après.

Coût des prestations par personne (à l'âge de 65 ans)

(En dollars des États-Unis)

Régime	2023	2022
Régimes proposés aux États-Unis		
Blue Cross – hors Medicare	13 837	12 990
Blue Cross – Medicare	8 000	11 107
Régimes proposés hors États-Unis		
Cigna WWP/FMIP/SMIP/GKK	3 494	3 808
MIP (administré par le PNUD)	1 438	2 140

Abréviations : FMIP = full medical insurance plan (régime d'assurance médicale complet) ; GKK = Wiener Gebietskrankenkasse ; MIP = Medical Insurance Plan (Régime d'assurance médicale des fonctionnaires recrutés localement) ; PNUD = Programme des Nations Unies pour le développement ; SMIP = supplemental medical insurance plan (régime d'assurance médicale complémentaire des fonctionnaires recrutés localement) ; WWP = worldwide plan (plan mondial).

136. Le coût des prestations par personne au titre des régimes d'assurance maladie après la cessation de service a été actualisé pour tenir compte de l'évolution récemment observée en ce qui concerne les prestations et affiliations.

Hypothèses relatives à l'évolution du coût des soins de santé

137. L'hypothèse retenue pour le taux d'évolution tendanciel du coût des soins de santé tient compte de l'évolution prévue à court terme des coûts des régimes d'assurance maladie après la cessation de service. Les taux tendanciels de variation des frais médicaux sont basés sur les hypothèses à long terme élaborées par Aon Hewitt pour différentes devises, comme indiqué ci-dessous.

Hypothèses concernant l'évolution des coûts	2023			2022		
	Taux initial (pourcentage)	Taux final (pourcentage)	Nombre d'années à courir avant que le taux final soit atteint	Taux initial (pourcentage)	Taux final (pourcentage)	Nombre d'années à courir avant que le taux final soit atteint
Régimes proposés aux États-Unis (hors Medicare)	8,00	3,65	7 ans	6,50	3,85	9 ans
Régimes proposés aux États-Unis (Medicare)	7,40	3,65	7 ans	6,50	3,85	9 ans
Régimes d'assurance dentaire proposés aux États-Unis	7,80	3,65	7 ans	6,50	3,85	9 ans
Régimes proposés hors États-Unis (Suisse)	8,00	2,35	4 ans	4,25	2,55	6 ans
Régimes proposés hors États-Unis (zone euro)	7,70	3,95	12 ans	5,20	4,15	11 ans

Taux de mortalité

138. Pour les régimes à prestations définies, les hypothèses relatives à la mortalité reposent sur les tables et statistiques publiées. Les hypothèses relatives au taux de mortalité avant la retraite, à la liquidation des droits et aux départs à la retraite sont conformes à celles que la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies utilise pour sa propre évaluation actuarielle. Conformément aux recommandations du Groupe de travail des normes comptables, on a utilisé la table de mortalité pondérée par personne fournie par Buck, une société de conseil spécialisée dans les retraites et les avantages du personnel, pour calculer les hypothèses relatives à la mortalité après la retraite utilisées dans les évaluations de décembre 2022 et de décembre 2023.

Autres hypothèses

139. Pour évaluer les engagements au titre des prestations liées au rapatriement, on a retenu un taux d'inflation des frais de voyage de 2,30 %, conformément aux orientations du Groupe de travail des normes comptables et sur la base de l'indice des prix à la consommation prévu pour les 20 prochaines années (Aon Hewitt).

140. Pour les engagements au titre des reliquats de congés payés, l'hypothèse retenue a été celle d'une augmentation annuelle égale à 8,1 jours la première année de service, à 4,1 jours les deuxième et troisième années, à 1,9 jour de la quatrième à la huitième année, à 1,0 jour de la neuvième à la quinzième année, et à 0,4 jour à partir de la seizième année, jusqu'à concurrence de 60 jours. La méthode d'attribution est utilisée pour l'évaluation actuarielle des engagements au titre des congés annuels.

141. La durée estimée des régimes à prestations au 31 décembre 2023 est la suivante :

<i>Régime à prestations</i>	<i>Durée estimée (années)</i>
Assurance maladie après la cessation de service	21
Prime de rapatriement	9
Congés annuels	8

142. On trouvera dans le tableau ci-dessous la répartition des devises utilisée pour déterminer les taux d'actualisation et les taux tendanciels de variation des frais médicaux applicables à chaque régime. Pour les devises autres que le dollar, l'euro ou le franc suisse, le dollar a été utilisé comme référence.

<i>Régime à prestations</i>		<i>Dollar (pourcentage)</i>	<i>Franc suisse (pourcentage)</i>	<i>Euro (pourcentage)</i>
Assurance maladie après la cessation de service	Cigna worldwide plan	73	6	21
	Régime d'assurance médicale des fonctionnaires recrutés localement (administré par le Programme des Nations Unies pour le développement)	95	—	5
	Blue Cross	100	—	—
Prime de rapatriement		100	—	—
Congés annuels		100	—	—

143. On trouvera ci-dessous des informations sur la variation des engagements au titre des prestations définies postérieures à l'emploi.

Rapprochement des soldes d'ouverture et de clôture des engagements au titre des prestations définies

(En milliers de dollars des États-Unis)

	2023	2022
Montant net des engagements au titre des prestations définies, au 1^{er} janvier	10 007	13 516
Coût des services rendus au cours de l'exercice	565	1 008
Coût financier	515	424
Montant total porté en charges	1 080	1 432
Prestations versées	(513)	(515)
(Gains)/pertes actuariel(le)s comptabilisé(e)s directement dans l'état des variations de l'actif net	(1 125)	(4 426)
<i>Modifications des hypothèses financières</i>	(590)	(3 434)
<i>Modifications des hypothèses démographiques</i>	(286)	–
<i>Modifications des hypothèses liées à l'expérience^a</i>	(249)	(992)
Montant net des engagements au titre des prestations définies, au 31 décembre	9 449	10 007

^a Il est tenu compte dans le montant indiqué pour 2022 d'un ajustement de 0,7 million de dollars lié à l'exclusion des membres du personnel académique de l'UNU de l'évaluation actuarielle, ceux-ci n'étant pas éligibles à l'assurance maladie après la cessation de service aux termes de leurs contrats.

144. La partie du passif évalué actuariellement relative à l'assurance-maladie après la cessation de service représente le plus grand passif au titre des prestations définies parmi ceux qui figurent dans les présents états financiers ; ce passif est donc celui qui a la plus forte incidence sur le calcul des gains et pertes actuariels, étant entendu ce qui suit pour l'évaluation de 2023 :

a) Le gain actuariel découlant des modifications des hypothèses financières (0,66 million de dollars) en lien avec l'évaluation des engagements au titre de l'assurance maladie après la cessation de service en 2023 est principalement attribuable à l'évolution du coût des prestations par personne (1,53 million de dollars), compensée en partie par des changements dans la combinaison de devises utilisées (0,47 million de dollars) et une baisse des taux d'actualisation (0,28 million de dollars) ;

b) Le gain actuariel résultant des modifications des hypothèses démographiques (0,28 million de dollars) reflète principalement un changement quant à la probabilité que les fonctionnaires concernés soient mariés à la date de leur départ à la retraite. Ainsi, cette probabilité a été actualisée, passant de 75 % pour les deux sexes en 2022 à 80 % pour les hommes et 50 % pour les femmes, sur la base des tendances constatées entre 2017 et 2021 ;

c) Le gain actuariel résultant des modifications des hypothèses liées à l'expérience (0,63 million de dollars) tient à plusieurs facteurs combinés, tels que des changements en matière d'adhésion au régime de santé, l'existence de nouveaux participants et d'autres ajustements liés à l'expérience.

Analyse de sensibilité au taux d'actualisation

145. Les variations des taux d'actualisation sont dictées par la courbe d'actualisation, qui est construite à partir d'obligations de sociétés. Les marchés obligataires ont

fluctué au cours de l'exercice comptable, et cette volatilité influe sur l'hypothèse retenue pour le taux d'actualisation. Une variation de 0,5 point de pourcentage aurait sur les engagements les incidences indiquées ci-dessous.

Analyse de sensibilité au taux d'actualisation : engagements au titre des avantages du personnel en fin d'exercice

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>31 décembre 2023</i>	<i>Assurance maladie après la cessation de service</i>	<i>Prestations liées au rapatriement</i>	<i>Congés annuels</i>
Hausse de 0,5 point de pourcentage du taux d'actualisation	(571)	(61)	(71)
En pourcentage des engagements en fin d'exercice	(9)	(4)	(4)
Baisse de 0,5 point de pourcentage du taux d'actualisation	660	65	77
En pourcentage des engagements en fin d'exercice	11	4	4

<i>31 décembre 2022</i>	<i>Assurance maladie après la cessation de service</i>	<i>Prestations liées au rapatriement</i>	<i>Congés annuels</i>
Hausse de 0,5 point de pourcentage du taux d'actualisation	(615)	(54)	(73)
En pourcentage des engagements en fin d'exercice	(9)	(4)	(4)
Baisse de 0,5 point de pourcentage du taux d'actualisation	678	57	77
En pourcentage des engagements en fin d'exercice	10	5	4

Analyse de sensibilité à l'évolution des frais médicaux

146. La principale hypothèse utilisée dans l'évaluation des engagements au titre de l'assurance maladie après la cessation de service est le taux auquel le coût des soins de santé devrait augmenter à l'avenir. L'analyse de sensibilité porte sur l'évolution des engagements résultant de la variation à la hausse ou à la baisse de ce coût, toutes autres hypothèses, dont celle relative au taux d'actualisation, demeurant constantes. Si l'hypothèse tendancielle relative au coût des soins de santé venait à varier d'un demi-point de pourcentage, l'évaluation des engagements au titre des prestations définies s'établirait comme indiqué ci-dessous.

Analyse de sensibilité à l'évolution des frais médicaux : incidence d'une variation d'un demi-point de pourcentage de l'hypothèse tendancielle relative aux dépenses de santé

(En milliers de dollars des États-Unis et en pourcentage)

2023	Hausse		Baisse	
Incidence sur les engagements au titre des prestations définies	10,57	641	(9,23)	(560)
Incidence cumulée sur le coût des services rendus au cours de l'exercice et le coût financier	1,55	94	(1,27)	(77)
Total		735		(637)
2022	Hausse		Baisse	
Incidence sur les engagements au titre des prestations définies	10,71	752	(9,33)	(655)
Incidence cumulée sur le coût des services rendus au cours de l'exercice et le coût financier	1,31	92	(1,11)	(78)
Total		844		(733)

147. L'analyse de sensibilité au coût des prestations pour l'âge de 65 ans est présentée ci-dessous.

Scénario	Engagements au titre des prestations définies liées à l'assurance maladie après la cessation de service au 31 décembre 2023	Incidence (en milliers de dollars des États-Unis)
Central	6 065	—
Hausse de 1 point de pourcentage	6 125	60
Baisse de 1 point de pourcentage	6 004	(61)

148. L'analyse de sensibilité aux évolutions de l'espérance de vie est résumée ci-après.

Scénario	Engagements au titre des prestations définies liées à l'assurance maladie après la cessation de service au 31 décembre 2023	Incidence (en milliers de dollars des États-Unis)
Central	6 065	—
Augmentation de 1 an	6 297	232
Diminution de 1 an	5 834	(231)

Autres éléments d'information concernant les régimes à prestations définies

149. Les chiffres indiqués pour 2023 correspondent au montant estimatif des versements dus, durant l'année, aux fonctionnaires qui ont quitté leur emploi et aux retraités, montant établi sur la base des tendances observées en matière d'acquisition des droits au titre des différents régimes de prestations : assurance maladie après la cessation de service, prestations liées au rapatriement et versements en compensation de jours de congé annuel accumulés. Les montants estimatifs des versements dus au titre des régimes à prestations définies (déduction faite des cotisations des participants à ces régimes) s'établissent comme suit :

Montants estimatifs des versements dus au titre des régimes à prestations définies (déduction faite des cotisations des participants)

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Assurance maladie après la cessation de service</i>	<i>Prestations liées au rapatriement</i>	<i>Congés annuels</i>	<i>Total</i>
2024	113	136	192	441
2023	117	217	179	513

Données rétrospectives : montant total des engagements au titre de l'assurance maladie après la cessation de service, des prestations liées au rapatriement et du reliquat de congés annuels au 31 décembre

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>2022</i>	<i>2021</i>	<i>2020</i>	<i>2019</i>	<i>2018</i>
Valeur actuelle des engagements au titre des régimes à prestations définies	10 007	13 516	12 930	11 261	14 309

Financement des engagements au titre des prestations définies

150. À compter du 1^{er} janvier 2014, l'Université a commencé à prélever pour les membres du personnel une cotisation égale à 2 % du montant de leur traitement brut majoré de l'indemnité de poste. Cette cotisation a été portée à 3 % au 1^{er} janvier 2019 et, à partir du 1^{er} janvier 2024, elle passera à 6 %.

151. Le tableau suivant résume l'état de financement des engagements à valeur actuarielle :

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Passif</i>	<i>Part provisionnée</i>	<i>Part non provisionnée</i>	<i>Part provisionnée, en pourcentage</i>
Assurance maladie après la cessation de service	6 065	1 016	5 049	16,8
Prestations liées au rapatriement	1 500	1 417	83	94,5
Congés annuels	1 884	854	1 030	45,3
Total	9 449	3 287	6 162	34,8

Traitements et indemnités à payer

152. Les traitements et indemnités échus comprennent des charges à payer au titre des congés annuels de certains vacataires et des congés de compensation (0,81 million de dollars, contre 0,77 million en 2022), des remboursements dus aux fonctionnaires dont le traitement est imposé (0,61 million de dollars, contre 0,49 million en 2022), des prestations liées au rapatriement (0,11 million de dollars, contre 0,05 million en 2022) et des congés dans les foyers (1,17 million de dollars, contre 1,19 million en 2022).

Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies

153. L'Université est affiliée à la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies, qui a été créée par l'Assemblée générale pour servir des prestations de retraite, de décès ou d'invalidité et des prestations connexes. Le régime de la Caisse des pensions est un régime multiemployeur à prestations définies financé par capitalisation. L'alinéa b) de l'article 3 des Statuts de la Caisse précise que peuvent s'affilier à cette dernière les institutions spécialisées et toute autre organisation intergouvernementale internationale qui applique le régime commun de traitements, indemnités et autres conditions d'emploi de l'ONU et des institutions spécialisées.

154. Le régime expose les organisations affiliées à la Caisse aux risques actuariels associés au personnel, présent et passé, d'autres organisations, ce qui fait qu'il n'existe pas de base cohérente et fiable pour imputer à telle ou telle organisation la part qui lui revient dans les engagements, les actifs et les coûts du régime. L'Université, comme les autres organisations affiliées et la Caisse des pensions, est dans l'incapacité de déterminer la part qui lui revient dans les engagements au titre des prestations définies, les actifs et les coûts du régime d'une manière suffisamment fiable pour pouvoir la comptabiliser, si bien que ce régime a été traité comme un régime à cotisations définies, conformément aux dispositions de la norme IPSAS 39. Les cotisations versées par l'Université à la Caisse pendant l'exercice sont comptabilisées en charges.

155. En vertu des Statuts de la Caisse des pensions, le Comité mixte fait procéder par l'Actuaire-conseil à une évaluation actuarielle de la Caisse au moins une fois tous les trois ans. Le Comité mixte a pour pratique de faire procéder à une telle évaluation tous les deux ans, l'objectif étant essentiellement de déterminer si ses actifs actuels et le montant estimatif de ses actifs futurs permettront à la Caisse de faire face à ses engagements.

156. L'Université est tenue de verser des cotisations à la Caisse, au taux fixé par l'Assemblée générale, qui est actuellement de 7,9 % de la rémunération considérée aux fins de la pension pour les participants et de 15,8 % pour l'organisation affiliée. En vertu de l'article 26 des Statuts de la Caisse, elle doit également lui verser sa part du montant qui pourrait être nécessaire pour combler un déficit actuariel. Pour que cette dernière obligation prenne effet, il faut qu'un déficit ait été constaté à la date de la dernière évaluation actuarielle et que l'Assemblée générale ait invoqué les dispositions de l'article 26. Chacune des organisations affiliées contribue à combler le déficit en proportion du montant total des cotisations qu'elle a versées pendant les trois années précédant l'évaluation.

157. L'évaluation actuarielle la plus récente de la Caisse a été arrêtée au 31 décembre 2021 et aux fins de l'établissement des états financiers de 2022, la Caisse des pensions a extrapolé au 31 décembre 2022 les données sur la participation arrêtées au 31 décembre 2021.

158. L'évaluation actuarielle au 31 décembre 2021 a donné un taux de couverture des engagements de 117,0 % (contre 107,1 % en 2019). Si l'on fait abstraction du système d'ajustement des pensions, le taux de couverture était de 158,2 %.

159. Ayant examiné l'équilibre actuariel de la Caisse, l'Actuaire-conseil a conclu qu'il n'était pas nécessaire, au 31 décembre 2021, d'effectuer les versements prévus en cas de déficit à l'article 26 des Statuts de la Caisse, car la valeur actuarielle des avoirs était supérieure à celle de la totalité des charges à payer au titre du régime. Qui plus est, la valeur de marché des actifs était elle aussi supérieure à la valeur actuarielle de la totalité des charges à payer à la date de l'évaluation. Au moment de l'établissement du présent rapport, l'Assemblée générale n'avait pas invoqué les dispositions de l'article 26.

160. Si l'article 26 devait être invoqué en raison d'un déficit actuariel constaté soit en cours d'activité, soit parce que la Caisse viendrait à cesser son activité, le montant que chaque organisation affiliée serait tenue de verser pour combler un déficit actuariel serait calculé en proportion de ses cotisations par rapport au total des cotisations versées à la Caisse pendant les trois années précédant l'évaluation. Le montant total des cotisations versées à la Caisse pendant les trois années précédant l'évaluation actuarielle (2020, 2021 et 2022) s'élevait à 8 937,68 millions de dollars, dont 0,09 % provenant de l'Université.

161. Les cotisations que l'Université a versées à la Caisse en 2023 se sont élevées à 3,23 millions de dollars (contre 2,96 millions de dollars en 2022). En 2024, elles devraient atteindre environ 3,38 millions de dollars.

162. Il peut être mis fin à l'affiliation d'une organisation par décision de l'Assemblée générale, prise sur recommandation en ce sens du Comité mixte. Une part proportionnelle des avoirs de la Caisse à la date où l'affiliation prend fin est versée à ladite organisation pour être utilisée au bénéfice exclusif de ses fonctionnaires qui étaient participants à la Caisse, selon des modalités arrêtées d'un commun accord entre l'organisation et la Caisse. Le montant de cette part proportionnelle est fixé par le Comité mixte après une évaluation actuarielle des avoirs et des engagements de la Caisse à la date où l'affiliation prend fin ; toutefois, ladite part ne comprend aucune fraction de l'excédent des avoirs sur les engagements.

163. Le Comité des commissaires aux comptes audite chaque année les comptes de la Caisse des pensions et en rend compte au Comité mixte et à l'Assemblée générale. La Caisse publie des rapports trimestriels sur ses investissements, qui peuvent être consultés sur son site Web (www.unjspf.org).

Note 17

Contrats de location

(En milliers de dollars des États-Unis)

	31 décembre 2023	31 décembre 2022
Contrats de location-financement (note 28)		
Passifs courants	8	13
Passifs non courants	4	12
Total	12	25

Note 18

Autres éléments de passif

(En milliers de dollars des États-Unis)

	31 décembre 2023	31 décembre 2022
Droits d'usage de bâtiments cédés sans contrepartie (note 28)		
Passifs courants	2 529	2 409
Passifs non courants	48 276	44 957
Total	50 805	47 366

Note 19
Actifs nets : excédents/(déficits) cumulés

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Fonds des opérations courantes</i>	<i>Fonds pour les prestations dues à la cessation de service</i>	<i>Total 2023</i>	<i>Total 2022</i>
Actif net au 31 décembre	86 613	(7 155)	79 458	99 891
Effet de la mise en application de la norme IPSAS 41	500	—	500	—
Solde au 1^{er} janvier	87 113	(7 155)	79 958	99 891
Gains/(pertes) actuariel(le)s constaté(e)s dans l'actif net	—	1 125	1 125	4 426
<i>Modifications des hypothèses financières</i>	—	590	590	3 434
<i>Modifications des hypothèses démographiques</i>	—	286	286	—
<i>Modifications des hypothèses liées à l'expérience</i>	—	249	249	992
Quote-part des variations constatées dans l'actif net des coentreprises (mise en équivalence)	(11)	—	(11)	47
Excédent/(déficit) pour l'exercice	12 449	45	12 494	(23 131)
Variations de la juste valeur des investissements comptabilisées directement en actif net	208	—	208	—
Montants transférés au Fonds de dotation	—	—	—	(1 775)
Solde au 31 décembre	99 759	(5 985)	93 774	79 458

Note 20
Actif net : Fonds de dotation

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>31 décembre 2023</i>	<i>31 décembre 2022</i>
Capital constitué par des contributions réservées à des fins particulières	285 554	285 391
Excédents cumulés (contributions réservées à des fins particulières)	113 506	89 824
Total de l'actif net du Fonds de dotation	399 060	375 215

Variation du Fonds de dotation
Capital constitué par des contributions réservées à des fins particulières

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>2023</i>	<i>2022</i>
Solde au 1^{er} janvier	285 391	283 616
Apports au Fonds de dotation	163	1 775
Solde au 31 décembre	285 554	285 391

Excédents/(déficits) cumulés – fonds réservés à des fins particulières

(En milliers de dollars des États-Unis)

	2023	2022
Solde au 1^{er} janvier	89 824	158 613
Distribution aux fonds des opérations courantes	(31 098)	(1 775)
Excédent/(déficit) pour l'exercice	54 780	(67 014)
Solde au 31 décembre	113 506	89 824

Note 21**Contributions volontaires : produits des opérations sans contrepartie directe**

(En milliers de dollars des États-Unis)

	31 décembre 2023	31 décembre 2022
Contributions financières volontaires	33 394	30 827
Contributions volontaires en nature	19 976	18 952
Total des contributions volontaires reçues	53 370	49 779
Remboursements	(95)	(38)
Montant net des contributions volontaires reçues	53 275	49 741

164. Une analyse au cas par cas de tous les accords concernant des produits d'opérations sans contrepartie directe a été effectuée conformément aux critères définis dans la norme IPSAS 23. Les produits d'opérations sans contrepartie directe se composent de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (16,3 millions de dollars) et de contributions volontaires à recevoir (17,1 millions de dollars), qui sont soumis à des stipulations générales dans les accords qui ne constituent pas des conditions. L'Université des Nations Unies a eu une expérience positive avec les donateurs ayant régulièrement effectué leurs versements. Par le passé, elle n'a jamais manqué aux stipulations et les donateurs n'ont pas été amenés à exiger des remboursements.

165. Le montant net des contributions volontaires, à savoir 53,3 millions de dollars, se décompose comme suit : 37,4 millions de dollars pour l'exercice considéré (2023) et 15,9 millions de dollars pour les années suivantes (2024 : 8,9 millions ; 2025 : 3,0 millions ; 2026 : 3,0 millions ; 2027 : 0,3 million ; 2028 : 0,2 million ; 2029 : 0,2 million ; 2030 : 0,2 million ; 2031 : 0,1 million).

166. Les produits des contributions en nature représentent les droits d'usage de bâtiments et de locaux cédés sans contrepartie sur la base de leur juste valeur locative. Les contributions en nature reçues pendant l'exercice (0,67 million de dollars) sous la forme de services ne sont pas comptabilisées comme des produits et ne sont donc pas comprises dans le produit des contributions en nature indiqué ci-dessus.

Note 22
Produits nets/(charges nettes) des placements

(En milliers de dollars des États-Unis)

	31 décembre 2023	31 décembre 2022
Produits et charges du fonds de gestion centralisée des liquidités : récapitulatif		
Produit des placements	1 438	515
Incidence sur la juste valeur	–	(370)
Plus-values/(moins-values) latentes	26	(23)
Produits nets provenant du fonds de gestion centralisée des liquidités^a	1 464	122
Produits/(charges) du Fonds de dotation : récapitulatif		
Produit des placements	9 678	7 518
(Moins-values)/plus-values réalisées sur la cession et l'arrivée à échéance des titres	(2 325)	43 819
Incidence sur la juste valeur	47 623	(118 119)
Total des produits nets/(charges nettes) du Fonds de dotation	54 976	(66 782)
Total des produits nets/(charges nettes) des placements	56 440	(66 660)

^a La plus-value latente de 0,208 million de dollars résultant de la réévaluation à la valeur de marché du fonds principal de gestion centralisée des liquidités est comptabilisée à l'actif net pour 2023, conformément à la norme IPSAS 41. En 2022, la moins-value latente correspondante (0,351 million de dollars) avait été comptabilisée en produits des placements provenant du fonds principal de gestion centralisée des liquidités.

167. En 2023, l'Université a enregistré des produits nets des placements de 56,4 millions de dollars, ce qui marque un revirement notable par rapport aux pertes de l'exercice précédent. Cette évolution positive s'explique principalement par les fluctuations favorables de la juste valeur dans le portefeuille de placements du Fonds de dotation.

Note 23
Autres produits : produits d'opérations avec contrepartie directe

(En milliers de dollars des États-Unis)

	31 décembre 2023	31 décembre 2022
Publications, ventes et droits d'auteur	17	8
Services fournis	3 598	3 100
Revenus locatifs	1 070	1 087
Frais de scolarité perçus	127	136
Gains de change	2 898	–
Autres	354	115
Total	8 064	4 446

Note 24
Charges

(En milliers de dollars des États-Unis)

	31 décembre 2023	31 décembre 2022
Traitements, indemnités et prestations		
Coûts salariaux	23 358	22 000
Pensions	3 229	2 957
Indemnités de fin de contrat de travail et avantages postérieurs à l'emploi	971	1 060
Prestations liées aux engagements et affectations	502	405
Prestations liées aux congés	305	163
Autres avantages du personnel	2 250	2 983
Total des traitements, indemnités et autres prestations	30 615	29 568
Loyers, contrats de location, services collectifs de distribution		
Loyers, contrats de location, services collectifs de distribution	19 241	18 367
Total des loyers, contrats de location et services collectifs de distribution	19 241	18 367
Voyages		
Voyages	4 193	3 340
Total des frais de voyage	4 193	3 340
Charges nettes afférentes aux placements		
Charges nettes afférentes aux placements	–	66 660
Total des charges nettes afférentes aux placements	–	66 660
Amortissement		
Amortissement d'immobilisations corporelles	3 491	2 974
Amortissement d'immobilisations incorporelles	19	19
Total de l'amortissement	3 510	2 993
Rémunération et indemnités des personnes n'ayant pas la qualité de fonctionnaire		
Services de vacataires	6 787	5 910
Total de la rémunération et des indemnités des personnes n'ayant pas la qualité de fonctionnaire	6 787	5 910
Fournitures et consommables		
Matériel informatique et matériel de communication	319	346
Matériel	64	45
Fournitures informatiques et maintenance des logiciels	538	359
Fournitures de bureau	52	73
Autres consommables	7	9
Total des fournitures et consommables	980	832

	31 décembre 2023	31 décembre 2022
Frais de fonctionnement divers		
Services rendus par des sociétés	7 505	6 893
Frais de formation	2 756	2 395
Frais de maintenance	1 211	1 249
Services spécialisés	1 172	1 526
Communications	1 267	1 180
Assurances/garanties	170	48
Charges liées au recrutement	28	45
Sécurité	135	103
Fret	10	10
Correction de valeur pour pertes sur les créances	—	478
Quote-part du déficit/(excédent) des coentreprises (mise en équivalence)	(21)	69
Divers	118	34
Pertes de change	1 735	4 398
Total des frais de fonctionnement divers	16 086	18 428
Charges diverses		
Dépenses de représentation	28	9
Total des charges diverses	28	9
Total des charges	81 440	146 107

168. Le montant total des charges a considérablement diminué, principalement en raison de la transformation de moins-values latentes du Fonds de dotation en plus-values. En 2023, cette situation s'est traduite par un rendement net des placements, sous l'effet de l'évolution favorable des marchés.

Note 25

Instruments financiers, gestion du risque financier et fonds de gestion centralisée des liquidités

169. Le tableau suivant présente les différentes catégories d'instruments financiers de l'Université des Nations Unies.

Récapitulatif des instruments financiers

(En milliers de dollars des États-Unis)

	Complément d'information	31 décembre 2023	31 décembre 2022 ^d
Actifs financiers			
Évalués à la juste valeur par le biais de l'actif net/situation nette^a			
Placements à court terme : fonds principal de gestion centralisée des liquidités ^b	Notes 7 et 25	30 565	18 706

	Complément d'information	31 décembre 2023	31 décembre 2022 ^d
Placements à long terme : fonds principal de gestion centralisée des liquidités	Notes 7 et 25	9 561	9 058
Total des placements comptabilisés à la juste valeur par le biais de l'actif net/situation nette		40 126	27 764
Évalués à la juste valeur par le biais du résultat			
Placements à long terme : Fonds de dotation	Notes 7 et 26	397 973	373 832
Total des placements comptabilisés à la juste valeur par le biais du résultat		397 973	373 832
Total des placements comptabilisés à la juste valeur		438 099	401 596
Trésorerie et équivalents de trésorerie			
Trésorerie et équivalents de trésorerie : fonds principal de gestion centralisée des liquidités	Notes 6 et 25	5 925	4 662
Trésorerie et équivalents de trésorerie : Fonds de dotation	Notes 6 et 25	1 645	2 245
Trésorerie et équivalents de trésorerie : divers	Note 6	20 879	11 879
Total de la trésorerie et des équivalents de trésorerie		28 449	18 786
Produits à recevoir d'opérations avec ou sans contrepartie directe			
Contributions volontaires	Note 8	35 071	42 098
Créances diverses	Note 9	5 444	2 865
Total de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, et des produits à recevoir d'opérations avec ou sans contrepartie directe		68 964	63 749
Total des actifs financiers (valeur comptable)		507 063	465 345
Dont : actifs financiers détenus dans le fonds principal de gestion centralisée des liquidités	Note 25	46 051	32 426
Dont : actifs financiers détenus dans le Fonds de dotation	Note 26	399 618	376 077
Passifs financiers au coût amorti			
Dettes et charges à payer	Note 14	9 136	5 513
Total des passifs financiers (valeur comptable)		9 136	5 513
Produits nets provenant des actifs financiers			
Produits nets provenant du fonds de gestion centralisée des liquidités ^c	Note 22	1 464	122
Total des produits nets/(charges nettes) du Fonds de dotation	Note 22	54 976	(66 782)
Total des produits nets/(charges nettes) provenant des actifs financiers		56 440	(66 660)

^a Les actifs financiers ont été comptabilisés à la juste valeur par le biais du résultat en 2022.

^b Le montant des placements à court terme tient compte du montant des produits à recevoir, à savoir 0,440 million (contre 0,165 million de dollars en 2022), au titre du fonds principal de gestion centralisée des liquidités.

^c La plus-value latente de 0,208 million de dollars résultant de la réévaluation à la valeur de marché des fonds de gestion centralisée des liquidités est comptabilisée à l'actif net pour 2023, conformément à la norme IPSAS 41. En 2022, la moins-value latente correspondante (0,351 million de dollars) avait été comptabilisée en produits des placements provenant des fonds de gestion centralisée des liquidités.

^d Les chiffres ont été retraités conformément à la nouvelle présentation.

170. En raison principalement de ses placements dans les fonds de gestion centralisée des liquidités et le Fonds de dotation, l'Université est exposée aux risques financiers suivants :

- a) risque de crédit ;
- b) risque de liquidité ;
- c) risque de marché, notamment le risque de taux d'intérêt, le risque de change et le risque de prix.

171. On trouvera dans la présente note et la note 26 (Instruments financiers : Fonds de dotation) des informations sur chacun de ces risques, sur les objectifs, les principes et les procédures de l'Université relatifs à l'évaluation et à la gestion des risques, et sur la gestion du capital.

Gestion du risque financier : dispositif de gestion des risques

172. La gestion des placements est centralisée au Siège de l'ONU et l'Université n'est pas autorisée en temps ordinaire à procéder à des placements. L'Université gère les risques dans le respect du Règlement financier et des règles de gestion financière de l'ONU et des directives de l'Organisation pour la gestion des placements. Dans des cas exceptionnels, il peut arriver qu'elle reçoive une dérogation, lorsque les conditions justifient que des placements soient effectués localement suivant des paramètres bien définis conformes aux directives pour la gestion des placements.

173. La Trésorerie de l'ONU est chargée de gérer les placements et les risques pour les fonds de gestion centralisée des liquidités et de procéder aux placements conformément aux directives de l'ONU pour la gestion des placements.

174. L'objectif de la gestion des placements est de préserver le capital et de veiller à ce qu'il y ait suffisamment de liquidités pour couvrir les besoins opérationnels tout en obtenant, pour chaque fonds, un rendement concurrentiel par rapport au marché. La priorité est donnée à la qualité, à la sécurité et à la liquidité des placements plutôt qu'au taux de rendement.

175. Un comité des placements évalue périodiquement la performance des placements et le degré de conformité avec les directives et formule des recommandations quant aux changements à apporter à celles-ci.

Gestion du risque financier : risque de crédit

176. Le risque de crédit correspond au risque de subir une perte financière si une contrepartie à un instrument financier manque à ses obligations contractuelles. Il concerne la trésorerie et les équivalents de trésorerie, les placements et dépôts auprès d'établissements financiers et les impayés.

Exposition maximale au risque de crédit

177. L'exposition maximale des actifs financiers au risque de crédit correspond à la valeur comptable de ces derniers à la fin de la période de présentation de l'information financière. Le tableau ci-après indique l'exposition maximale des instruments financiers de l'entité au risque de crédit, avant la prise en compte de tout bien affecté en garantie ou de toute autre amélioration des termes de crédit et après déduction d'une provision pour dépréciation, le cas échéant.

(En milliers de dollars des États-Unis)

	31 décembre 2023	31 décembre 2022
Exposition au risque de crédit		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	28 449	18 786
Placements à court terme	30 565	18 706
Placements à long terme (hors placements en actions)	208 199	195 461
Contributions volontaires à recevoir	35 071	42 098
Créances diverses, hors avances et charges comptabilisées d'avance	5 444	2 865
Total	307 728	277 916

178. L'Université n'a pas affecté de bien en garantie et ne bénéficie pas d'une quelconque amélioration des termes de crédit.

Risque de crédit : placements du fonds de gestion centralisée des liquidités et dépôts

179. Les lignes directrices de l'Université pour la gestion des placements et ses stratégies en matière de risques et d'investissement posent des limites et des restrictions claires afin de réduire l'exposition du portefeuille au risque de crédit. En outre, le montant des placements est limité pour chaque fonds à 5 % des actions en circulation pour telle ou telle société ou de toute émission d'obligations, et tout nouvel émetteur est soumis à une procédure d'examen de crédit et doit être approuvé par le trésorier avant qu'une décision d'investissement ne soit prise. L'évaluation des pertes de crédit attendues a été réalisée au moyen de l'étude annuelle globale de Fitch sur les défauts, sur la base de la note de défaut attribuée pour chacun des émetteurs auprès desquels l'Université a investi. Étant donné que les investissements sont limités à des institutions bien notées, la perte de valeur sur ceux-ci est relativement faible et jugée non significative.

<i>Instrument financier</i>	<i>Méthode de calcul des pertes de crédit attendues</i>	<i>Calcul pour 2023</i>
Effets de commerce	Utilisation de l'étude annuelle globale de Fitch sur les défauts et les taux de transition	Perte jugée non significative
Certificat de dépôt	Utilisation de l'étude annuelle globale de Fitch sur les défauts et les taux de transition	Perte jugée non significative
Dépôt à terme	Utilisation de l'étude annuelle globale de Fitch sur les défauts et les taux de transition	Perte jugée non significative
Placement en obligations	Utilisation de l'étude annuelle globale de Fitch sur les défauts et les taux de transition	Perte jugée non significative

Risque de crédit : contributions à recevoir et créances diverses

180. Une grande partie des contributions à recevoir sont dues par des gouvernements souverains et des entités supranationales, notamment des entités des Nations Unies qui présentent un risque de crédit peu élevé.

Risque de crédit : correction de valeur pour pertes

181. L'Université utilise l'approche simplifiée pour évaluer les pertes de crédit attendues sur la durée du prêt à chaque date de clôture. La correction de valeur pour pertes est calculée sur la base du taux de perte historique et du solde des montants non acquittés à la fin de l'exercice pour chaque catégorie d'actifs financiers. Les pertes approuvées par l'Administration en application du Règlement financier et des règles de gestion financière de l'Organisation et les reprises de dépréciations de créances sont comptabilisées directement en résultats. Les variations du compte de dépréciation au cours de l'exercice sont récapitulées dans le tableau ci-après.

Correction de valeur pour pertes sur les créances : variation

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Correction de valeur pour pertes sur les créances</i>		
	<i>Contributions volontaires</i>	<i>Créances diverses</i>	<i>Total</i>
Au 31 décembre 2021	62 333	–	62 333
Charges liées aux créances douteuses ou irrécouvrables	281	–	281
Montants comptabilisés en pertes	–	–	–
Au 31 décembre 2022	62 614	–	62 614
Réévaluation de la correction de valeur pour pertes	(500)	–	(500)
Au 1^{er} janvier 2023	62 114	–	62 114
Correction de valeur pour pertes	126	–	126
Montants comptabilisés en pertes	–	–	–
Au 31 décembre 2023	62 240	–	62 240

Créances diverses et correction de valeur pour pertes

182. On trouvera ci-dessous des informations sur l'ancienneté des créances et la correction de valeur pour pertes. Les soldes impayés pour chaque type de client ont été évalués dans le temps afin de déterminer le taux de pertes historique. Il est ressorti de cette analyse que celui-ci était insignifiant. Par conséquent, il n'a pas été jugé nécessaire d'appliquer un taux de perte attendue aux soldes des créances en souffrance pour l'exercice considéré à des fins de correction de valeur.

Contributions volontaires à recevoir et correction de valeur pour pertes

183. Aucun taux de correction de valeur pour pertes de crédit attendues n'a été fixé pour les contributions volontaires à recevoir en raison de la nature de ces transactions. Les cas de comptabilisation en pertes sont peu fréquents et non significatifs. Les créances en souffrance qui seront estimées irrécouvrables feront spécifiquement l'objet d'une correction de valeur pour pertes.

Ancienneté des contributions volontaires et des créances diverses

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Au 31 décembre 2023</i>	<i>Montant ni impayé ni déprécié</i>	<i>Moins de 1 an</i>	<i>1 an à 2 ans</i>	<i>Plus de 3 ans</i>	<i>Total</i>
Contributions volontaires à recevoir	30 012	8 210	14 998	44 091	97 311
Dépréciation	—	5 000	13 149	44 091	62 240
Taux de dépréciation (%)	—	61	88	100	64
Créances diverses	4 381	1 048	15	—	5 444
Dépréciation	—	—	—	—	—
Taux de dépréciation (%)	—	—	—	—	—
<i>Au 31 décembre 2022</i>					
Contributions volontaires à recevoir	42 430	9 618	15 650	37 014	104 712
Dépréciation	5 000	6 450	14 150	37 014	62 614
Taux de dépréciation (%)	12	67	90	100	60
Créances diverses	2 026	741	50	48	2 865
Dépréciation	—	—	—	—	—
Taux de dépréciation (%)	—	—	—	—	—

Risque de crédit : trésorerie et équivalents de trésorerie

184. Au 31 décembre 2023, l'Université était exposée à un risque de crédit portant sur les 28,45 millions de dollars qu'elle détenait sous forme de trésorerie et d'équivalents de trésorerie.

Risque de crédit : fonds de gestion centralisée des liquidités

185. L'Université procède directement à des investissements et place une partie de sa trésorerie et de ses équivalents de trésorerie dans le fonds principal de gestion centralisée des liquidités administré par la Trésorerie de l'ONU. Le fonds principal de gestion centralisée des liquidités comprend les soldes des comptes bancaires d'opérations en diverses monnaies et les placements en dollars des États-Unis.

186. Le regroupement des fonds a un effet bénéfique sur le rendement global et sur le risque : il permet de faire des économies d'échelle et de répartir sur plusieurs échéances les risques liés à la courbe des taux. La répartition des éléments composant les fonds (trésorerie et équivalents de trésorerie, placements à court terme et placements à long terme) et celle des produits sont proportionnelles à la part du capital revenant à chaque entité participante.

187. Au 31 décembre 2023, le fonds principal de gestion centralisée des liquidités détenait des actifs d'une valeur totale de 11 548,7 millions de dollars (contre 11 873,9 millions de dollars en 2022), dont un montant de 46,05 millions de dollars dû à l'Université (contre 32,4 millions de dollars en 2022) ; la part des produits revenant à celle-ci s'élevait à 1,463 million de dollars (contre 0,145 million de dollars en 2022).

**Actif et passif du fonds principal de gestion centralisée des liquidités
au 31 décembre 2023 : récapitulatif**

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Fonds principal de gestion centralisée des liquidités</i>
Juste valeur par le biais de l'actif net/situation nette	
Placements à court terme	7 554 712
Placements à long terme	2 397 703
Total des placements comptabilisés à la juste valeur par le biais de l'actif net/situation nette	9 952 415
Trésorerie, équivalents de trésorerie et créances (coût amorti)	
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1 485 897
Produits des placements à recevoir	110 348
Total des actifs financiers (coût amorti)	1 596 245
Total des actifs financiers (valeur comptable)	11 548 660
Passif (fonds de gestion centralisée des liquidités)	
Montants dus à l'Université des Nations Unies	46 051
Montant dû aux autres participants	11 502 609
Total du passif	11 548 660
Actif net	—

**Produits et charges du fonds principal de gestion centralisée des liquidités
pour l'exercice clos le 31 décembre 2023 : récapitulatif**

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Fonds principal de gestion centralisée des liquidités</i>
Produit des placements	488 377
Produits des placements provenant des fonds de gestion centralisée des liquidités	488 377
Gains de change	9 194
Frais bancaires	(808)
Produits/(charges) de fonctionnement des fonds de gestion centralisée des liquidités	8 386
Total des produits et charges des fonds de gestion centralisée des liquidités	496 763

Actif et passif du fonds principal de gestion centralisée des liquidités au 31 décembre 2022 : récapitulatif

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Fonds principal de gestion centralisée des liquidités</i>
Juste valeur par le biais du résultat	
Placements à court terme	6 789 427
Placements à long terme	3 316 889
Total des placements comptabilisés à la juste valeur par le biais du résultat	10 106 316
Prêts et créances	
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1 707 288
Produits des placements à recevoir	60 265
Total des prêts et créances	1 767 553
Total des actifs financiers (valeur comptable)	11 873 869
Passif (fonds de gestion centralisée des liquidités)	
Montants dus à l'Université des Nations Unies	32 426
Montant dû aux autres participants	11 841 443
Total du passif	11 873 869
Actif net	—

Produits et charges du fonds principal de gestion centralisée des liquidités pour l'exercice clos le 31 décembre 2022 : récapitulatif

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Fonds principal de gestion centralisée des liquidités</i>
Produit des placements	178 646
Plus-values/(moins-values) latentes	(137 034)
Produit des placements du fonds principal de gestion centralisée des liquidités	41 612
Gains/(pertes) de change	(7 670)
Frais bancaires	(772)
Pertes d'exploitation du fonds principal de gestion centralisée des liquidités	(8 442)
Produits et charges du fonds principal de gestion centralisée des liquidités	33 170

Gestion du risque financier

188. La Trésorerie de l'ONU est chargée de gérer les placements et les risques pour les fonds de gestion centralisée des liquidités et de procéder aux placements conformément aux directives de l'ONU pour la gestion des placements.

189. L'objectif de la gestion des placements est de préserver le capital et de veiller à ce qu'il y ait suffisamment de liquidités pour couvrir les besoins opérationnels tout en obtenant, pour chaque fonds, un rendement concurrentiel par rapport au marché. La priorité est donnée à la qualité, à la sécurité et à la liquidité des placements plutôt qu'au taux de rendement.

190. Un comité des placements évalue périodiquement la performance des placements et le degré de conformité avec les directives et formule des recommandations quant aux changements à apporter à celles-ci.

Gestion du risque financier : risque de crédit

191. Les directives de l'ONU pour la gestion des placements prévoient une vérification régulière de la notation des émetteurs et des contreparties. Les placements autorisés peuvent comprendre, sans s'y limiter, des dépôts bancaires, des effets de commerce et des titres émis par des entités supranationales, des organismes d'État ou des gouvernements, avec des échéances inférieures ou égales à cinq ans. Les fonds de gestion centralisée des liquidités n'investissent pas dans les produits dérivés, les titres adossés à des créances mobilières ou immobilières, et les actions.

192. Les directives de l'ONU pour la gestion des placements prescrivent de ne pas investir dans des titres d'émetteurs dont la notation est insuffisante et fixent un ratio d'emprise maximal pour un émetteur donné. Ces conditions étaient remplies à la date des placements.

193. Les notations utilisées pour les fonds de gestion centralisée des liquidités sont celles données par les principales agences de notation : Standard & Poor's, Moody's et Fitch pour les obligations, les certificats de dépôt et les instruments à intérêts précomptés, et la notation de viabilité de Fitch pour les dépôts à terme. Les notes de crédit en fin d'exercice sont indiquées ci-après.

Ventilation des placements du fonds principal de gestion centralisée des liquidités au 31 décembre 2023, par note de crédit

(En pourcentage)

<i>Fonds principal de gestion centralisée des liquidités</i>									
<i>Notations au 31 décembre 2023</i>					<i>Notations au 31 décembre 2022</i>				
Obligations (notations à long terme)					Obligations (notations à long terme)				
<i>AAA/AAAu AA+u/AA+/AA</i>					<i>AAA/AAAu AA+u/AA+/AA</i>				
<i>s.o.</i>					<i>s.o.</i>				
Standard & Poor's	37,1	62,9			Standard & Poor's	33,8	65,9		0,3
	<i>AAA/AAu</i>	<i>AA+/AA/AA-</i>	<i>A+</i>	<i>s.o./PN</i>		<i>AAA</i>	<i>AA+/AA/AA-</i>	<i>A+</i>	<i>s.o./PN</i>
Fitch	28,4	53,3	1,3	17,0	Fitch	61,9	22,5	0,2	15,4
	<i>Aaa</i>	<i>Aa1/Aa2/Aa3</i>		<i>s.o.</i>		<i>Aaa</i>	<i>Aa1/Aa2/Aa3</i>		<i>s.o.</i>
Moody's	61,9	30,5		7,6	Moody's	66,7	30,9		2,4
Effets de commerce/certificats de dépôt (notations à court terme)					Effets de commerce/certificats de dépôt (notations à court terme)				
<i>A-1+/A-1</i>					<i>A-1+/A-1</i>				
Standard & Poor's	100,0				Standard & Poor's	100,0			

<i>Fonds principal de gestion centralisée des liquidités</i>					
<i>Notations au 31 décembre 2023</i>			<i>Notations au 31 décembre 2022</i>		
	<i>F1+/F1</i>	<i>PN</i>		<i>F1+/F1</i>	<i>PN</i>
Fitch	98,8	1,2	Fitch	97,7	2,3
	<i>P-1/P2</i>			<i>P-1/P2</i>	
Moody's	100,0		Moody's	100,0	
Dépôts à terme/dépôts à vue (notation de viabilité de Fitch)			Dépôts à terme/dépôts à vue (notation de viabilité de Fitch)		
	<i>aa/aa-</i>	<i>a+/a/a-</i>		<i>aa-</i>	<i>a+/a/a-</i>
Fitch	23,8	76,2	Fitch	35,9	64,1

Abréviations : PN = pas de note ; s.o. = sans objet.

194. La Trésorerie de l'ONU suit de près les notations et, étant donné que les investissements de l'Université ne portent que sur des titres de qualité, l'administration ne s'attend pas à ce que les émetteurs manquent à leurs obligations, sauf en ce qui concerne les éventuels placements ayant subi une dépréciation.

Gestion du risque financier : risque de liquidité (fonds de gestion centralisée des liquidités)

195. Les fonds de gestion centralisée des liquidités sont exposés à un risque de liquidité, car les participants doivent effectuer des retraits à bref délai. Ils conservent des disponibilités et des titres négociables en quantité suffisante pour faire face aux engagements des participants au moment où ils arrivent à échéance. La majeure partie de la trésorerie, des équivalents de trésorerie et des placements est disponible dans un délai d'un jour pour répondre aux besoins opérationnels. Le risque de liquidité des fonds de gestion centralisée est donc considéré comme faible.

Gestion des risques financiers : risque de liquidité (actifs et passifs financiers)

196. Le solde de trésorerie, les placements et les contributions à recevoir de l'Université couvrent nettement les besoins actuels de décaissement. Le tableau ci-après présente une ventilation chronologique du total des actifs financiers de l'Université en fonction des échéances contractuelles restantes.

Échéances des actifs financiers au 31 décembre 2023

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Moins de 1 an</i>	<i>1 à 5 ans</i>	<i>Plus de 5 ans</i>	<i>Total</i>
Actif				
Trésorerie et équivalents de trésorerie	28 449	—	—	28 449
Placements à court terme	30 565	—	—	30 565
Placements à long terme	—	9 561	397 973	407 534
Contributions volontaires à recevoir	22 121	12 395	555	35 071
Créances diverses	5 428	16	—	5 444
Total des actifs financiers	86 563	21 972	398 528	507 063

Échéances des passifs financiers au 31 décembre 2023

(En milliers de dollars des États-Unis, sans actualisation)

	Moins de 3 mois	3 à 12 mois	Plus de 1 an	Total
Dettes et charges à payer	9 136	–	–	9 136
Total	9 136	–	–	9 136

Gestion du risque financier : risque de taux d'intérêt (fonds principal de gestion centralisée des liquidités)

197. C'est principalement par l'intermédiaire des fonds de gestion centralisée des liquidités que l'Université est exposée au risque de taux d'intérêt, les fonds administrant des instruments financiers porteurs d'intérêts, à savoir les placements, la trésorerie et les équivalents de trésorerie à taux fixe. À la date de clôture, les placements des fonds de gestion centralisée des liquidités comprenaient principalement des titres à échéance plutôt courte, la durée maximale étant de moins de quatre ans (cinq ans en 2022). La durée moyenne des titres était de 0,65 année au 31 décembre 2023 (0,77 année en 2022), ce qui est considéré comme un indicateur de risque peu élevé.

Analyse de la sensibilité du fonds principal de gestion centralisée des liquidités au risque de taux d'intérêt

198. L'analyse de sensibilité au risque de taux d'intérêt illustre la façon dont la juste valeur du fonds principal à la date de clôture évoluerait si le rendement global des placements variait en raison des fluctuations des taux d'intérêt. Les placements étant comptabilisés à la juste valeur par le biais de l'actif net/situation nette, la variation de la juste valeur correspond à l'augmentation ou à la diminution de l'actif net. Le tableau ci-après illustre l'incidence de déplacements vers le haut ou vers le bas de la courbe des rendements pouvant aller jusqu'à 200 points de base (100 points de base = 1 %). Ces déplacements de points de base n'ont toutefois qu'une valeur indicative.

Analyse de la sensibilité du fonds principal de gestion centralisée des liquidités au risque de taux d'intérêt au 31 décembre 2023

Déplacements de la courbe des rendements (points de base)	-200	-150	-100	-50	0	+50	+100	+150	+200
---	------	------	------	-----	---	-----	------	------	------

(En millions de dollars des États-Unis)

Augmentation/(diminution) de la juste valeur

Total (fonds principal de gestion centralisée des liquidités)	144,78	108,58	72,38	36,19	–	(36,19)	(72,37)	(108,55)	(144,73)
---	--------	--------	-------	-------	---	---------	---------	----------	----------

Analyse de la sensibilité du fonds principal de gestion centralisée des liquidités au risque de taux d'intérêt au 31 décembre 2022

Déplacements de la courbe des rendements (points de base)	-200	-150	-100	-50	0	+50	+100	+150	+200
---	------	------	------	-----	---	-----	------	------	------

(En millions de dollars des États-Unis)

Augmentation/(diminution) de la juste valeur

Total (fonds principal de gestion centralisée des liquidités)	168,98	126,73	84,48	42,24	–	(42,23)	(84,46)	(126,69)	(168,91)
---	--------	--------	-------	-------	---	---------	---------	----------	----------

Autres risques de prix

199. Les fonds de gestion centralisée des liquidités ne sont pas exposés à d'autres risques de prix significatifs, car ils n'empruntent pas de titres, n'en vendent pas à découvert et n'en achètent pas sur marge, ce qui limite les risques de perte de capitaux.

Classification comptable et fiabilité de l'estimation de la juste valeur

200. Tous les placements sont comptabilisés à leur juste valeur par le biais de l'actif net/situation nette. Pour la trésorerie et les équivalents de trésorerie, on considère que la valeur nominale équivaut à la juste valeur. On trouvera ci-après des informations sur les justes valeurs des actifs détenus dans les fonds de gestion centralisée des liquidités à la date de clôture, classées selon leur niveau de fiabilité (aucun actif financier n'était classé au niveau 3 et il n'y a pas eu de transfert significatif d'un niveau de fiabilité à un autre) :

- a) Niveau 1 : cours sur des marchés actifs, non corrigés, d'actifs ou de passifs identiques ;
- b) Niveau 2 : éléments d'évaluation autres que les cours de marché relevant du niveau 1, qui sont obtenus soit directement (cours) soit indirectement (dérivés de cours) pour l'actif et le passif considéré ;
- c) Niveau 3 : éléments d'évaluation de l'actif ou du passif considéré ne reposant pas sur des données de marché observables (éléments non attestés).

201. La juste valeur des instruments financiers négociés sur des marchés actifs est fondée sur les cours de marché à la date de clôture et déterminée par le dépositaire indépendant sur la base d'évaluations de titres obtenues auprès de tierces parties. Un marché est dit actif lorsque les cours sont communiqués rapidement et régulièrement par une bourse, un courtier ou une maison de courtage, une association professionnelle, un service de cotation ou un organisme de réglementation et que ces cours sont déterminés par des opérations se produisant effectivement et régulièrement dans des conditions normales de concurrence. La valeur des actifs financiers composant le fonds principal de gestion centralisée des liquidités est calculée sur la base du cours acheteur.

202. La juste valeur des instruments financiers qui ne sont pas échangés sur un marché actif est calculée au moyen de techniques d'évaluation consistant à tirer le meilleur parti des données de marché observables. Si toutes les données nécessaires pour calculer la juste valeur d'un instrument sont observables, l'instrument est classé au niveau 2.

203. Le tableau ci-après présente, à la date de clôture, les justes valeurs des actifs détenus dans les fonds de gestion centralisée des liquidités, classées par niveau de fiabilité. Aucun actif financier n'était classé au niveau 3, il n'y avait pas de passif comptabilisé à la juste valeur et il n'a été procédé à aucun transfert significatif d'un niveau à un autre.

Fiabilité de l'estimation de la juste valeur des placements au 31 décembre : fonds principal de gestion centralisée des liquidités

(En milliers de dollars des États-Unis)

	31 décembre 2023			31 décembre 2022		
	Niveau 1	Niveau 2	Total	Niveau 1	Niveau 2	Total
Actifs financiers à la juste valeur par le biais de l'actif net/situation nette^a						
Obligations émises par des entreprises	118 115	—	118 115	65 200	—	65 200
Obligations émises par des organismes d'État (hors États-Unis)	2 468 680	—	2 468 680	1 974 662	—	1 974 662
Obligations émises par des institutions supranationales	770 234	—	770 234	789 587	—	789 587
Bons du Trésor américain	1 185 059	—	1 185 059	1 348 056	—	1 348 056
Obligations souveraines (hors États-Unis)	97 824	—	97 824	96 713	—	96 713
Effets de commerce	—	510 193	510 193	—	1 747 461	1 747 461
Certificats de dépôt	—	2 982 310	2 982 310	—	2 654 637	2 654 637
Dépôts à terme	—	1 820 000	1 820 000	—	1 430 000	1 430 000
Total	4 639 912	5 312 503	9 952 415	4 274 218	5 832 098	10 106 316

^a Les actifs financiers ont été comptabilisés à la juste valeur par le biais du résultat en 2022.

Note 26

Instruments financiers : Fonds de dotation

204. La responsabilité fiduciaire du placement des actifs du Fonds de dotation de l'Université des Nations Unies incombe au Secrétaire général. Celui-ci a délégué cette responsabilité à son représentant pour les investissements de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies, lequel est secondé par le Bureau de la gestion des investissements de la Caisse.

205. Le Représentant du Secrétaire général, avec l'aide du Bureau de la gestion des investissements de la Caisse commune des pensions, examine le portefeuille du Fonds de dotation de l'Université des Nations Unies et vérifie périodiquement les résultats de la ou du gestionnaire de portefeuille. Le Comité des placements de la Caisse suit de très près les placements réalisés avec les actifs du Fonds de dotation et donne des conseils à ce sujet.

206. Les placements du Fonds de dotation sont gérés par une société mondiale de gestion des investissements, sous le contrôle du Bureau de la gestion des investissements et du Représentant du Secrétaire général. L'Université privilégie une stratégie d'investissement passif, fondée sur des indices équilibrés au niveau mondial. En février 2022, elle s'est orientée vers un investissement durable et tient désormais compte des questions d'environnement, de société et de gouvernance pour toutes les catégories d'actifs. Les placements se font dans des fonds indiciels cotés, et l'objectif est d'obtenir le même rendement que les indices de référence, à savoir l'indice Morgan Stanley Capital International All Country World Investible ESG Focus Index pour les actions et l'indice Bloomberg Morgan Stanley Capital International United States Universal Choice ESG Screened Index pour les obligations.

207. Les critères de gestion des investissements définis par l'Assemblée générale à l'intention du Bureau de la gestion des investissements de la Caisse sont les suivants :

a) **La sécurité** : il s'agit d'assurer une répartition adéquate par catégorie d'actifs, région ou pays, monnaie, secteur et branche, fondée sur des

recommandations d'investissement qui reposent sur des recherches minutieuses et des éléments solides et sur une gestion dynamique du portefeuille permettant de tirer parti de la non-simultanéité des cycles économiques, de l'évolution des marchés et des fluctuations de change. Toutes les catégories d'actifs étant exposées à un risque de marché, la sécurité des actifs investis ne peut être que relative ;

b) **La liquidité** : pour satisfaire au critère de liquidité, les actifs investis doivent pouvoir être aisément négociés sur des marchés boursiers ou sur d'autres marchés solides, stables et obéissant aux lois de la concurrence. La liquidité est une condition nécessaire des remaniements rapides de portefeuille qu'il faut opérer pour maximiser le rendement global des investissements ou limiter les risques de pertes ;

c) **La rentabilité** : toute décision d'investissement doit s'appuyer sur une anticipation de rendement global positif, prenant dûment en compte les risques, en particulier le risque de marché, commun à toutes les valeurs d'une même catégorie et habituellement atténué (mais non éliminé) par la diversification ;

d) **La convertibilité** : il s'agit de la facilité avec laquelle les actifs investis peuvent être échangés contre une monnaie convertible. La convertibilité facilite les paiements en monnaies locales. La responsabilité fiduciaire envers les participants à la Caisse exige que tous les actifs investis soient aisément et intégralement convertibles en dollars des États-Unis, étant donné que la valeur de réalisation des avoirs de la Caisse est exprimée en dollars, tout comme les résultats des évaluations actuarielles dont elle fait l'objet.

208. La répartition stratégique des actifs approuvée et les indices de référence retenus dans la politique d'investissement du Fonds de dotation de l'Université sont les suivants :

<i>Catégorie d'actifs</i>	<i>Indice de référence</i>	<i>Part dans la répartition stratégique des actifs (pourcentage)</i>
Actions	Morgan Stanley Capital International All Country World Investible ESG Focus Index	50
Obligations	Bloomberg Morgan Stanley Capital International United States Universal Choice ESG Screened Index	50
Total		100

209. L'indice de référence retenu auparavant dans la politique d'investissement était le suivant :

<i>Catégorie d'actifs</i>	<i>Indice de référence</i>	<i>Part dans la répartition stratégique des actifs (pourcentage)</i>
Actions	Morgan Stanley Capital International All Country World Investible Market Index	50
Obligations	Bloomberg Barclays United States Aggregate Bond Index	50
Total		100

210. En vertu de la décision prise par le Conseil de l'Université des Nations Unies à sa quarante-sixième session, le montant annuel des retraits de liquidités opérés sur le Fonds de dotation est plafonné à 5,00 % de la valeur de réalisation moyenne de ce fonds, calculée sur cinq ans. Pour assurer la viabilité du Fonds de dotation, les retraits ont été plafonnés à 4,75 % pour l'exercice biennal 2022-2023.

Gestion du risque financier

211. Le Représentant du Secrétaire général pour les investissements de la Caisse, avec l'aide du Bureau de la gestion des investissements, approuve la répartition stratégique des actifs, les objectifs de rendement des placements et les principes et directives de placement. En outre, le rendement du portefeuille du Fonds de dotation fait l'objet d'un contrôle régulier.

212. Un comité des placements évalue périodiquement la performance des placements et le degré de conformité avec les directives de l'ONU pour la gestion des placements et formule des recommandations quant aux changements à apporter à celles-ci.

213. Le tableau ci-après présente un récapitulatif des investissements du Fonds de dotation par catégorie d'actifs :

(En milliers de dollars des États-Unis)

	31 décembre 2023	31 décembre 2022
Actions	199 335	187 429
Obligations	198 638	186 403
Trésorerie	1 645	2 245
Actifs financiers	399 618	376 077

Gestion du risque financier : risque de crédit

214. Afin de réduire le risque de crédit, l'Université des Nations Unies applique des mesures de gestion du risque sous le contrôle du Bureau de la gestion des investissements et du Représentant du Secrétaire général pour les investissements de la Caisse des pensions.

215. Pour la gestion du risque de crédit lié aux opérations financières avec des contreparties (qui englobe le risque d'émetteur pour les titres négociables et le risque de règlement pour les instruments dérivés et les contrats du marché monétaire), les contreparties ne peuvent être que des grandes banques et des institutions financières ; par ailleurs, les directives limitent le risque de crédit associé à une même contrepartie en fixant des plafonds de crédit et prévoient des exigences minimales de solvabilité pour chaque contrepartie. L'exposition au risque de crédit concerne principalement les placements en obligations de l'Université. Des mesures d'investissement adaptées permettent de gérer ce risque en autorisant l'Université à n'investir que dans des obligations considérées comme des valeurs de premier ordre par au moins une agence de notation reconnue (Standard & Poor's ou Fitch). Pour Standard & Poor's, la notation minimale requise pour les obligations est BBB ; pour Fitch, la notation minimale de viabilité pour les dépôts à vue ou à terme est F1+.

216. L'Université examine chaque année les plafonds de crédit appliqués et vérifie régulièrement la solvabilité des contreparties en fonction des conditions de crédit du marché. À la fin de l'exercice, les notations étaient les suivantes :

Notations du Fonds de dotation

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>31 décembre 2023</i>	<i>Total</i>	<i>Notations</i>
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1 645	Fitch : 100 % F1+
Obligations	198 638	Long-term Standard & Poor's : 5,0 % AAA ; 62,4 % AA ; 0,3 % A-1+ ; 12,0 % A ; 15,1 % BBB ; 3,1 % BB ; 1,5 % B ; 0,3 % CCC ; 0,2 % CC ; 0,1 % PN
Total	200 283	

<i>31 décembre 2022</i>	<i>Total</i>	<i>Notations</i>
Trésorerie et équivalents de trésorerie	2 245	Fitch : 100 % F1+
Obligations	186 403	Long-term Standard & Poor's : 64,8 % AAA ; 2,5 % AA ; 1,0 % A-1+ ; 12,4 % A ; 14,7 % BBB ; 2,8 % BB ; 1,4 % B ; 0,3 % CC ; 0,1 % PN
Total	188 648	

Abréviation : PN = pas de note.

217. Le risque de crédit est concentré lorsque plusieurs contreparties mènent des activités et présentent des caractéristiques économiques analogues qui font que leur capacité d'honorer leurs obligations contractuelles subit de la même façon les changements économiques ou d'autres fluctuations. L'analyse de la concentration du risque de crédit présentée dans le tableau ci-après ne porte que sur les actifs financiers soumis à ce type de risque. Pour les placements en obligations, cette concentration est contrôlée en fonction du secteur d'émission.

Fonds de dotation : concentration du risque de crédit lié aux obligations

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>31 décembre 2023</i>	<i>31 décembre 2022</i>
Secteur		
Trésor	72 371	67 033
Secteur public	15 203	13 842
Dépenses des services centraux	60 819	56 169
Marché des capitaux (titrisation)	50 245	49 359
Total (obligations)	198 638	186 403

Fonds de dotation : concentration du risque de crédit lié aux actions

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>31 décembre 2023</i>	<i>31 décembre 2022</i>
Région		
Amérique du Nord	119 007	111 992
Marchés émergents	22 916	23 147

	31 décembre 2023	31 décembre 2022
Marchés développés	57 412	52 290
Total (actions)	199 335	187 429

Gestion du risque financier : risque de liquidité

218. L'objectif de l'Université est de conserver des liquidités et des titres négociables lui permettant de faire face à ses besoins de trésorerie pour au moins 30 jours. Le financement des besoins de liquidités à long terme est par ailleurs assuré par des contributions annoncées d'un montant suffisant et par la possibilité de céder des titres.

219. Pour évaluer et gérer le risque de liquidité, l'Université prend en considération les flux de trésorerie escomptés des actifs financiers, notamment le solde de trésorerie et les contributions à recevoir. Le solde de trésorerie et les contributions à recevoir couvrent largement les besoins actuels de décaissement.

Gestion du risque financier : risque de taux d'intérêt

220. Au 31 décembre 2023, la duration effective moyenne des obligations détenues par l'Université était de 5,87 ans (contre 5,94 ans en 2022).

Analyse de la sensibilité du Fonds de dotation aux taux d'intérêt

221. À la date de clôture, toutes autres variables, en particulier les taux de change, restant constantes, une fluctuation des taux d'intérêt de 200 points de base aurait eu pour effet d'augmenter (ou de diminuer) l'actif net et l'excédent ou le déficit comme suit :

Analyse de la sensibilité du Fonds de dotation aux taux d'intérêt

Déplacements de la courbe des rendements (points de base)	-200	-150	-100	-50	0	50	100	150	200
(En millions de dollars des États-Unis)									
Augmentation/(diminution) de la juste valeur									
<i>Analyse de sensibilité</i>									
31 décembre 2023	23,3	17,5	11,7	5,8	–	-5,8	-11,7	-17,5	-23,3
31 décembre 2022	22,1	16,6	11,1	5,5	–	-5,5	-11,1	-16,6	-22,1

Risque de marché : risque de change

222. Le tableau ci-après indique la position nette ouverte par monnaie (euro, livre sterling et yen, principalement) à la fin de l'exercice considéré.

Exposition du Fonds de dotation au risque de change

(En milliers de dollars des États-Unis)

	Dollar des États-Unis	Euro	Livre sterling	Yen	Autres	Total
31 décembre 2023	318 975	18 709	4 497	16 303	39 576	398 060
31 décembre 2022	299 781	16 748	4 427	14 706	38 554	374 216

Risque de change : analyse de sensibilité

223. Le tableau ci-après indique les monnaies pour lesquelles l'Université était le plus exposée au risque de change au 31 décembre 2023. L'analyse visait à calculer l'effet qu'une fluctuation raisonnablement possible du dollar des États-Unis par rapport au cours de chaque monnaie aurait sur l'actif net et sur l'excédent ou le déficit, toutes autres variables restant constantes.

Analyse de la sensibilité du Fonds de dotation aux taux de change

(En milliers de dollars des États-Unis)

	31 décembre 2023		31 décembre 2022	
	Actif net et excédent ou déficit		Actif net et excédent ou déficit	
	Appréciation	Dépréciation	Appréciation	Dépréciation
Euro (variation de 10 %)	(1 701)	2 079	(1 523)	1 861
Livre sterling (variation de 10 %)	(409)	500	(402)	492
Yen (variation de 10 %)	(1 482)	1 811	(1 337)	1 634
Autres (variation de 10 %)	(3 598)	4 397	(3 505)	4 284

Autres risques de prix

224. L'exposition de l'Université à d'autres risques de prix tient principalement aux placements en actions du Fonds de dotation. Si le prix de marché des actions avait augmenté ou baissé de 5 %, l'excédent ou le déficit aurait augmenté ou baissé de 10,0 millions de dollars (contre 9,4 millions de dollars en 2022) avec une variation identique de l'actif net.

225. L'Université n'est pas exposée à d'autres risques de prix significatifs, car elle n'emprunte pas de titres, n'en vend pas à découvert et n'en achète pas sur marge, ce qui limite les risques de perte de capitaux.

Fiabilité de l'estimation de la juste valeur

226. Tous les placements du Fonds de dotation ont cours sur des marchés actifs et sont classés au niveau de fiabilité 1. Aucun actif financier n'a été classé aux niveaux 2 ou 3, il n'y a pas de passif comptabilisé à la juste valeur et il n'a été procédé à aucun transfert significatif d'un niveau à un autre.

**Fiabilité de l'estimation de la juste valeur des placements au 31 décembre :
Fonds de dotation**

(En milliers de dollars des États-Unis)

	31 décembre 2023	31 décembre 2022
	Niveau 1	Niveau 1
Actifs financiers comptabilisés à la juste valeur par le biais du résultat		
Actions	199 335	187 429
Obligations	198 638	186 403
Total	397 973	373 832

Note 27

Parties liées

Principaux dirigeants

227. Par principaux dirigeants, on entend les fonctionnaires qui peuvent exercer une influence notable sur la prise de décisions financières et opérationnelles de l'Université. Dans le cas de l'Université, il s'agit de la Rectrice ou du Recteur, de la Vice-Rectrice ou du Vice-Recteur principal(e), de la Vice-Rectrice ou du Vice-Recteur, de la Directrice ou du Directeur de l'administration, de la ou du Chef du Service administratif et de trois directrices ou directeurs des instituts, qui ont pour mandat de planifier, diriger et contrôler ses activités.

228. Le montant total de la rémunération des principaux dirigeants englobe le montant net des traitements, l'indemnité de poste, diverses primes et indemnités ainsi que la cotisation de l'employeur au régime de pensions et au régime d'assurance maladie.

Principaux dirigeants au 31 décembre 2023

	Total
Nombre de postes (équivalents plein temps)	8

(En milliers de dollars des États-Unis)

	Total
Traitements et indemnités de poste	1 322
Autres indemnités et prestations	715
Indemnités non pécuniaires	358
Total des rémunérations pour l'exercice clos le 31 décembre 2023	2 395
Encours des avances et prêts consentis au 31 décembre 2023	—

229. Le Ministère japonais de l'éducation, de la culture, des sports, des sciences et de la technologie met à la disposition de la Rectrice ou du Recteur, à titre gracieux, un logement de fonction dans les locaux de l'Université, au siège. Un montant mensuel fixe est facturé à celle-ci ou celui-ci pour la location, les charges et l'entretien du logement.

230. Aucun membre de la famille proche des principaux dirigeants n'a été employé à un poste de direction par l'Université. Les avances accordées aux principaux dirigeants au titre de prestations le sont conformément au Statut et au Règlement du personnel. Tous les fonctionnaires de l'Université peuvent bénéficier de telles avances.

Opérations entre parties liées : Fondation japonaise pour l'Université des Nations Unies

231. Conformément à ses statuts et dans l'esprit de la Charte de l'Université des Nations Unies, la Fondation japonaise pour l'Université des Nations Unies a pour objectif de contribuer au développement de l'Université en lui apportant l'assistance et la coopération nécessaires pour qu'elle puisse trouver des réponses aux problèmes mondiaux pressants relatifs à la survie, au développement et au bien-être de l'humanité, favoriser la diffusion des connaissances sur lesquelles reposent les

solutions à ces problèmes mondiaux et contribuer ainsi à l'avancée des sciences et des technologies ainsi qu'à la promotion de la compréhension mutuelle à l'échelle internationale et de la coopération avec les pays en développement dans le domaine des technologies.

232. Créée en 1985, la Fondation est un organisme indépendant soumis aux lois et réglementations japonaises, ainsi qu'à ses propres statuts. Elle est administrée par un conseil qui supervise toutes ses opérations et activités. L'Université a conclu avec elle un memorandum d'accord qui définit leurs rapports de coopération et réglemente l'utilisation du nom et du logo de l'Université.

233. La Fondation communique tous les ans à l'Université un état des produits et des charges. Ces déclarations indiquent le montant total des contributions reçues par la Fondation et le montant retenu pour couvrir les dépenses liées à ses activités (qui sont intégralement financées par le produit de ses placements et par ses réserves).

234. En 2023, la Fondation a versé à l'Université une contribution en espèces d'un montant net non audité de 0,17 million de dollars, qui couvre, entre autres, la location de bureaux dans le bâtiment du siège de l'Université à Tokyo (0,04 million de dollars). Ce montant se décompose comme suit : 0,11 million de dollars reçus par la Fondation et 0,06 million provenant de ses réserves. Le solde (non audité) des réserves de la Fondation s'établissait à 4,10 millions de dollars au 31 décembre 2023.

Opérations entre parties liées : coentreprises sur lesquelles l'Université exerce une influence notable, comptabilisées au moyen de la méthode de la mise en équivalence

235. Les opérations cofinancées relatives à la sûreté et la sécurité et à l'enquête sur les salaires du Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination font l'objet d'accords contraignants. L'Université a une influence notable sur ces activités, ce qui signifie, au sens de la norme IPSAS 8 (Participations dans des coentreprises), qu'elle a le pouvoir de participer aux décisions relatives aux aspects financiers et opérationnels de ces activités, sans toutefois exercer un contrôle ou un contrôle conjoint sur elles. La participation de l'Université à ces activités correspond à sa part du passif net calculée en fonction du pourcentage qui lui a été alloué pour leur financement. Les coefficients de partage des coûts évoluent en fonction de facteurs clefs tels que le nombre d'employés et l'espace total occupé. Étant donné que ces activités sont déficitaires, elles sont comptabilisées comme passifs non courants. La part revenant à l'Université dans les excédents de fonctionnement de ces activités pour l'exercice clos le 31 décembre 2023 s'établit à 0,02 million de dollars et il en est rendu compte dans l'état de la performance financière. Lorsque certaines opérations relatives à ces activités sont comptabilisées directement en actif net, la part de ces opérations revenant à l'Université est enregistrée en situation nette ; le solde des écarts actuariels découlant de l'évaluation des engagements au titre des avantages du personnel est comptabilisé en résultat. Les variations des comptes des activités contrôlées conjointement pendant l'exercice sont présentées dans le tableau ci-après :

(En milliers de dollars des États-Unis)

	31 décembre 2023	31 décembre 2022
Coût au 1^{er} janvier	86	65
Variation sur l'exercice :		
Variation de l'actif net des activités contrôlées conjointement comptabilisées en situation nette	11	(47)
Part du déficit/(de l'excédent) pour l'exercice des activités contrôlées conjointement comptabilisées en résultat	(21)	68
Total des variations des activités contrôlées conjointement pour l'exercice	76	86
Montant net du passif présenté dans l'état de la situation financière	76	86

236. Il n'y a pas de passifs éventuels liés aux participations de l'Université dans les entités contrôlées conjointement ou dans les coentreprises sur lesquelles l'Université a une influence notable.

Note 28

Contrats de location et engagements

Contrats de location-financement

237. L'Université a recours à des contrats de location-financement pour les éléments suivants : bâtiments, mobilier et agencements. La valeur nette comptable de chaque catégorie d'actifs à la fin de l'exercice est la suivante :

Valeur comptable nette des contrats de location-financement

(En milliers de dollars des États-Unis)

	31 décembre 2023	31 décembre 2022
Bâtiments	56 856	54 022
Mobilier et agencements	9	28
Total de la valeur comptable nette des contrats de location-financement	56 865	54 050

238. Parmi les autres éléments de passif, un montant de 50,80 millions de dollars correspond aux actifs faisant l'objet d'accords à long terme de cession de droits d'usage sans contrepartie considérés comme des contrats de location-financement dans l'état de la situation financière. Les locaux dont l'accord de cession de droits d'usage est considéré comme un contrat de location-financement sont le bâtiment du siège de l'Université à Tokyo, la Casa Silva Mendes à Macao (Chine), le bâtiment de l'Institut international pour la santé mondiale (UNU-IIGH) à Kuala Lumpur et la résidence accueillant les chargés de recherche à court terme à Accra.

239. Les futurs paiements minimaux à effectuer au titre des contrats de location-financement non résiliables portant sur du matériel et de l'outillage ou sur du mobilier et des agencements sont les suivants :

Engagements au titre de contrats de location-financement

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Paielements minimaux à effectuer</i>	<i>31 décembre 2023</i>	<i>31 décembre 2022</i>
Échéance inférieure à 1 an	8	13
Échéance comprise entre 1 et 5 ans	4	12
Total des engagements minimaux au titre de contrats de location-financement	12	25
Charges financières futures	(0)	(0)
Total des engagements minimaux futurs au titre de contrats de location-financement	12	25

Contrats de location simple

240. L'Université a recours à des contrats de location simple portant sur l'utilisation de bâtiments et de photocopieurs. Le montant total de ces contrats comptabilisés en charges s'est établi à 20,97 millions de dollars pour l'exercice. Il comprend 19,98 millions de dollars au titre d'accords de cession de droits d'usage sans contrepartie, et les produits correspondants sont classés parmi les contributions volontaires dans l'état de la performance financière. Les futurs paiements minimaux à effectuer au titre des contrats de location simple non résiliables sont les suivants :

Engagements au titre des contrats de location simple

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Paielements minimaux à effectuer</i>	<i>31 décembre 2023</i>	<i>31 décembre 2022</i>
Échéance inférieure à 1 an	724	851
Échéance comprise entre 1 et 5 ans	5 162	1 531
Échéance supérieure à 5 ans	61	2 670
Total des engagements minimaux au titre des contrats de location simple	5 947	5 052

241. Pour les locaux, la durée des contrats de location simple est comprise entre 1 et 20 ans et certains baux prévoient des clauses de renouvellement. Pour les photocopieurs, la durée des contrats est généralement comprise entre un et cinq ans, mais certains contrats comportent une clause de prolongation ou prévoient la possibilité d'une résiliation anticipée avec un préavis de 30, 60 ou 90 jours. Les montants présentés dans les tableaux correspondent aux engagements futurs pour la durée minimale du bail prévu dans le contrat de location et tiennent compte de l'augmentation annuelle des paiements exigibles fixée dans le contrat.

Engagements contractuels

242. À la date de clôture, les montants des engagements au titre des immobilisations corporelles et des biens et services pour lesquels un marché avait été passé mais n'avait pas été exécuté étaient les suivants :

(En milliers de dollars des États-Unis)

	31 décembre 2023	31 décembre 2022
Immobilisations corporelles	75	54
Biens et services	13 755	13 109
Total	13 830	13 163

243. Les biens et services comprennent les contrats passés avec des vacataires (9,33 millions de dollars) et les contrats relatifs aux services d'entretien, de nettoyage et de sécurité pour le bâtiment du siège de l'Université à Tokyo (0,44 million de dollars).

Note 29

Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels

Provisions et passifs éventuels

244. Une provision est constatée lorsque, par suite d'un événement passé, l'Université a une obligation actuelle (juridique ou implicite) dont le montant peut être estimé de manière fiable et dont l'extinction entraînera plus que probablement une sortie de ressources. Elle correspond à l'estimation la plus fiable du montant jugé nécessaire pour éteindre l'obligation actuelle à la date de clôture. L'estimation est actualisée lorsque l'effet de la valeur temporelle de l'argent est significatif. Il est fait état d'un passif éventuel lorsque l'issue des litiges en cours est incertaine et que le montant de la perte ne peut pas être estimé de façon satisfaisante. Au 31 décembre 2023, il n'était fait état d'aucune provision d'un montant significatif ni d'aucun passif éventuel.

Actifs éventuels

245. Conformément à la norme IPSAS 19 (Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels), des actifs éventuels sont constatés lorsqu'un événement pourrait s'accompagner d'avantages économiques pour l'Université.

246. Au 31 décembre 2023, les actifs éventuels pour les contributions futures s'élevaient à 22,04 millions de dollars (2022 : 6,29 millions). Ces contributions seront inscrites dans les comptes des périodes au cours desquelles il sera satisfait aux critères de comptabilisation des produits. L'augmentation constatée est principalement due à l'accord de contribution pluriannuel devant bénéficier à l'UNU-EHS et au Vice-rectorat de l'UNU en Europe.

Note 30

Événements postérieurs à la date de clôture

247. Il ne s'est produit entre la date de clôture et celle à laquelle la publication des états financiers a été autorisée aucun événement, favorable ou défavorable, susceptible d'avoir une incidence significative sur ces états.

Annexe I

État de la situation financière au 31 décembre 2023 – ventilation par fonds des opérations courantes

(En milliers de dollars des États-Unis)

	Fonds des opérations courantes						
	Centre de l'ONU	Bâtiment du siège de l'ONU	UNU-WIDER	UNU-MERIT	UNU-IIST	UNU-INRA	UNU-BIOLAC
Actif							
Actifs courants							
Trésorerie et équivalents de trésorerie	16 125	—	7 045	24	129	1	—
Placements	26 986	—	1 377	126	—	—	—
Contributions volontaires à recevoir	5 145	—	6 793	115	57	699	—
Créances diverses	479	19	37	361	63	1	(2)
Autres éléments d'actif	239	18	112	17	13	17	—
Soldes débiteurs interfonds	3 195	2 154	1 149	5 640	3 506	1 152	740
Total des actifs courants	52 169	2 191	16 513	6 283	3 768	1 870	738
Actifs non courants							
Placements	8 441	—	431	39	—	—	—
Contributions volontaires à recevoir	361	—	5 089	—	—	363	—
Immobilisations corporelles	128	46 213	103	73	10 445	101	—
Immobilisations incorporelles	364	—	10	1	—	—	—
Autres éléments d'actif	168	—	—	—	18	—	—
Total des actifs non courants	9 462	46 213	5 633	113	10 463	464	—
Total de l'actif	61 631	48 404	22 146	6 396	14 231	2 334	738
Passif							
Passifs courants							
Dettes et charges à payer	659	311	142	327	97	18	16
Encaissements par anticipation et produits comptabilisés d'avance	—	101	—	—	40	—	—
Avantages du personnel	1 069	11	575	60	42	18	2
Contrats de location	8	—	—	—	—	—	—

	<i>Fonds des opérations courantes</i>						
	<i>Centre de l'UNU</i>	<i>Bâtiment du siège de l'UNU</i>	<i>UNU-WIDER</i>	<i>UNU-MERIT</i>	<i>UNU-IIST</i>	<i>UNU-INRA</i>	<i>UNU-BIOLAC</i>
Autres éléments de passif	–	2 066	–	–	410	6	–
Soldes créditeurs interfonds	39 706	–	–	–	–	–	–
Total des passifs courants	41 442	2 489	717	387	589	42	18

État de la situation financière au 31 décembre 2023 (suite)

(En milliers de dollars des États-Unis)

	Fonds des opérations courantes					
	Centre de l'UNU	Bâtiment du siège de l'UNU	UNU-WIDER	UNU-MERIT	UNU-IIST	UNU-INRA UNU-BIOLAC
Passifs non courants						
Encaissements par anticipation et produits comptabilisés d'avance	—	—	—	—	—	—
Avantages du personnel	—	—	—	—	—	—
Contrats de location	4	—	—	—	—	—
Autres éléments de passif	—	38 923	—	—	8 608	82
Quote-part des coentreprises (mise en équivalence)	25	—	8	5	5	1
Total des passifs non courants	29	38 923	8	5	8 613	83
Total du passif	41 471	41 412	725	392	9 202	125
Total net de l'actif et du passif	20 160	6 992	21 421	6 004	5 029	2 209
Actif net						
Excédents/(déficits) cumulés	20 160	6 992	21 421	6 004	5 029	2 209
Fonds de dotation	—	—	—	—	—	—
Total de l'actif net	20 160	6 992	21 421	6 004	5 029	2 209

État de la situation financière au 31 décembre 2023 (suite)

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Fonds des opérations courantes</i>						
	<i>UNU-IAS</i>	<i>UNU-INWEH</i>	<i>UNU-CRIS</i>	<i>UNU-EHS</i>	<i>UNU-IIGH</i>	<i>UNU-FLORES</i>	<i>UNU-IRADDA</i>
Actif							
Actifs courants							
Trésorerie et équivalents de trésorerie	–	2 648	–	448	–	–	–
Placements	–	94	–	–	–	–	–
Contributions volontaires à recevoir	194	343	1 356	4 283	107	2 029	–
Créances diverses	(7)	8	–	83	6	15	–
Autres éléments d'actif	42	–	3	17	41	5	–
Soldes débiteurs interfonds	7 116	–	1 408	5 950	4 669	2 600	–
Total des actifs courants	7 345	3 093	2 767	10 781	4 823	4 649	–
Actifs non courants							
Placements	–	30	–	–	–	–	–
Contributions volontaires à recevoir	9	1 770	2 736	2 453	–	169	–
Immobilisations corporelles	9	2	–	16	715	17	–
Immobilisations incorporelles	6	–	–	4	–	–	–
Autres éléments d'actif	–	–	–	–	–	–	–
Total des actifs non courants	24	1 802	2 736	2 473	715	186	–
Total de l'actif	7 369	4 895	5 503	13 254	5 538	4 835	–
Passif							
Passifs courants							
Dettes et charges à payer	559	25	682	250	66	45	–
Encaissements par anticipation et produits comptabilisés d'avance	407	–	–	417	4	–	–
Avantages du personnel	257	47	25	250	219	124	–
Contrats de location	–	–	–	–	–	–	–
Autres éléments de passif	–	–	–	–	47	–	–
Soldes créditeurs interfonds	–	67	–	–	–	–	–
Total des passifs courants	1 223	139	707	917	336	169	–

État de la situation financière au 31 décembre 2023 (suite)

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Fonds des opérations courantes</i>						
	<i>UNU-IAS</i>	<i>UNU-INWEH</i>	<i>UNU-CRIS</i>	<i>UNU-EHS</i>	<i>UNU-IIGH</i>	<i>UNU-FLORES</i>	<i>UNU-IRADDA</i>
Passifs non courants							
Encaissements par anticipation et produits comptabilisés d'avance	—	—	—	—	—	—	—
Avantages du personnel	—	—	—	—	—	—	—
Contrats de location	—	—	—	—	—	—	—
Autres éléments de passif	—	—	—	—	663	—	—
Quote-part des coentreprises (mise en équivalence)	8	5	2	7	5	5	—
Total des passifs non courants	8	5	2	7	668	5	—
Total du passif	1 231	144	709	924	1 004	174	—
Total net de l'actif et du passif	6 138	4 751	4 794	12 330	4 534	4 661	—
Actif net							
Excédents/(déficits) cumulés	6 138	4 751	4 794	12 330	4 534	4 661	—
Fonds de dotation	—	—	—	—	—	—	—
Total de l'actif net	6 138	4 751	4 794	12 330	4 534	4 661	—

État de la situation financière au 31 décembre 2023 (suite)

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Fonds des opérations courantes</i>		<i>Engagements au titre des prestations dues à la cessation de service et après le départ à la retraite</i>		<i>Éliminations</i>	<i>Total (UNU)</i>
	<i>Total : fonds des UNU-IESR opérations courantes</i>	<i>Fonds de dotation</i>				
Actif						
Actifs courants						
Trésorerie et équivalents de trésorerie	–	26 420	1 645	384	–	28 449
Placements	–	28 583	–	1 982	–	30 565
Contributions volontaires à recevoir	–	21 121	1 000	–	–	22 121
Créances diverses	–	1 063	4 381	–	–	5 444
Autres éléments d'actif	–	524	–	–	–	524
Soldes débiteurs interfonds	–	39 279	9 917	494	(49 690)	–
Total des actifs courants	–	116 990	16 943	2 860	(49 690)	87 103
Actifs non courants						
Placements	–	8 941	397 973	620	–	407 534
Contributions volontaires à recevoir	–	12 950	–	–	–	12 950
Immobilisations corporelles	–	57 822	–	–	–	57 822
Immobilisations incorporelles	–	385	–	–	–	385
Autres éléments d'actif	–	186	–	–	–	186
Total des actifs non courants	–	80 284	397 973	620	–	478 877
Total de l'actif	–	197 274	414 916	3 480	(49 690)	565 980
Passif						
Passifs courants						
Dettes et charges à payer	–	3 197	5 939	–	–	9 136
Encaissements par anticipation et produits comptabilisés d'avance	–	969	–	–	–	969
Avantages du personnel	–	2 699	–	441	–	3 140
Contrats de location	–	8	–	–	–	8
Autres éléments de passif	–	2 529	–	–	–	2 529
Soldes créditeurs interfonds	–	39 773	9 917	–	(49 690)	–
Total des passifs courants	–	49 175	15 856	441	(49 690)	15 782

État de la situation financière au 31 décembre 2023 (suite)

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Fonds des opérations courantes</i>		<i>Engagements au titre des prestations dues à la cessation de service et après le départ à la retraite</i>		<i>Éliminations</i>	<i>Total (UNU)</i>
	<i>Total : fonds des UNU-IESR opérations courantes</i>	<i>Fonds de dotation</i>				
Passifs non courants						
Encaissements par anticipation et produits comptabilisés d'avance	–	–	–	–	–	–
Avantages du personnel	–	–	–	9 008	–	9 008
Contrats de location	–	4	–	–	–	4
Autres éléments de passif	–	48 276	–	–	–	48 276
Quote-part des coentreprises (mise en équivalence)	–	76	–	–	–	76
Total des passifs non courants	–	48 356	–	9 008	–	57 364
Total du passif	–	97 531	15 856	9 449	(49 690)	73 146
Total net de l'actif et du passif	–	99 743	399 060	(5 969)	–	492 834
Actif net						
Excédents/(déficits) cumulés	–	99 743	–	(5 969)	–	93 774
Fonds de dotation	–	–	399 060	–	–	399 060
Total de l'actif net	–	99 743	399 060	(5 969)	–	492 834

Abréviations : UNU = Université des Nations Unies ; UNU-CRIS = Institut pour les études comparatives d'intégration régionale ; UNU-EHS = Institut pour l'environnement et la sécurité humaine ; UNU-FLORES = Institut pour la gestion intégrée des flux matériels et des ressources ; UNU-IAS = Institut des hautes études sur la viabilité ; UNU-IESR = Institut de recherche économique et sociale ; UNU-IIGH = Institut international pour la santé mondiale ; UNU-INWEH = Institut pour l'eau, l'environnement et la santé ; UNU-IRADDa = Institut pour le développement durable.

Annexe II

État de la performance financière pour l'exercice clos le 31 décembre 2023 – ventilation par fonds des opérations courantes

(En milliers de dollars des États-Unis)

	Fonds des opérations courantes						
	Centre de l'UNU	Bâtiment du siège de l'UNU	UNU-WIDER	UNU-MERIT	UNU-IIST	UNU-INRA	UNU-BIOLAC
Produits							
Contributions volontaires	5 841	17 807	12 763	773	692	1 596	18
Produit des placements	1 243	–	88	8	–	–	–
Produits divers	2 807	1 208	2 174	841	350	100	1
Prélèvements sur le Fonds de dotation	12 177	2 271	5 078	1 550	4 062	961	954
Total des produits	22 068	21 286	20 103	3 172	5 104	2 657	973
Charges							
Traitements, indemnités et prestations	9 903	315	5 444	1 684	1 207	354	74
Loyers, contrats de location, services collectifs de distribution	794	16 077	478	424	252	94	18
Voyages	922	24	1 107	202	151	120	35
Charges afférentes aux placements (montant net)	–	–	–	–	–	–	–
Amortissement	53	2 826	83	4	475	4	–
Rémunération et indemnités des personnes n'ayant pas la qualité de fonctionnaire	1 337	–	2 863	303	100	197	8
Fournitures et consommables	520	21	122	19	75	23	9
Frais de fonctionnement divers	2 250	1 240	4 272	1 461	323	312	446
Charges diverses	11	–	9	–	5	–	–
Fonds de dotation : charges	–	–	–	–	–	–	–
Total des charges	15 790	20 503	14 378	4 097	2 588	1 104	590
Excédent / (déficit) pour l'exercice	6 278	783	5 725	(925)	2 516	1 553	383

État de la performance financière pour l'exercice clos le 31 décembre 2023 (suite)

(En milliers de dollars des États-Unis)

	Fonds des opérations courantes						
	UNU-IAS	UNU-INWEH	UNU-CRIS	UNU-EHS	UNU-IIGH	UNU-FLORES	UNU-IESR
Produits							
Contributions volontaires	4 214	560	241	7 366	259	982	–
Produit des placements	–	6	–	–	–	–	–
Produits divers	272	162	240	888	106	583	–
Prélèvements sur le Fonds de dotation	–	–	–	241	3 804	–	–
Total des produits	4 486	728	481	8 495	4 169	1 565	–
Charges							
Traitements, indemnités et prestations	2 627	1 089	562	4 090	1 722	1 471	–
Loyers, contrats de location, services collectifs de distribution	22	118	223	441	16	284	–
Voyages	575	71	34	497	208	247	–
Charges afférentes aux placements (montant net)	–	–	–	–	–	–	–
Amortissement	2	–	2	14	47	–	–
Rémunération et indemnités des personnes n'ayant pas la qualité de fonctionnaire	451	79	33	754	264	398	–
Fournitures et consommables	82	9	17	13	22	48	–
Frais de fonctionnement divers	1 432	83	783	3 249	1 106	601	–
Charges diverses	1	1	–	1	–	–	–
Fonds de dotation : charges	–	–	–	–	–	–	–
Total des charges	5 192	1 450	1 654	9 059	3 385	3 049	–
Excédent / (déficit) pour l'exercice	(706)	(722)	(1 173)	(564)	784	(1 484)	–

État de la performance financière pour l'exercice clos le 31 décembre 2023 (suite)

(En milliers de dollars des États-Unis)

	Total : fonds des opérations courantes	Fonds de dotation	Engagements au titre des prestations dues à la cessation de service et après le départ à la retraite	Éliminations	Total (UNU)
Produits					
Contributions volontaires	53 112	163	—	—	53 275
Produit des placements	1 345	54 977	118	—	56 440
Produits divers	9 732	42	494	(2 204)	8 064
Prélèvements sur le Fonds de dotation	31 098	—	—	(31 098)	—
Total des produits	95 287	55 182	612	(33 302)	117 779
Charges					
Traitements, indemnités et prestations	30 542	—	567	(494)	30 615
Loyers, contrats de location, services collectifs de distribution	19 241	—	—	—	19 241
Voyages	4 193	—	—	—	4 193
Charges afférentes aux placements (montant net)	—	—	—	—	—
Amortissement	3 510	—	—	—	3 510
Rémunération et indemnités des personnes n'ayant pas la qualité de fonctionnaire	6 787	—	—	—	6 787
Fournitures et consommables	980	—	—	—	980
Frais de fonctionnement divers	17 558	238	—	(1 710)	16 086
Charges diverses	28	—	—	—	28
Fonds de dotation : charges	—	31 098	—	(31 098)	—
Total des charges	82 839	31 336	567	(33 302)	81 440
Excédent / (déficit) pour l'exercice	12 448	23 846	45	—	36 339

Abréviations : UNU = Université des Nations Unies ; UNU-BIOLAC = Programme d'activités biotechnologiques en Amérique latine et dans les Caraïbes ; UNU-CRIS = Institut pour les études comparatives d'intégration régionale ; UNU-EHS = Institut pour l'environnement et la sécurité humaine ; UNU-FLORES = Institut pour la gestion intégrée des flux matériels et des ressources ; UNU-IAS = Institut des hautes études sur la viabilité ; UNU-IESR = Institut de recherche économique et sociale ; UNU-IIGH = Institut international pour la santé mondiale ; UNU-IIST = Institut international pour la technologie des logiciels ; UNU-INRA = Institut des ressources naturelles en Afrique ; UNU-INWEH = Institut pour l'eau, l'environnement et la santé ; UNU-MERIT = Centre de recherche économique et sociale et de formation de Maastricht pour l'innovation et la technologie ; UNU-WIDER = Institut mondial de recherche sur les aspects économiques du développement.

Annexe III

État des crédits ouverts au 31 décembre 2023

(En milliers de dollars des États-Unis)

Chapitre du budget	Crédits ouverts			Dépenses			Solde inutilisé
	Budget initial	Changements	Montant révisé	Décaissements	Engagements non réglés	Total des charges	
Centre de l'UNU							
Réseaux de recherche et de formation et diffusion de l'information	2 273	4 758	7 031	5 582	852	6 434	597
Traitements et autres dépenses de personnel	9 583	3 351	12 934	7 254	44	7 298	5 636
Frais généraux	2 189	483	2 672	1 839	27	1 866	806
Total partiel	14 045	8 592	22 637	14 675	923	15 598	7 039
Bâtiment du siège de l'UNU							
Réseaux de recherche et de formation et diffusion de l'information	—	—	—	—	—	—	—
Traitements et autres dépenses de personnel	365	158	523	319	—	319	204
Frais généraux	2 361	801	3 162	1 530	301	1 831	1 331
Total partiel	2 726	959	3 685	1 849	301	2 150	1 535
UNU-WIDER							
Réseaux de recherche et de formation et diffusion de l'information	6 435	3 090	9 525	8 866	532	9 398	127
Traitements et autres dépenses de personnel	3 732	67	3 799	3 572	38	3 610	189
Frais généraux	819	39	858	669	72	741	117
Total partiel	10 986	3 196	14 182	13 107	642	13 749	433
UNU-MERIT							
Réseaux de recherche et de formation et diffusion de l'information	2 019	(419)	1 600	1 283	44	1 327	273
Traitements et autres dépenses de personnel	2 486	831	3 317	1 707	212	1 919	1 398
Frais généraux	1 125	364	1 489	1 076	106	1 182	307
Total partiel	5 630	776	6 406	4 066	362	4 428	1 978

État des crédits ouverts au 31 décembre 2023 (suite)

(En milliers de dollars des États-Unis)

Chapitre du budget	Crédits ouverts			Dépenses			Solde inutilisé
	Budget initial	Changements	Montant révisé	Décaissements	Engagements non réglés	Total des charges	
UNU-IIST							
Réseaux de recherche et de formation et diffusion de l'information	122	340	462	289	2	291	171
Traitements et autres dépenses de personnel	1 512	370	1 882	1 094	11	1 105	777
Frais généraux	791	420	1 211	698	40	738	473
Total partiel	2 425	1 130	3 555	2 081	53	2 134	1 421
UNU-INRA							
Réseaux de recherche et de formation et diffusion de l'information	350	466	816	481	178	659	157
Traitements et autres dépenses de personnel	417	(5)	412	389	—	389	23
Frais généraux	114	28	142	132	7	139	3
Total partiel	881	489	1 370	1 002	185	1 187	183
UNU-BIOLAC							
Réseaux de recherche et de formation et diffusion de l'information	548	157	705	409	42	451	254
Traitements et autres dépenses de personnel	93	18	111	87	—	87	24
Frais généraux	59	23	82	77	—	77	5
Total partiel	700	198	898	573	42	615	283
UNU-CRIS							
Réseaux de recherche et de formation et diffusion de l'information	622	(243)	379	139	223	362	17
Traitements et autres dépenses de personnel	562	39	601	561	—	561	40
Frais généraux	478	5	483	93	383	476	7
Total partiel	1 662	(199)	1 463	793	606	1 399	64

État des crédits ouverts au 31 décembre 2023 (suite)

(En milliers de dollars des États-Unis)

Chapitre du budget	Crédits ouverts			Dépenses			Solde inutilisé
	Budget initial	Changements	Montant révisé	Décaissements	Engagements non réglés	Total des charges	
UNU-IAS							
Réseaux de recherche et de formation et diffusion de l'information	4 979	(181)	4 798	4 197	520	4 717	81
Traitements et autres dépenses de personnel	704	117	821	376	2	378	443
Frais généraux	251	172	423	134	45	179	244
Total partiel	5 934	108	6 042	4 707	567	5 274	768
UNU-INWEH							
Réseaux de recherche et de formation et diffusion de l'information	200	169	369	130	6	136	233
Traitements et autres dépenses de personnel	1 372	151	1 523	914	—	914	609
Frais généraux	336	160	496	203	3	206	290
Total partiel	1 908	480	2 388	1 247	9	1 256	1 132
UNU-EHS							
Réseaux de recherche et de formation et diffusion de l'information	5 514	2 745	8 259	7 008	1 249	8 257	2
Traitements et autres dépenses de personnel	1 172	36	1 208	1 104	23	1 127	81
Frais généraux	259	126	385	351	3	354	31
Total partiel	6 945	2 907	9 852	8 463	1 275	9 738	114
UNU-IIGH							
Réseaux de recherche et de formation et diffusion de l'information	614	1 246	1 860	1 389	283	1 672	188
Traitements et autres dépenses de personnel	1 536	133	1 669	1 431	2	1 433	236
Frais généraux	356	63	419	327	26	353	66
Total partiel	2 506	1 442	3 948	3 147	311	3 458	490

État des crédits ouverts au 31 décembre 2023 (suite)

(En milliers de dollars des États-Unis)

Chapitre du budget	Crédits ouverts			Dépenses			Solde inutilisé
	Budget initial	Changements	Montant révisé	Décassements	Engagements non réglés	Total des charges	
UNU-FLORES							
Réseaux de recherche et de formation et diffusion de l'information	609	475	1 084	1 084	—	1 084	—
Traitements et autres dépenses de personnel	1 676	(363)	1 313	1 312	1	1 313	—
Frais généraux	164	113	277	275	1	276	1
Total partiel	2 449	225	2 674	2 671	2	2 673	1
Total	58 797	20 303	79 100	58 381	5 278	63 659	15 441

Abréviations : UNU = Université des Nations Unies ; UNU-BIOLAC = Programme d'activités biotechnologiques en Amérique latine et dans les Caraïbes ; UNU-CRIS = Institut pour les études comparatives d'intégration régionale ; UNU-EHS = Institut pour l'environnement et la sécurité humaine ; UNU-FLORES = Institut pour la gestion intégrée des flux matériels et des ressources ; UNU-IAS = Institut des hautes études sur la viabilité ; UNU-IIGH = Institut international pour la santé mondiale ; UNU-IIST = Institut international pour la technologie des logiciels ; UNU-INRA = Institut des ressources naturelles en Afrique ; UNU-INWEH = Institut pour l'eau, l'environnement et la santé ; UNU-MERIT = Centre de recherche économique et sociale et de formation de Maastricht pour l'innovation et la technologie ; UNU-WIDER = Institut mondial de recherche sur les aspects économiques du développement.

Annexe IV

État des contributions, de janvier à décembre 2023

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Contributions au Fonds de dotation</i>	<i>Contributions aux fonds des opérations courantes</i>	<i>Contributions volontaires en nature</i>	<i>Total</i>
Centre de l'UNU				
Vice-rectorat de l'UNU en Europe				
Dons émanant d'autorités publiques				
Allemagne, Ministère fédéral de l'éducation et de la recherche	—	257	234	491
Dons émanant d'entités non gouvernementales				
<i>Entités des Nations Unies</i>				
UNOPS	—	1 750	—	1 750
<i>Autres</i>				
Alexander von Humboldt Foundation	—	2	—	2
GIZ GmbH	—	548	—	548
Harbour International Education Technology Co., Ltd	—	98	—	98
Centre de recherche sur les politiques				
Dons émanant d'autorités publiques				
Australie, Ministère des affaires étrangères et du commerce	—	50	—	50
Mission permanente du Liechtenstein auprès de l'Organisation des Nations Unies	—	11	—	11
Dons émanant d'entités non gouvernementales				
<i>Entités des Nations Unies</i>				
Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix	—	200	—	200
UNOPS	—	30	—	30
<i>Autres</i>				
British Institute of International and Comparative Law	—	38	—	38
Cabinet du Secrétaire général	—	67	—	67
GIZ GmbH	—	1 002	—	1 002
Global Challenges Foundation	—	2	—	2
Stiftelsen Global Challenges Foundation	—	150	—	150
Tarom Foundation	—	28	—	28

État des contributions, de janvier à décembre 2023 (suite)

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Contributions au Fonds de dotation</i>	<i>Contributions aux fonds des opérations courantes</i>	<i>Contributions volontaires en nature</i>	<i>Total</i>
Centre de recherche sur les politiques (Genève)				
Dons émanant d'entités non gouvernementales				
<i>Entités des Nations Unies</i>				
UNOPS	—	70	—	70
Rectorat				
Dons émanant d'autorités publiques				
Japon, Ministère des affaires étrangères	—	1 042	—	1 042
Dons émanant d'entités non gouvernementales				
<i>Autres</i>				
Association des marchés de producteurs de Tokyo	—	112	—	112
Centre de l'UNU à Kuala Lumpur				
Dons émanant d'autorités publiques				
Malaisie, Ministère de l'enseignement supérieur	—	—	23	23
Gouvernance en ligne				
Dons émanant d'autorités publiques				
Portugal	—	—	116	116
Dons émanant d'entités non gouvernementales				
<i>Autres</i>				
Arrowad International Group	—	11	—	11
Centre de l'UNU	—	5 468	373	5 841
Bâtiment et terrain du siège de l'UNU				
Dons émanant d'autorités publiques				
Japon, Ministère des affaires étrangères	—	—	17 668	17 668
Dons émanant d'entités non gouvernementales				
<i>Entités des Nations Unies</i>				
UNU	—	—	139	139
Bâtiment et terrain du siège de l'UNU	—	—	17 807	17 807

État des contributions, de janvier à décembre 2023 (suite)

(En milliers de dollars des États-Unis)

	Contributions au Fonds de dotation	Contributions aux fonds des opérations courantes	Contributions volontaires en nature	Total
UNU-WIDER				
Dons émanant d'autorités publiques				
Agence française de développement	—	(34)	—	(34)
Norvège	—	9 327	—	9 327
Suisse, Département fédéral des affaires étrangères	—	2 222	—	2 222
Agence suédoise de coopération internationale au développement	—	(617)	—	(617)
Finlande, Ministère des affaires étrangères	—	652	421	1 073
Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Ministère du développement international	—	36	—	36
Dons émanant d'entités non gouvernementales				
<i>Commission européenne</i>				
Union européenne (Commission européenne)	—	548	—	548
<i>Entités des Nations Unies</i>				
UNICEF	—	100	—	100
<i>Autres</i>				
GIZ GmbH	—	81	—	81
Centre de l'État de droit de l'Université d'Helsinki	—	27	—	27
UNU-WIDER	—	12 342	421	12 763
UNU-MERIT				
Dons émanant d'autorités publiques				
Pays-Bas (Royaume des), Ministère de l'éducation, de la culture et des sciences	—	70	—	70
Conseil municipal de Maastricht	—	335	—	335
Dons émanant d'entités non gouvernementales				
<i>Autres</i>				
Maastricht Graduate School of Governance	—	202	—	202
Stichting Deltares	—	62	—	62
Stichting Maastricht Economic Research Institute on Innovation and Technology	—	104	—	104
UNU-MERIT	—	773	—	773

État des contributions, de janvier à décembre 2023 (suite)

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Contributions au Fonds de dotation</i>	<i>Contributions aux fonds des opérations courantes</i>	<i>Contributions volontaires en nature</i>	<i>Total</i>
UNU-IIST				
Dons émanant d'autorités publiques				
Macao Foundation	—	285	410	695
Dons émanant d'entités non gouvernementales				
<i>Entités des Nations Unies</i>				
UIT	—	(3)	—	(3)
UNU-IIST	—	282	410	692
UNU-INRA				
Dons émanant d'autorités publiques				
Ghana, Ministère de l'éducation	—	—	80	80
Dons émanant d'entités non gouvernementales				
<i>Autres</i>				
Centre de recherches pour le développement international	—	1 452	—	1 452
Stiftelsen Future Earth Sverig	—	16	—	16
Institut international pour l'environnement et le développement	—	48	—	48
UNU-INRA	—	1 516	80	1 596
UNU-BIOLAC				
Dons émanant d'autorités publiques				
Venezuela (République bolivarienne du)	—	—	18	18
UNU-BIOLAC	—	—	18	18
UNU-CRIS				
Dons émanant d'autorités publiques				
Belgique	—	43	198	241
UNU-CRIS	—	43	198	241

État des contributions, de janvier à décembre 2023 (suite)

(En milliers de dollars des États-Unis)

	Contributions au Fonds de dotation	Contributions aux fonds des opérations courantes	Contributions volontaires en nature	Total
UNU-IAS				
Dons émanant d'autorités publiques				
Ville de Yokohama	—	—	12	12
Japon, Ministère de l'éducation, de la culture, des sports, des sciences et de la technologie	—	1 005	—	1 005
Japon, Ministère de l'environnement	—	2 379	—	2 379
Conseil de l'enseignement de la Préfecture d'Ibaraki	—	5	—	5
Préfecture d'Ishikawa	—	188	—	188
Ville de Kanazawa	—	188	—	188
Korean Environment Corporation	—	78	—	78
Dons émanant d'entités non gouvernementales				
<i>Commission européenne</i>				
Union européenne (Commission européenne)	—	62	—	62
<i>Entités des Nations Unies</i>				
FAO	—	39	—	39
<i>Autres</i>				
Banque asiatique de développement (Manille)	—	84	—	84
Université de commerce de Chiba	—	4	—	4
Université d'Ehime	—	4	—	4
Eisaku Sato Memorial Foundation	—	2	—	2
Université d'Hiroshima	—	4	—	4
Université d'Hokkaido	—	4	—	4
Université chrétienne internationale	—	4	—	4
International University of Japan	—	4	—	4
Agence japonaise pour la science et la technologie	—	(10)	—	(10)
Japan Society for the Promotion of Science	—	76	—	76
Université de Kanagawa	—	4	—	4
Université Keio	—	3	—	3
Université Kwansei Gakuin	—	4	—	4

État des contributions, de janvier à décembre 2023 (suite)

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Contributions au Fonds de dotation</i>	<i>Contributions aux fonds des opérations courantes</i>	<i>Contributions volontaires en nature</i>	<i>Total</i>
Université d'éducation de Nara	—	3	—	3
Université Notre Dame Seishin	—	4	—	4
Université d'Okayama	—	4	—	4
Institut des sciences et de la technologie d'Okinawa (Université de troisième cycle)	—	3	—	3
Université médicale et pharmaceutique d'Osaka	—	3	—	3
Université métropolitaine d'Osaka	—	3	—	3
Université d'Osaka, Institut pour les initiatives académiques	—	4	—	4
Resona Holdings, Inc.	—	3	—	3
Université Ryukoku	—	4	—	4
Université de musique Showa	—	4	—	4
Université Soka	—	4	—	4
Université Sophia (Tokyo)	—	4	—	4
Fondation japonaise pour l'Université des Nations Unies	—	(3)	—	(3)
Université de Kitakyushu	—	4	—	4
Université Tokai	—	3	—	3
Université de la ville de Tokyo	—	4	—	4
Université des études étrangères de Tokyo	—	4	—	4
Université des sciences de Tokyo	—	3	—	3
Institut de technologie de Tokyo	—	3	—	3
Université Toyo	—	4	—	4
Université de Tokyo	—	1	—	1
Université de Tsukuba	—	4	—	4
UNU-IAS	—	4 202	12	4 214
UNU-INWEH				
Dons émanant d'entités non gouvernementales				
<i>Entités des Nations Unies</i>				
Groupe de la gestion de l'environnement des Nations Unies	—	79	—	79
<i>Autres</i>				
Université McMaster	—	(70)	70	—

État des contributions, de janvier à décembre 2023 (suite)

(En milliers de dollars des États-Unis)

	Contributions au Fonds de dotation	Contributions aux fonds des opérations courantes	Contributions volontaires en nature	Total
Miaan Group Inc.	—	27	—	27
WaterAid Canada	—	454	—	454
UNU-INWEH	—	490	70	560
UNU-EHS				
Dons émanant d'autorités publiques				
Allemagne, Ministère fédéral de l'éducation et de la recherche	—	432	267	699
Dons émanant d'entités non gouvernementales				
<i>Commission européenne</i>				
Union européenne (Commission européenne)	—	87	—	87
<i>Entités des Nations Unies</i>				
Secrétariat de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques	—	(20)	—	(20)
Secrétariat de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification	—	150	—	150
Bureau des fonds d'affectation spéciale pluripartenaires du PNUD	—	100	—	100
Initiative de collaboration du Programme des Nations Unies pour l'environnement avec le secteur financier	—	1 329	—	1 329
UNOPS	—	150	—	150
Bureau des Nations Unies pour la prévention des catastrophes	—	1 495	—	1 495
PAM	—	120	—	120
<i>Autres</i>				
Alexander von Humboldt Foundation	—	19	—	19
Bischöfliches Hilfswerk Misereor e.V.	—	70	—	70
Deutsche Forschungsgemeinschaft	—	(5)	—	(5)
GIZ GmbH	—	783	—	783
Eurac Research	—	385	—	385
Initiative de Munich sur l'assurance climatique	—	189	—	189
Fondation OroVerde pour la forêt tropicale - OroVerde Die Tropenwaldstiftung	—	1 702	—	1 702
Robert Bosch Stiftung GmbH 2	—	113	—	113
UNU-EHS	—	7 099	267	7 366

État des contributions, de janvier à décembre 2023 (suite)

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Contributions au Fonds de dotation</i>	<i>Contributions aux fonds des opérations courantes</i>	<i>Contributions volontaires en nature</i>	<i>Total</i>
UNU-IIGH				
Dons émanant d'autorités publiques				
Malaisie, Ministère de l'enseignement supérieur	—	—	47	47
Suède, Ministère des affaires étrangères	—	213	—	213
Dons émanant d'entités non gouvernementales				
<i>Autres</i>				
London School of Hygiene and Tropical Medicine	—	(1)	—	(1)
UNU-IIGH		212	47	259
UNU-FLORES				
Dons émanant d'autorités publiques				
Allemagne, Ministère fédéral de l'éducation et de la recherche (BMBF)	—	667	—	667
Allemagne, État libre de Saxe	—	(2)	273	271
Korean Environment Corporation	—	37	—	37
Dons émanant d'entités non gouvernementales				
<i>Autres</i>				
Alexander von Humboldt Foundation	—	2	—	2
Katholischer Akademischer Auslaender-Dienst e.V.	—	1	—	1
Leibniz-Institut für ökologische Raumentwicklung e.V.	—	4	—	4
UNU-FLORES	—	709	273	982
UNU-IESR				
Dons émanant d'autorités publiques				
Sénégal, Ministère des affaires étrangères	163	—	—	163
UNU-IESR	163	—	—	163
Total	163	33 136	19 976	53 275

Note : Dans les contributions aux fonds des opérations courantes, les montants négatifs tiennent principalement à des ajustements comptables et à des remboursements aux donateurs (voir annexe VI).

(Voir note(s) page suivante)

(Suite des notes de l'annexe IV)

Abréviations : FAO = Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture ;

PAM = Programme alimentaire mondial ; PNUD = Programme des Nations Unies pour le développement ; UIT = Union internationale des télécommunications ; UNICEF = Fonds des Nations Unies pour l'enfance ; UNOPS = Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets ; UNU = Université des Nations Unies ; UNU-BIOLAC = Programme d'activités biotechnologiques en Amérique latine et dans les Caraïbes ; UNU-CRIS = Institut pour les études comparatives d'intégration régionale ; UNU-EHS = Institut pour l'environnement et la sécurité humaine ; UNU-FLORES = Institut pour la gestion intégrée des flux matériels et des ressources ; UNU-IAS = Institut des hautes études sur la viabilité ; UNU-IESR = Institut de recherche économique et sociale ; UNU-IIGH = Institut international pour la santé mondiale ; UNU-IIST = Institut international pour la technologie des logiciels ; UNU-INRA = Institut des ressources naturelles en Afrique ; UNU-INWEH = Institut pour l'eau, l'environnement et la santé ; UNU-MERIT = Centre de recherche économique et sociale et de formation de Maastricht pour l'innovation et la technologie ; UNU-WIDER = Institut mondial de recherche sur les aspects économiques du développement.

Annexe V

État des contributions annoncées mais non versées au 31 décembre 2023

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Contributions annoncées mais non versées au 1^{er} janvier 2023</i>	<i>À ajouter : nouvelles annonces de contributions reçues en 2023</i>	<i>À déduire : montants reçus en 2023</i>	<i>À ajouter : gains/(pertes) de change</i>	<i>Contributions annoncées mais non versées au 31 décembre 2023</i>
Fonds des opérations courantes					
Centre de l'UNU					
Dons émanant d'autorités publiques					
Australie, Ministère des affaires étrangères et du commerce	17	50	(50)	—	17
Allemagne, Ministère fédéral de l'éducation et de la recherche	1 761	258	(1 496)	68	591
Japon, Ministère des affaires étrangères	—	1 042	(1 044)	2	—
Luxembourg	—	11	(11)	—	—
Pays-Bas (Royaume des), Ministère des affaires étrangères	35	—	—	—	35
Agence norvégienne de coopération pour le développement	729	—	(683)	(46)	—
Mission permanente du Liechtenstein auprès de l'Organisation des Nations Unies	433	—	(436)	3	—
Portugal	5 000	—	(2 156)	—	2 844
Suisse, Département fédéral des affaires étrangères	477	—	(271)	34	240
Dons émanant d'entités non gouvernementales					
<i>Entités des Nations Unies</i>					
Cabinet du Secrétaire général	—	67	(67)	—	—
Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix	—	200	—	—	200
PNUD	40	—	(20)	—	20
UNOPS	—	1 850	(750)	—	1 100
<i>Autres</i>					
Alexander von Humboldt Foundation	—	2	(2)	—	—
Arrowad International Group	—	11	(11)	—	—
Université de Coventry	113	—	(78)	2	37
Association des marchés de producteurs de Tokyo	6	112	(101)	(8)	9
Institut de hautes études internationales et du développement de Genève	27	—	(27)	—	—
Agence allemande de coopération internationale	—	1 551	(1 557)	6	—

État des contributions annoncées mais non versées au 31 décembre 2023 (suite)

(En milliers de dollars des États-Unis)

	Contributions annoncées mais non versées au 1 ^{er} janvier 2023	À ajouter : nouvelles annonces de contributions reçues en 2023	À déduire : montants reçus en 2023	À ajouter : gains/(pertes) de change	Contributions annoncées mais non versées au 31 décembre 2023
Harbour International Education Technology Co., Ltd	–	99	(99)	–	–
Centre de recherches pour le développement international	553	–	(332)	10	231
LGT Group	108	–	(107)	(1)	–
Association des banquiers du Liechtenstein	23	–	(22)	(1)	–
Stiftelsen Global Challenges Foundation	19	152	(80)	(1)	90
Stiftung Fürstlicher Kommerzienrat Guido Feger Foundation	30	–	(28)	(2)	–
Tarom Foundation	27	28	(54)	(1)	–
British Institute of International and Comparative Law	–	38	(39)	1	–
United States Institute of Peace	227	–	(135)	–	92
Centre de l'ONU	9 625	5 471	(9 656)	66	5 506
UNU-WIDER					
Dons émanant d'autorités publiques					
Finlande, Ministère des affaires étrangères	2 928	652	(2 772)	75	883
Agence française de développement	53	(34)	(22)	3	–
Norvège	1 063	9 327	(2 382)	194	8 202
Afrique du Sud, Département du Trésor	1 266	–	(621)	(106)	539
Agence suédoise de coopération internationale au développement (Service de la coopération pour la recherche)	764	(617)	(192)	45	–
Suisse, Département fédéral des affaires étrangères	–	2 222	(1 000)	–	1 222
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Ministère du développement international	843	36	(384)	54	549
Dons émanant d'entités non gouvernementales					
<i>Commission européenne</i>					
Union européenne (Commission européenne)	–	147	–	2	149
<i>Entités des Nations Unies</i>					
UNICEF, Mozambique	–	100	–	–	100
<i>Autres</i>					
Agence allemande de coopération internationale	–	81	–	2	83

État des contributions annoncées mais non versées au 31 décembre 2023 (suite)

(En milliers de dollars des États-Unis)

	Contributions annoncées mais non versées au 1 ^{er} janvier 2023	À ajouter : nouvelles annonces de contributions reçues en 2023	À déduire : montants reçus en 2023	À ajouter : gains/(pertes) de change	Contributions annoncées mais non versées au 31 décembre 2023
Institute of Development Studies	67	—	(59)	1	9
Centre de l'État de droit de l'Université d'Helsinki	—	27	(27)	—	—
Université de Copenhague, Département d'économie	227	—	(89)	8	146
UNU-WIDER	7 211	11 941	(7 548)	278	11 882
UNU-MERIT					
Dons émanant d'autorités publiques					
Pays-Bas (Royaume des), Ministère de l'éducation, de la culture et des sciences	1 134	70	(1 223)	19	—
Conseil municipal de Maastricht	307	335	(644)	2	—
Dons émanant d'entités non gouvernementales					
<i>Autres</i>					
Banque européenne d'investissement	299	—	(190)	6	115
Maastricht Graduate School of Governance	—	202	(202)	—	—
Stichting Deltares	—	62	(62)	—	—
Stichting Maastricht Economic Research Institute on Innovation and Technology	—	104	(104)	—	—
UNU-MERIT	1 740	773	(2 425)	27	115
UNU-IIST					
Dons émanant d'autorités publiques					
Macao Foundation	100	312	(368)	—	44
Dons émanant d'entités non gouvernementales					
<i>Entités des Nations Unies</i>					
UIT	—	(3)	3	—	—
<i>Autres</i>					
Fondation pour l'Institut de hautes études internationales et du développement	11	—	—	2	13
UNU-IIST	111	309	(365)	2	57

État des contributions annoncées mais non versées au 31 décembre 2023 (suite)

(En milliers de dollars des États-Unis)

	Contributions annoncées mais non versées au 1 ^{er} janvier 2023	À ajouter : nouvelles annonces de contributions reçues en 2023	À déduire : montants reçus en 2023	À ajouter : gains/(pertes) de change	Contributions annoncées mais non versées au 31 décembre 2023
UNU-INRA					
Dons émanant d'entités non gouvernementales					
<i>Entités des Nations Unies</i>					
CEA	172	–	(172)	–	–
<i>Autres</i>					
Centre de recherches pour le développement international	26	1 452	(571)	39	946
Stiftelsen Future Earth Sverige	–	16	–	–	16
Institut international pour l'environnement et le développement	–	48	(39)	1	10
Centre de services scientifiques d'Afrique de l'Ouest sur le changement climatique et l'utilisation adaptée des terres	163	–	(79)	6	90
UNU-INRA	361	1 516	(861)	46	1 062
UNU-CRIS					
Dons émanant d'autorités publiques					
Belgique	4 417	43	(1 138)	162	3 484
Dons émanant d'entités non gouvernementales					
<i>Autres</i>					
Université de Gand	267	–	(66)	7	208
Vrije Universiteit Brussel	511	–	(131)	20	400
UNU-CRIS	5 195	43	(1 335)	189	4 092
UNU-IAS					
Dons émanant d'autorités publiques					
Japon, Ministère de l'éducation, de la culture, des sports, des sciences et de la technologie	–	1 005	(914)	(91)	–
Japon, Ministère de l'environnement	908	2 379	(3 310)	23	–
Conseil de l'enseignement de la Préfecture d'Ibaraki	–	5	(5)	–	–
Préfecture d'Ishikawa	38	188	(141)	(14)	71
Ville de Kanazawa	38	188	(175)	(15)	36
Korean Environment Corporation ^a	–	79	(76)	(3)	–

État des contributions annoncées mais non versées au 31 décembre 2023 (suite)

(En milliers de dollars des États-Unis)

	Contributions annoncées mais non versées au 1 ^{er} janvier 2023	À ajouter : nouvelles annonces de contributions reçues en 2023	À déduire : montants reçus en 2023	À ajouter : gains/(pertes) de change	Contributions annoncées mais non versées au 31 décembre 2023
Dons émanant d'entités non gouvernementales					
<i>Commission européenne</i>					
Union européenne (Commission européenne)	—	17	(16)	(1)	—
<i>Entités des Nations Unies</i>					
FAO	—	39	—	—	39
<i>Autres</i>					
Banque asiatique de développement (Manille)	—	84	(84)	—	—
Réseau Asie-Pacifique de recherche sur les changements planétaires	22	—	—	—	22
Université de commerce de Chiba	—	4	(4)	—	—
Université d'Ehime	—	4	(4)	—	—
Eisaku Sato Memorial Foundation	—	2	(2)	—	—
Université d'Hiroshima	—	4	(4)	—	—
Université d'Hokkaido	—	4	(4)	—	—
Université chrétienne internationale	—	4	(4)	—	—
International University of Japan	—	4	(4)	—	—
Fondation japonaise pour l'Université des Nations Unies	—	96	(96)	—	—
Agence japonaise pour la science et la technologie	—	(10)	10	—	—
Japan Society for the Promotion of Science	20	76	(58)	(3)	35
Université de Kanagawa	—	4	(4)	—	—
Université Keio	—	4	(4)	—	—
Université Kwansei Gakuin	—	4	(4)	—	—
Université d'éducation de Nara	—	4	(4)	—	—
Université Notre Dame Seishin	—	4	(4)	—	—
Université d'Okayama	—	4	(4)	—	—
Institut des sciences et de la technologie d'Okinawa (Université de troisième cycle)	—	4	(4)	—	—
Université médicale et pharmaceutique d'Osaka	—	3	(3)	—	—
Université métropolitaine d'Osaka	—	3	(3)	—	—

État des contributions annoncées mais non versées au 31 décembre 2023 (suite)

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Contributions annoncées mais non versées au 1^{er} janvier 2023</i>	<i>À ajouter : nouvelles annonces de contributions reçues en 2023</i>	<i>À déduire : montants reçus en 2023</i>	<i>À ajouter : gains/(pertes) de change</i>	<i>Contributions annoncées mais non versées au 31 décembre 2023</i>
Université d'Osaka	–	4	(4)	–	–
Resona Holdings	–	96	(96)	–	–
Université Ryukoku	–	4	(4)	–	–
Université de musique Showa	–	4	(4)	–	–
Université Soka	–	4	(4)	–	–
Université Sophia	–	4	(4)	–	–
Université Tokai	–	4	(4)	–	–
Université de la ville de Tokyo	–	4	(4)	–	–
Institut de technologie de Tokyo	–	3	(3)	–	–
Université des études étrangères de Tokyo	–	4	(4)	–	–
Université des sciences de Tokyo	–	4	(4)	–	–
Université Toyo	–	4	(4)	–	–
Université de Kitakyushu	–	4	(4)	–	–
Université de Tokyo	–	1	(1)	–	–
Université de Tsukuba	–	4	(4)	–	–
UNU-IAS	1 026	4 354	(5 073)	(104)	203
UNU-INWEH					
Dons émanant d'autorités publiques					
Canada, Ministère des affaires étrangères, du commerce et du développement	2 950	–	(1 467)	33	1 516
Dons émanant d'entités non gouvernementales					
<i>Entités des Nations Unies</i>					
Groupe de la gestion de l'environnement des Nations Unies	–	79	–	–	79
PNUE	25	–	–	–	25
<i>Autres</i>					
Université McMaster	70	(70)	–	–	–
Miaan Group Inc.	–	27	(9)	–	18
WaterAid Canada	–	454	–	21	475
UNU-INWEH	3 045	490	(1 476)	54	2 113

État des contributions annoncées mais non versées au 31 décembre 2023 (suite)

(En milliers de dollars des États-Unis)

	Contributions annoncées mais non versées au 1 ^{er} janvier 2023	À ajouter : nouvelles annonces de contributions reçues en 2023	À déduire : montants reçus en 2023	À ajouter : gains/(pertes) de change	Contributions annoncées mais non versées au 31 décembre 2023
UNU-EHS					
Dons émanant d'autorités publiques					
Allemagne, Ministère fédéral de l'éducation et de la recherche	2 398	431	(1 879)	72	1 022
Allemagne, Ministère fédéral de l'environnement, de la protection de la nature et de la sûreté nucléaire	2 892	—	(2 933)	41	—
Ministère de l'éducation et de la recherche (Rhénanie-du-Nord-Westphalie)	532	—	(548)	16	—
Dons émanant d'entités non gouvernementales					
<i>Commission européenne</i>					
Union européenne (Commission européenne)	—	87	(87)	—	—
<i>Entités des Nations Unies</i>					
Secrétariat de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification	—	149	(149)	—	—
Bureau des fonds d'affectation spéciale pluripartenaires du PNUD	—	100	(100)	—	—
Initiative de collaboration du Programme des Nations Unies pour l'environnement avec le secteur financier	—	1 329	(971)	17	375
Secrétariat de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques ^a	56	(20)	(40)	4	—
Bureau des Nations Unies pour la prévention des catastrophes	—	1 495	(224)	—	1 271
UNOPS	—	150	(150)	—	—
PAM	—	120	—	—	120
<i>Autres</i>					
Alexander von Humboldt Foundation	—	19	(19)	—	—
CIMA Research Foundation	88	—	(52)	3	39
Agence allemande de coopération internationale	87	783	(530)	1	341
Œuvre de l'Église catholique en Allemagne chargée du développement	—	69	(13)	3	59
Fondation allemande pour la recherche	7	(5)	(3)	1	—
Eurac Research	374	385	(380)	9	388
Initiative de Munich sur l'assurance climatique	1 197	189	(601)	34	819
Munich Re Foundation	48	—	(49)	1	—
Université de Newcastle	73	—	(14)	5	64

État des contributions annoncées mais non versées au 31 décembre 2023 (suite)

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Contributions annoncées mais non versées au 1^{er} janvier 2023</i>	<i>À ajouter : nouvelles annonces de contributions reçues en 2023</i>	<i>À déduire : montants reçus en 2023</i>	<i>À ajouter : gains/(pertes) de change</i>	<i>Contributions annoncées mais non versées au 31 décembre 2023</i>
Fondation OroVerde pour la forêt tropicale	–	1 702	–	49	1 751
Robert Bosch Stiftung GmbH	–	113	–	4	117
ZUG gGmbH	696	–	(352)	26	370
UNU-EHS	8 448	7 096	(9 094)	286	6 736
UNU-IIGH					
Dons émanant d'autorités publiques					
Suède, Ministère des affaires étrangères	–	212	(206)	(6)	–
Dons émanant d'entités non gouvernementales					
<i>Autres</i>					
Centre de recherches pour le développement international	525	–	(422)	4	107
London School of Hygiene and Tropical Medicine	1	(1)	–	–	–
UNU-IIGH	526	211	(628)	(2)	107
UNU-FLORES					
Dons émanant d'autorités publiques					
Allemagne, Ministère fédéral de l'éducation et de la recherche	2 677	666	(1 998)	70	1 415
Korean Environment Corporation	–	37	(38)	1	–
Ministère de l'enseignement supérieur, de la recherche et des arts (Saxe)	1 105	(2)	(545)	35	593
Dons émanant d'entités non gouvernementales					
<i>Autres</i>					
Alexander von Humboldt Foundation	–	2	(2)	–	–
BoB Immobilienkonzepte GmbH	288	–	(193)	5	100
Service d'échange universitaire catholique	–	1	(1)	–	–
Institut allemand de recherches et d'essais aérospatiaux	26	–	(25)	(1)	–
Agence allemande de coopération internationale	75	–	(77)	2	–
Institut Leibniz de développement écologique, urbain et régional	–	4	(4)	–	–
TU Dresden	139	–	(55)	6	90
UNU-FLORES	4 310	708	(2 938)	118	2 198

État des contributions annoncées mais non versées au 31 décembre 2023 (suite)

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Contributions annoncées mais non versées au 1^{er} janvier 2023</i>	<i>À ajouter : nouvelles annonces de contributions reçues en 2023</i>	<i>À déduire : montants reçus en 2023</i>	<i>À ajouter : gains/(pertes) de change</i>	<i>Contributions annoncées mais non versées au 31 décembre 2023</i>
UNU-IRADDA					
Dons émanant d'autorités publiques					
Algérie	8 000	—	—	—	8 000
UNU-IRADDA	8 000	—	—	—	8 000
UNU-IESR					
Dons émanant d'autorités publiques					
Sénégal, Ministère des affaires étrangères	5 000	—	—	—	5 000
UNU-IESR	5 000	—	—	—	5 000
Total : fonds des opérations courantes au 31 décembre 2023	54 598	32 912	(41 399)	960	47 071
Fonds de dotation					
Centre de l'UNU					
Dons émanant d'autorités publiques					
Portugal	1 000	—	—	—	1 000
Centre de l'UNU	1 000	—	—	—	1 000
UNU-INRA					
Dons émanant d'autorités publiques					
Cameroun	2 914	—	—	126	3 040
Zambie	200	—	—	—	200
UNU-INRA	3 114	—	—	126	3 240
UNU-IRADDA					
Dons émanant d'autorités publiques					
Algérie	45 000	—	—	—	45 000
UNU-IRADDA	45 000	—	—	—	45 000

État des contributions annoncées mais non versées au 31 décembre 2023 (suite)

(En milliers de dollars des États-Unis)

	Contributions annoncées mais non versées au 1 ^{er} janvier 2023	À ajouter : nouvelles annonces de contributions reçues en 2023	À déduire : montants reçus en 2023	À ajouter : gains/(pertes) de change	Contributions annoncées mais non versées au 31 décembre 2023
UNU-IESR					
Dons émanant d'autorités publiques					
Sénégal, Ministère des affaires étrangères	1 000	163	(163)	–	1 000
UNU-IESR	1 000	163	(163)	–	1 000
Total : fonds de dotation au 31 décembre 2023	50 114	163	(163)	126	50 240
Total des montants restants dus au 31 décembre 2023	104 712	33 075	(41 562)	1 086	97 311
Correction de valeur pour pertes sur les contributions volontaires à recevoir^b	(62 614)	–	–	374	(62 240)
Total net des montants restants dus au 31 décembre 2023	42 098	33 075	(41 562)	1 460	35 071

^a Y compris les pertes en trésorerie.

^b Dont 500 000 dollars de reprise de dépréciations de contributions volontaires à recevoir comptabilisées l'exercice précédent et présentées sous la colonne relative aux gains/(pertes) de change.

Abréviations : FAO = Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture ; PAM = Programme alimentaire mondial ; PNUD = Programme des Nations Unies pour le développement ; PNUE = Programme des Nations Unies pour l'environnement ; UIT = Union internationale des télécommunications ; UNICEF = Fonds des Nations Unies pour l'enfance ; UNOPS = Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets ; UNU = Université des Nations Unies ; UNU-CRIS = Institut pour les études comparatives d'intégration régionale ; UNU-EHS = Institut pour l'environnement et la sécurité humaine ; UNU-FLORES = Institut pour la gestion intégrée des flux matériels et des ressources ; UNU-IAS = Institut des hautes études sur la viabilité ; UNU-IESR = Institut de recherche économique et sociale ; UNU-IIGH = Institut international pour la santé mondiale ; UNU-IIST = Institut international pour la technologie des logiciels ; UNU-INRA = Institut des ressources naturelles en Afrique ; UNU-INWEH = Institut pour l'eau, l'environnement et la santé ; UNU-IRADDa = Institut pour le développement durable ; UNU-MERIT = Centre de recherche économique et sociale et de formation de Maastricht pour l'innovation et la technologie ; UNU-WIDER = Institut mondial de recherche sur les aspects économiques du développement.

Annexe VI

État des remboursements aux donateurs

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Donateur</i>	<i>Entité opérationnelle</i>	<i>Au 31 décembre 2023</i>
Finlande, Ministère des affaires étrangères	UNU-WIDER	1
Norvège	UNU-WIDER	1
UIT	UNU-IIST	3
Macao Foundation	UNU-IIST	64
Fondation japonaise pour l'Université des Nations Unies	UNU-IAS	16
Agence japonaise pour la science et la technologie	UNU-IAS	10
Total des montants remboursés aux donateurs pour l'exercice		95

Abbreviations : UIT = Union internationale des télécommunications ; UNU-IAS = Institut des hautes études sur la viabilité ; UNU-IIST = Institut international pour la technologie des logiciels ; UNU-WIDER = Institut mondial de recherche sur les aspects économiques du développement.

